

# SYNTHÈSE DOCUMENTAIRE

# CHINE

*1<sup>er</sup> Juillet 2022*

Centre de documentation de l'École militaire – CDEM  
1 place Joffre  
75007 PARIS  
[www.dems.defense.gouv.fr/cdem](http://www.dems.defense.gouv.fr/cdem)

CDEM/SAPD/FD

## SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES .....	4
2	L'ÉCONOMIE CHINOISE.....	5
2.1	Le retour au premier plan d'un géant.....	5
2.2	Un « colosse aux pieds d'argile » ?.....	5
3	UNE INDUSTRIE DE DÉFENSE RESTRUCTURÉE ET EN PROGRESSION.....	11
3.1	La base industrielle et technologique de défense (BITD) chinoise.....	11
3.2	L'intégration industrielle civilo-militaire.....	13
3.3	La production et les exportations d'armements .....	16
4	RÉPARTITION DES POUVOIRS ET TENSIONS INTÉRIEURES .....	19
4.1	Le Parti communiste et la réalité du système décisionnel chinois .....	19
4.2	Les facteurs de tensions sociales menaçant la stabilité du régime .....	25
4.3	Les mouvements séparatistes et la lutte contre le « terrorisme » .....	27
5	POLITIQUE DE DÉFENSE, FORCES ARMÉES ET RENSEIGNEMENT .....	32
5.1	Orientations stratégiques : hégémonie ou « ascension pacifique » ? .....	32
5.2	Structure et réformes du commandement militaire et du renseignement.....	37
5.3	État des forces armées.....	42
5.4	Déploiements et opérations.....	53
6	LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE.....	60
6.1	Un pays aux ambitions géopolitiques mondiales réaffirmées.....	60
6.2	Rivalité stratégique et interdépendance économique avec les USA .....	65
6.3	Une priorité chinoise : la région Asie-Pacifique .....	73
6.4	Une coopération ambiguë avec l'Europe .....	81
6.5	Le rapprochement Chine-Russie, alliance durable ou partenariat conjonctuel ?.....	87
6.6	Entre opportunités économiques et tentations politiques : la Chine en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.....	90



# 1 | DONNÉES GÉNÉRALES

**Nom officiel** : République populaire de Chine (RPC).

**Création** : prise de pouvoir de Mao Zedong et proclamation officielle le 1<sup>er</sup> octobre 1949.

**Capitale** : Beijing (Pékin : 21 millions d'habitants). **Langue officielle** : mandarin.

**Villes principales** : Shanghai (27,8 millions d'habitants), Chongqing (16,4), Tianjin (13,8).

**Superficie** : 9 596 960 km<sup>2</sup> (4<sup>e</sup> rang mondial) / France métropolitaine : 551 500 km<sup>2</sup> (43<sup>e</sup> rang).

**Monnaie** : Yuan (ou Renminbi<sup>1</sup>) ; 1 euro = 6,99 yuans fin mars 2022.

**Population (2021)** : 1 410 000 000 hab. (1<sup>er</sup> rang mondial) / France : 67 800 000 hab. (20<sup>e</sup> rang).

**Taux de croissance démographique (2021)** : 0,34 % (officiel) / France : 0,3 %.

**Age médian (2021)** : 38,4 ans / France : 41,7 ans.

**Indice de développement humain<sup>2</sup> (2020)** : 0,752 (90<sup>e</sup> rang mondial) / France : 0,901 (26<sup>e</sup> rang).

**Ethnies** : Hans 91,6 % ; Zhuangs 1,3 % ; autres (dont Mandchous, Tibétains, Ouïghours) 7,1 %.

**PIB nominal (2021)** : 16 493 milliards USD<sup>3</sup> / France : 2 938,3 milliards USD.

*PIB/hab.* (2021) : 16 400 USD / France : 40 125 USD.

**Dette publique (2021)** : 72,1 % du PIB (estimation) / France : 112,9 %.

**Taux de croissance du PIB 2021 (prévisions 2022)** : 8,1 % (+ 5,5 %) / France : 7 % (+ 3,5 %).

**Taux de chômage (2021)** : 4 % / France : 7,4 % en métropole.

**Population vivant sous le seuil de pauvreté (2021)** : 3,3 % / France : 14,6 %<sup>4</sup>.

**Indice de corruption (2021)** : 45 (81<sup>e</sup> rang mondial) / France : 71 (22<sup>e</sup> rang mondial).

**Solde commercial (2021)** : + 676,4 milliards de dollars / France : - 84,7 milliards d'euros.

**Défense** (voir les principales personnalités dans la partie 5.2)

**Dépenses militaires (2021)** : 1,3 % du PIB<sup>5</sup> / France : 2,1 %.

**Budget défense (2021)** : 207,3 milliards USD / France : 40,9 milliards € (hors-pensions).

**Effectifs forces d'active (2021)** : 2 035 000 hommes / France : 203 250<sup>6</sup>.

– Terre : 965 000 / France : 114 700.

– Marine : 260 000 / France : 34 700.

– Aviation : 395 000 / France : 40 450. **Effectifs réservistes (2021)** : 510 000 / France : 41 050.

---

<sup>1</sup> « Renminbi » signifie littéralement la « monnaie du peuple » en chinois. Le yuan en est l'unité de compte.

<sup>2</sup> Indice de développement humain : moyenne des indices de santé/longévité, de niveau d'éducation et de niveau de vie. Il est toujours compris entre 0 (très mauvais) et 1 (excellent).

<sup>3</sup> USD : dollar des États-Unis d'Amérique.

<sup>4</sup> Selon Eurostat, le seuil européen est fixé à 60 % du revenu médian national pour chaque État membre. Il est autour de 2 300 yuans, soit seulement 294 euros par an en Chine.

<sup>5</sup> Le niveau réel du budget militaire chinois est discuté et peut varier selon les estimations (plus de 2 % du PIB selon la CIA), voir à ce sujet la partie 5.1.

<sup>6</sup> Ces chiffres comprennent les personnels des services de soutien chinois (150 000) et français (13 400). Concernant spécifiquement la Chine, ils intègrent aussi l'armée des lanceurs (120 000) et la force de soutien stratégique (145 000).

## 2 | L'ÉCONOMIE CHINOISE

### 2.1 Le retour au premier plan d'un géant

Malgré des aléas historiques, la Chine a su maintenir sa prééminence économique dans le monde durant des siècles. Selon les estimations, elle aurait représenté autour de 30 % du PIB mondial<sup>7</sup>, du Moyen-Age jusqu'à l'aube d'un XIX<sup>e</sup> siècle qui verra les pays européens et les États-Unis lui ravir ce *leadership*. Face à ces nouvelles puissances industrielles connaissant un vif essor, la Chine peine à s'adapter et voit sa part dans la production mondiale fondre jusqu'aux alentours de 6 % vers 1900. La succession de guerres extérieures, contre le Japon, et civiles jusqu'en 1949, suivies des politiques maoïstes<sup>8</sup>, épuisent le pays qui ne représente plus que 3 % de la production mondiale dans les années 1970, contre 5 % pour la France.

Cependant, à partir de l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en 1978, une politique d'ouverture économique et de réformes graduelles vont inverser la tendance. Depuis les années 1980, la Chine connaît une croissance économique particulièrement forte dépassant fréquemment les 10 % par an. Malgré un relatif ralentissement ces dernières années, le PIB et le PIB par habitant ont été respectivement multipliés par 27 et 12 depuis 1990, faisant du pays depuis 2010 **la deuxième puissance économique mondiale**<sup>9</sup>, devant le Japon et l'Allemagne. La République populaire de Chine (RPC) est aussi devenue en 2013 la première puissance commerciale devant les États-Unis et dispose des premières réserves de change au monde, d'un montant avoisinant les 3 000 milliards de dollars en 2019 malgré une baisse récente. Cette nouvelle situation n'est d'ailleurs pas sans avoir d'inévitables répercussions dans les rapports de forces géopolitiques (cf. partie 6). Après presque deux siècles d'éclipse, et sans déterminisme aucun, le dragon chinois semble au final être en voie de reprendre une place primordiale dans l'économie mondiale.

### 2.2 Un « colosse aux pieds d'argile » ?

Si la Chine a vu sa part dans les exportations mondiales passer de 2 % à 13 % en valeur depuis 1990<sup>10</sup>, **le modèle exportateur chinois n'est cependant pas exempt de faiblesses**. À partir des années 1980, la Chine s'est positionnée sur un créneau classique pour un pays émergent dans la

---

<sup>7</sup> Soit plus que l'Europe entière à cette époque.

<sup>8</sup> La campagne des Cent fleurs en 1957, le Grand bond en avant en 1958-1960, suivi d'une grande famine, et la Révolution culturelle à partir de 1966, provoquent des millions de morts et déstabilisent le pays.

<sup>9</sup> Selon le Fonds monétaire international, la Chine serait même déjà en 2015 la première puissance économique mondiale, si l'on calcule en terme de parités de pouvoir d'achat (PPA), hors effets de taux de changes.

<sup>10</sup> Selon la Cnuccd, et pour comparaison, les parts respectives des USA, de l'Allemagne et de la France sont passées dans le même temps de 12 % à 9 %, de 11 % à 8 % et de 6 % à 3,5 % du total mondial.

DIPP<sup>11</sup> mondiale : la sous-traitance des entreprises occidentales, Japon compris, et l'exportation massive de produits à bas coût. Encouragés entre autres par l'instauration de zones franches le long des côtes chinoises, les investissements étrangers n'ont cessé d'augmenter, à plus forte raison depuis l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Elle est actuellement la première destination mondiale d'IDE<sup>12</sup>, devant les États-Unis. Une main d'œuvre nombreuse et peu chère, ainsi qu'un taux de change favorable fixé par l'État, ont assuré au pays une remarquable compétitivité de son secteur manufacturier à l'exportation. Les considérables excédents commerciaux ainsi accumulés doivent accompagner par étapes le décollage et la montée en gamme de l'économie chinoise.

Toutefois, 39 % et 20 % des exportations chinoises sont encore réalisées respectivement par des entreprises à capitaux entièrement étrangers ou dans le cadre de partenariat sino-étranger<sup>13</sup>. La moitié des produits exportés eux-mêmes sont aussi le résultat de l'assemblage de composants intermédiaires fabriqués ailleurs, aux États-Unis, au Japon ou en Europe, et en particulier dans les domaines à forte valeur ajoutée<sup>14</sup>. Seule une part minime de la valeur ajoutée exportée reste dans ce cas-là sur le sol chinois, signe que, malgré de réels efforts de rattrapage technologique, la Chine n'a pas encore comblé son retard en la matière sur les pays occidentaux. De plus, afin de faire face à la crise économique mondiale à partir de 2008, Pékin a massivement injecté des liquidités dans son économie, soit près de 500 milliards de dollars, même si leur rendement est limité<sup>15</sup>. Des effets pervers, tel le *shadow banking*<sup>16</sup>, se sont développés dans ce 3<sup>e</sup> secteur financier mondial déjà instable, et des surcapacités sont apparues dans l'appareil productif en raison du surinvestissement des entreprises et d'une consommation intérieure trop faible, sacrifiée justement à la priorité donnée aux exportations. L'économiste de l'IFRI, Françoise Nicolas, évoque ainsi en 2018 une économie de « cavalerie financière ». Sur le plan financier, la baisse des prix de l'immobilier depuis 2014 fait craindre l'éclatement d'une « bulle » immobilière spéculative en raison des 50 millions de logements vacants en RPC. Dans un rapport<sup>17</sup>, le FMI indiquait redouter que la libéralisation financière engagée en Chine, quoique fort encadrée, ne provoque une fuite massive des capitaux comme lors de la tentative partielle de libre convertibilité du Yuan en 2017. Cet échec a montré que l'internationalisation de ce dernier, vue comme le signe et l'instrument d'une puissance mondiale, n'en est encore qu'à ses débuts.

---

<sup>11</sup> DIPP : division internationale des processus productifs.

<sup>12</sup> IDE : investissements directs étrangers.

<sup>13</sup> China and the world inside the dynamics of a changing relationship. *McKinsey Global Institute*, juillet 2019.

<sup>14</sup> À plus de 60 % dans l'électronique, contre 20 % pour les biens intermédiaires.

<sup>15</sup> La *National Development and National Commission* estime peu efficaces 60 % des investissements effectués depuis 2008.

<sup>16</sup> « Finance de l'ombre » désignant les institutions financières non-bancaires, et non-soumises aux réglementations du secteur, qui ont multiplié ces dernières années en Chine les placements spéculatifs, et donc les créances risqués.

<sup>17</sup> *China, 2014 Article IV Consultation, Country Report n° 14/235*. Washington DC : IMF, 25 juillet 2014. 115 p.

Consulté le 16/06/2015. Disponible sur : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2014/cr14235.pdf>

La dette publique officielle est de l'ordre de 72,1 % du PIB prévue en 2022, mais le surendettement des entreprises publiques et des collectivités locales la porterait globalement à plus de 130 % du PIB, sans compter une dette privée autour de 159 % du PIB en 2021. L'ensemble est en hausse de 30 % depuis la pandémie Covid-19 selon l'expert chinois Guo Shuqing. Le taux de chômage national serait lui aussi probablement sous-estimé et la croissance chinoise passée et à venir surestimée (baisse des marchés financiers, faillites d'entreprises, emprunts non remboursés). Un rapport du cercle de réflexion *Brookings*<sup>18</sup> de mars 2019 affirme même que la croissance du PIB chinois entre 2008 et 2016 aurait été artificiellement majorée de deux points par an, en partie du fait de statistiques faussées par des gouverneurs locaux voulant à tout prix atteindre leurs objectifs fixés à Pékin. L'excédent courant a nettement baissé selon le FMI<sup>19</sup>, passant de 421 à 49 milliards de dollars entre 2008 et 2018, et s'est stabilisé en 2022 à 1,5 % du PIB soit bien en deça qu'auparavant (il pourrait devenir déficitaire en 2023). Ce qui, combiné aux fuites de capitaux, **pourraient nuire aux ambitions internationales chinoises** (cf. partie 6) en obérant les marges de manœuvre financières du pays.

En outre, le vieillissement continu de la population (cf. partie 4.2) a des répercussions désormais visibles sur les réserves de main d'œuvre et sur la productivité, qui stagne dans l'industrie depuis 2011. La Chine pourrait bien devenir « **vieille avant d'être riche** », fait unique dans l'histoire des pays émergents. L'augmentation des salaires chinois amène une hausse parallèle de coûts de productions désormais moins compétitifs dans les produits à faible valeur ajoutée face à de nouveaux concurrents tels que le Vietnam ou l'Indonésie, ce qui impacte la production interne et les exportations.

La forte croissance chinoise a aussi paradoxalement rendu le pays à la fois plus puissant mais aussi plus dépendant de ses approvisionnements extérieurs en matières premières, en particulier du pétrole. Par ailleurs, le modèle de croissance chinois a des conséquences environnementales qui le pénaliseront à terme en raison de l'épuisement des ressources et de la pollution. Ainsi, 6 des 10 villes les plus polluées au monde se trouvent en Chine et l'augmentation sensible des pluies acides, de l'érosion des sols et de la pollution de l'eau<sup>20</sup> ont des incidences négatives sur l'ensemble de la société et de l'économie.

La croissance économique chinoise s'affaiblit continuellement depuis 2011 et les exportations, traditionnel moteur de la croissance chinoise, marquent le pas depuis au moins 2014, expliquant la dévaluation du Yuan en août 2015. Les prévisions de croissance sont revues à la baisse et paraissent de plus en plus difficiles à atteindre, 6,5 % en 2018 et 6,2 % en 2019 selon le FMI<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> A forensic examination of China's national accounts. *Brookings*, 7 mars 2019. Disponible sur : <https://urlz.fr/9g3h>

<sup>19</sup> World Economic Outlook, April 2019, Growth Slowdown, Precarious Recovery. *FMI*, avril 2019. Disponible sur : <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2019/03/28/world-economic-outlook-april-2019>

<sup>20</sup> L'administration chinoise reconnaît elle-même que près de 40 % de l'eau des rivières chinoises est « sévèrement polluée ».

<sup>21</sup> *China's Economic Outlook in Six Charts*. Washington DC : IMF, 26 juillet 2018. Disponible sur : <https://www.imf.org/en/News/Articles/2018/07/25/na072618-chinas-economic-outlook-in-six-charts>

Xiang Songzuo, économiste à l'Université du peuple à Pékin, évoquait déjà en 2019 un fort ralentissement, dont il reste à savoir s'il est conjoncturel ou pas. 6 % de croissance étaient attendus en 2020 et 5,8 % en 2021<sup>22</sup>, soit déjà le niveau le plus bas depuis 1990, mais la crise pandémique Covid-19 a conduit à une forte révision de ces chiffres, signe de la gravité de la situation, et à un plan de relance équivalent à 2 % du PIB chinois. Les prévisions économiques officielles chinoises sont régulièrement mises en doute par nombre d'experts internationaux soulignant leur vocation principalement à visées interne (légitimité du pouvoir) et extérieure (affirmer la force de la nation). En janvier 2021, les statistiques officielles chinoises indiquent que **la RPC est la seule grande économie mondiale à avoir connu une croissance positive de son PIB en 2020** (+ 2,3 %), avant un fort rebond en 2021 (+ 8,1%) puis + 5,5 % annoncés à l'ANP de mars 2022 alors que le FMI prévoit dorénavant + 4,4 % suite aux conséquences de la guerre en Ukraine, ce qui impacte aussi les rapports de forces géopolitiques (- 3,4 % aux USA en 2020 mais + 5,6 % en 2021, cf. partie 6).

**Passer de la croissance au développement** est ainsi devenu un *leitmotiv* de la politique intérieure de ce pays désormais émergé. En 2002, le chef de l'État chinois, Hu Jintao, s'inquiétait déjà des « fruits amers » d'une croissance débridée, donc déstabilisatrice à terme. La baisse tendancielle de la croissance est en réalité à la fois une cause et une conséquence du changement de modèle économique en cours. Elle représente un risque et une opportunité pour les autorités chinoises, Xi Jinping évoquant même aujourd'hui à ce sujet, du moins officiellement, un retour à la normale et un encouragement pour des réformes structurelles devant mener à la concrétisation du « rêve chinois ». Ces dernières se sont accélérées depuis 2013 afin de réorienter la croissance sur des bases et vers des objectifs plus sains. Dans une logique de modernisation globale, elles prétendent toucher quasiment tous les domaines afin d'assurer une croissance durable au pays. La consommation intérieure, 39 % du PIB seulement en 2019<sup>23</sup>, doit ainsi être favorisée pour rééquilibrer le système économique. La réforme du secteur financier a commencé dès 2012, malgré les risques systémiques inhérents, et est conçue pour en améliorer la régulation par des contrôles renforcés devant limiter les risques de dérapages, en particulier au niveau des collectivités locales. Elle est censée dynamiser le marché et la concurrence intérieure au détriment des rentes de situation des grandes banques et des entreprises publiques, qui sont liées.

La Chine cherche à développer ses activités tertiaires (47 % de son PIB actuel contre 70 à 80 % dans les pays occidentaux), afin de se diversifier et de réduire ses importations d'énergie, l'industrie en étant nettement plus consommatrice. L'internationalisation complémentaire des entreprises et des investissements a trois objectifs : la montée en gamme dans les filières économiques à haute valeur ajoutée, la réduction des dépendances extérieures par la sécurisation des circuits d'approvisionnements et la lutte contre le surinvestissement intérieur par

<sup>22</sup> *Perspectives de l'économie mondiale*. Washington DC : IMF, janvier 2020. Disponible sur : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/01/20/weo-update-january2020>

<sup>23</sup> Elle avoisine les 60 % en France et 70 % aux USA.

l'écoulement facilité des surplus de production vers un extérieur devenant un nouveau relais de croissance. À cet effet, les vagues d'acquisitions des entreprises chinoises dans le monde se sont accélérées ces dernières années et la Chine est désormais le 3<sup>e</sup> investisseur mondial. Il ne s'agit néanmoins pas pour l'instant d'une politique libérale au sens occidental du terme. Les autorités chinoises conservent en effet sous leur coupe les éléments essentiels de maîtrise de l'économie : contrôle des changes, des IDE et de la convertibilité du Yuan. Ce dernier doit progressivement s'internationaliser, aidé en cela par les nouvelles Routes de la soie et l'AIIB (cf. Focus, p. 8-9), afin de renforcer la puissance financière chinoise dans le monde. La phase de transition en cours entraîne inévitablement des turbulences et **le risque est réel de déstabiliser le système socio-économique chinois en le réformant trop vite et/ou maladroitement**. L'éventualité d'une coalition contre Xi Jinping d'intérêts s'estimant lésés par ces réformes n'est pas non plus à exclure, même si celui-ci paraît à ce jour tenir solidement les rênes du pouvoir.

En définitive, la capacité des autorités chinoises à piloter en douceur le rééquilibrage de leur modèle économique sera déterminante non seulement pour la stabilité globale de la Chine, mais aussi pour celles de l'économie et de la géopolitique mondiale, Pékin pouvant être tentée d'attiser le nationalisme afin de détourner le regard de sa population des difficultés intérieures (cf. parties 4 et 6).

#### FOCUS : LANCEMENT DE L'ASIA INFRASTRUCTURE INVESTMENT BANK (AIIB)<sup>24</sup> PAR LA CHINE

L'ascension de la puissance financière chinoise au niveau mondial pose depuis des années la question de la réévaluation de sa place dans les institutions financières internationales. Devant la lenteur du processus, la Chine décide en octobre 2014 d'annoncer la création d'une Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, provoquant des réactions souvent mitigées de pays partagés entre envie et inquiétude devant cette manne potentielle.

Encore aujourd'hui, la plupart des grandes institutions financières internationales sont contrôlées par les Américains et les Européens, que ce soit au FMI ou à la Banque mondiale, dans la droite ligne du système créé lors de la conférence de *Bretton Woods* en 1944. Une modification de la répartition des quotes-parts de pays émergents tels que la Chine ou l'Inde reflétant mieux les nouveaux rapports de forces est régulièrement mise à l'ordre du jour, sans réels effets concrets. Les réticences américaines, appuyées sur une logique de compétition entre grandes puissances, semblent en porter la responsabilité principale. Pour nombre d'experts, cette attitude se révèle être une erreur, la création de l'AIIB apparaissant dès lors comme le symbole d'une perte d'influence américaine. Pourtant, le président Obama souhaitait un rééquilibrage au FMI, principalement aux dépens des Européens, mais le Congrès américain à majorité républicaine a refusé de le suivre sur ce sujet.

L'accord-cadre concernant les règles d'organisation de l'AIIB a été signé à Pékin le 29 juin 2015. Le siège de la banque se situe dans cette ville et le conseil d'administration

<sup>24</sup> *Asia Infrastructure Investment Bank*, Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

compte 87 pays membres depuis 2018, les États-Unis et le Japon<sup>25</sup> ne participant pas à ce jour. Le fonds initial prévu est fixé à 100 milliards de dollars, pour moitié fournie par la Chine. Bien qu'affichant des prétentions modérées pour mieux circonvier les candidats, cette dernière s'assure un veto de fait avec 26 % des droits de vote, 75 % de ceux-ci étant nécessaires pour valider les principales décisions. Il est aussi à noter que 75 % des droits de vote appartiendront à des pays asiatiques. Jin Liqun, ancien vice-ministre chinois des Finances, est pour 6 ans renouvelables le premier président d'une banque devenue opérationnelle fin 2015.

**La place de la Chine dans la nouvelle institution ne fait ainsi pas de doute, favorisant son influence en Asie, voire au-delà,** et lui permettant d'écouler à sa guise ses importantes réserves de change. L'AIIB s'inscrit aussi dans la stratégie des nouvelles Routes de la soie qu'elle soutient (cf. partie 6.1). Des pays comme le Japon ou les Philippines redoutent que Pékin ne s'en serve de façon sélective, au gré de ses seuls intérêts. La présence d'alliés proches des États-Unis, Royaume-Uni, France et Arabie saoudite compris, est en soi un succès pour la Chine, même s'ils représenteront des contrepoids non négligeables. Les pays européens ont adopté une position constructive, espérant mieux influencer et profiter de l'AIIB de l'intérieur. L'organisation et le mode de décision plus souple de cette banque pourraient renforcer sa position de concurrente sérieuse du FMI et de la Banque mondiale, à moins qu'elle leur soit complémentaire car plus adaptée aux pays émergents. L'avenir dira s'il s'agit bien d'un des signes du basculement du monde vers l'Asie mais, en tout état de cause, l'AIIB rebat les cartes au sein du système financier mondial, ce qui est déjà en soi un symbole.

---

<sup>25</sup> Le Japon préside déjà la Banque asiatique de développement, directement concurrente

## 3 | UNE INDUSTRIE DE DÉFENSE RESTRUCTURÉE ET EN PROGRESSION

### 3.1 La base industrielle et technologique de défense (BITD) chinoise

La BITD chinoise est principalement composée d'une dizaine de consortia issus des profondes restructurations menées à partir de 1999 et ayant chacun des activités distinctes. Les fusions-concentrations continuent, par exemple le 26 novembre 2019 entre CSIC et CSSC (sous le nom de CSSC Ltd) dans le segment naval, afin d'en encore les renforcer. Une plus grande autonomie est toutefois laissée à ces entreprises d'État afin de développer des collaborations horizontales ou avec un secteur privé bénéficiant souvent de larges subventions publiques dans la production et la R&D, à l'image de *Shaanxi Baoji Special Vehicles*. Des firmes chinoises privées de haute technologie comme Huawei, Lenovo et ZTE collaborent aussi activement avec le secteur public de défense national. Bien que les données statistiques chinoises soient sujettes à caution ou incomplètes, la progression des firmes chinoises dans l'industrie mondiale de l'armement est considérable et corrélée aux priorités militaires définies par Pékin. La chute estimée de leurs revenus en 2020, consécutive à la crise Covid-19, n'est probablement que transitoire et n'empêche pas la BITD chinoise d'être désormais la 2<sup>nde</sup> mondiale avec 13 % des ventes du Top 100 (soit 66,8 milliards de dollars). En effet, malgré des modes de calculs différents entre le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS), ces deux derniers se rejoignent pour estimer que **quatre de ces entreprises chinoises figurent désormais parmi les douze principales compagnies de défense mondiales** (dont AVIC, NORINCO et CASIC mais divergences sur la place réelle de CSSC et CETC). Plus globalement, les deux instituts classent respectivement entre cinq et sept entreprises de défense chinoises au sein du Top 25 mondial :

- *China Aviation Industry Corporation* (AVIC) : entre 17 et 25 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans la défense (soit 25 à 38 % de ses revenus globaux) pour cette entreprise 1<sup>ère</sup> productrice aéronautique nationale et 3<sup>e</sup> mondiale dans les avions de combat, bombardiers ou de transport, et les hélicoptères (6<sup>e</sup> mondiale au total),
- *China North Industries Group Corporation* (NORINCO) : entre 15,3 et 17,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans la défense (22 à 25 % de ses revenus globaux) pour cette 8<sup>e</sup> ou 9<sup>e</sup> entreprise de défense mondiale selon les sources, et « 1<sup>er</sup> producteur mondial de systèmes terrestres » d'après le SIPRI, en particulier dans les chars, véhicules blindés, artillerie, munitions et explosifs. Des progrès sensibles ont aussi été réalisés dans le domaine des hautes technologies (dont le co-développement du système civilo-militaire de navigation par satellite *Beidou*),
- *China State Shipbuilding Corporation Limited* (CSSC Ltd) : ce nouveau conglomérat n'apparaît qu'en 2020 dans les divers classements du fait de l'incertitude actuelle concernant ses statistiques. Son chiffre d'affaires est néanmoins évalué autour de 13,4 milliards de dollars (20 % de ses revenus globaux), soit à la 10<sup>e</sup> place mondiale. Ses

activités sont principalement centrées sur la construction de porte-avions, vaisseaux, destroyers, sous-marins ainsi que de frégates et des petits navires de surface, secteurs militaires chinois connaissant un fort développement.

- *China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC)* : autour de 12 milliards de dollars de chiffre d'affaires évalués dans la défense (32 % de ses revenus globaux), dans les missiles balistiques et de croisière ainsi que les technologies microsattelites,
- *China Electronics Technology group (CETC)* : de 10,5 à 14,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans la défense (31 à 43 % de ses revenus globaux) selon les estimations, dans l'électronique de défense, les technologies radar, C4ISR, laser et les télécommunications. Il s'agit de l'entreprise de défense chinoise qui investit proportionnellement le plus en R&D,
- *China South Industries Group Corporation (CSGC)* : de 5,4 à 10,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans la défense (16 % à 31 % de ses revenus globaux), dans les munitions, les automobiles et les véhicules de transport,
- *China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC)* : 8,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans la défense (41 % de ses revenus globaux), dans les lanceurs, les satellites, la communication et l'électronique.

L'autre conglomérat de défense chinois est le résultat de l'acquisition, annoncée par le gouvernement en janvier 2018, de la *China Nuclear Engineering and Construction (CNEC)* par la *China National Nuclear Corporation (CNNC)*. La première est surtout spécialisée dans les technologies nucléaires militaires, la seconde dans les centrales nucléaires. Ce nouveau groupe représente 150 000 employés et une capitalisation équivalant à 100 milliards de dollars. Il existe par ailleurs un institut de recherche spécialisé dans les armes nucléaires, la *China Academy of Engineering Physics (CAEP)*.

Pour comparaison internationale, les cinq premières entreprises de défense mondiales en 2020 sont américaines (Chine comprise), dont : Lockheed Martin (58,2 milliards de dollars de ventes d'armes), Raytheon (36,8 milliards), Boeing (32,1 milliards) et General Dynamics (25,8 milliards). La France compte deux entreprises dans le top 20 mondial, sa part dans Airbus Group (11<sup>e</sup> mondial avec 12 milliards de dollars) et Thales (14<sup>e</sup> avec 9 milliards de dollars).

L'ensemble de l'industrie de défense chinoise représenterait autour de trois millions de personnes et 10 000 firmes dans le pays. C'est sur les financements massifs de l'État chinois que repose depuis une vingtaine d'années leur développement accéléré en vue de rattraper un retard technologique initialement préoccupant. L'objectif prioritaire est toujours pour Pékin de moderniser à marche forcée et de manière concomitante son industrie de défense et une Armée Populaire de Libération (APL) devant être intégralement informatisée sur le champ de bataille au début des années 2020 (cf. partie 5). Les systèmes de production ont ainsi été améliorés en cherchant à imiter les conglomérats japonais tels que *Kawasaki* ou *Mitsubishi Heavy Industries* (robotisation, contrôle qualité, management) même si le secteur public de défense chinois connaît encore une productivité et des capacités d'innovation médiocres. L'industrie de

l'armement chinoise est malgré tout considérée aujourd'hui comme venant d'intégrer le premier tiers du classement mondial sur le plan qualitatif. Cependant, les entreprises chinoises du secteur n'ont pas encore rattrapé le niveau des grandes entreprises d'armements américaines, russes et européennes qui conservent une avance en recherche et développement (R&D) ainsi qu'en science et technologie (S&T). Le chercheur Richard Bitzinger<sup>26</sup> évalue le budget chinois en R&D de défense à 10 milliards de dollars annuels, soit environ 5 % des dépenses militaires totales du pays, niveau encore relativement faible par rapport à celui des Américains dépassant 14 % ou même au sud-coréen à 7 %. Les derniers *Livres blancs de la défense chinoise* insistent sur l'accélération de la modernisation des capacités de production et visent à développer une BITD pouvant rivaliser avec les leaders mondiaux du secteur d'ici 2030, **une des conditions sine qua non aux yeux de Pékin pour pouvoir prétendre au rang de grande puissance mondiale.**

### 3.2 L'intégration industrielle civilo-militaire

L'axe majeur de cette politique étatique d'innovation passe par un renforcement de l'intégration industrielle civilo-militaire mise en place à la fin des années 1990, priorité nationale depuis 2015 encore rappelée par Xi Jinping qui, lors du 19<sup>e</sup> Congrès du PCC en octobre 2017, parle désormais d'une « fusion » civilo-militaire. Elle doit en théorie irriguer réciproquement les deux secteurs sur le plan technologique (*dual-use technologies*) et ainsi favoriser leur compétitivité. Les rachats d'entreprises étrangères, le renforcement de la R&D nationale (objectif d'une « autosuffisance technologique », *zili gengsheng*, encore rappelée lors de l'Assemblée nationale populaire de mars 2021), la régulation renforcée en janvier 2021 des exportations de terres rares<sup>27</sup> (servant aussi de levier de pression diplomatique) et les coopérations industrielles public/privé en sont les principaux éléments. Vital pour la sécurité et l'indépendance nationale aux yeux des décideurs chinois, **l'objectif n'est plus tant d'importer des systèmes d'armes diversifiés et sophistiqués mais d'acquérir la capacité complète et autonome de les produire** au bénéfice de l'Armée populaire libération, ce que les progrès en cours ne permettent pas encore. C'est le Département du développement des équipements dépendant de la CMC (cf. partie 5.2) qui est chargé du processus de planification, de recherche et d'acquisition des systèmes d'armes avec les directions de programmes des diverses forces armées. Certains experts évoquent d'ailleurs à ce sujet une intégration plutôt « militaro-civile ». La logique chinoise est en partie différente de celle des États-Unis, les synergies obtenues avec les processus, les compétences et les infrastructures de recherche et de production civiles sont prioritairement destinées aux besoins

---

<sup>26</sup> BITZINGER, Richard. *Arming Asia, Technonationalism and its impact on local defense industries*, Routledge, 2017.

<sup>27</sup> Les terres rares sont un groupe de 17 métaux, tels l'erbium, le lithium ou l'yttrium, nécessaires à la production de biens de haute technologie. La Chine représente 60 % de la production mondiale en 2021 selon l'*US Geological Survey*, part en baisse relative face notamment aux USA, à la Birmanie et à l'Australie. Le 23 décembre 2021, Pékin a de plus annoncé la création d'un consortium « géant des terres rares ».

militaires. Un versant de sécurité intérieure de cette fusion civilo-militaire existe par ailleurs. L'accord du 3 février 2021 en atteste en renforçant la collaboration entre le ministère de la Sécurité publique (*Gonganbu*) et celui de la Science et de la technologie afin d'accélérer les acquisitions innovantes, notamment dans le domaine de la surveillance (reconnaissance faciale) et du projet global de création de « *safe cities* » chinoises.

Le 14<sup>e</sup> plan quinquennal chinois (2021-2025), adopté en octobre 2020, prévoit d'ailleurs d'accélérer l'intégration civilo-militaire et confirme la création ou le renforcement de zones de recherche et d'innovation proches des grandes villes et des centres industriels du pays, dont une quinzaine « pilotes » ont déjà été approuvées en mars 2018 à Pékin, Dalian, Wuhan ou Ningbo, entre autres. Elles sont particulièrement dédiées à **dix secteurs-clés** ayant de potentielles implications militaires comme les satellites, les turboréacteurs à haute performance, le cyber, les nanotechnologies et l'intelligence artificielle (IA). L'*United States-China Economic and Security Review Commission* (USCC) estime que, depuis 2014, Pékin a annoncé 250 milliards de dollars de financement public en faveur de ces secteurs stratégiques ainsi que de l'acquisition de technologies et d'expertises internationales. Piloté par le ministère de l'Industrie, le programme *Made in China 2025* (*zhongguo zhizao*) a pour objectif que 70 % des équipements dans ces domaines soient d'origine chinoise d'ici 2025 afin que le pays devienne un acteur majeur et indépendant dans les technologies d'avenir d'ici trente ans. Pékin a pour ambition de devenir le *leader* mondial du développement innovant global d'ici 2050 et de l'IA dès 2030, domaine qu'elle considère comme crucial de par les possibilités induites de contrôle de sa population (cf. partie 4.2) et les retombées duales civilo-militaires devant conforter sa future puissance face à ses rivaux. Le premier ministre Li Keqiang a qualifié en 2017 l'IA de « *technologie stratégique* ». La Chine représente déjà 48 % des créations de *start-ups* orientées vers l'IA dans le monde, même si elle pâtit encore pour l'instant d'un manque de spécialistes sur ce sujet selon le chercheur Joseph Henrotin<sup>28</sup> malgré des efforts en ce domaine<sup>29</sup>. Il n'est ainsi pas fortuit que les États-Unis aient publié le 12 février 2019 une *Artificial Intelligence Strategy* afin de conserver leur avance en une matière dont la *National Security Commission on Artificial Intelligence* a estimé en mars 2021 qu'elle pouvait être menacée à terme. Le nouveau *Livre blanc sur la défense nationale* chinoise de juillet 2019 stipule que l'IA doit contribuer à « *accélérer le développement de systèmes militaires intelligents* » afin d'éviter à la Chine une « *surprise technologique* ». L'impact de l'innovation et des technologies disruptives est souligné afin de mener une « **guerre des intelligences** », censée permettre à la Chine de compenser son retard militaire par rapport aux États-Unis. Ce concept a été pour la première fois dans un *Livre blanc* chinois, intégrant entre autres l'IA ou le calcul quantique.

---

<sup>28</sup> HENROTIN, Joseph. Vers la prolifération des intelligences artificielles militaires ? *DSI*, hors-série n° 65, avril-mai 2019.

<sup>29</sup> Par exemple les projets chinois 111 ou *Thousand Talents* visant à attirer des chercheurs étrangers et à faciliter les transferts de technologies.

La relative faiblesse des capacités d'innovation des entreprises chinoises d'armements les pousse à rechercher des partenariats industriels internationaux ciblés. La première acquisition extérieure de l'histoire de l'aéronautique chinoise a eu lieu en 2009 avec le rachat de l'Autrichien *Future Advanced Composite Component* (FACC) par *Xian Aircraft Industries*, filiale d'AVIC. La difficulté provient du fait que, bien que se présentant comme des multinationales modernes et ouvertes, l'étroit contrôle de l'État chinois qui les caractérise peut perturber ces opérations ainsi que les transferts de technologies duales censés en découler. Les entreprises d'armements occidentales et russes sont réticentes à collaborer dans la R&D avec leurs homologues chinoises du fait des embargos décidés suite à la répression sanglante de Tiananmen en 1989 ou par crainte, non sans raisons, d'un « pillage » technologique officieux ou imposé par contrat, condition *sine qua non* d'accès au marché chinois. Afin de les rassurer, la Chine a validé le 15 mars 2019 un projet de loi censé éviter ce type de contraintes et respectant la propriété intellectuelle, sans que ses effets réels soient toutefois vérifiables. Afin de parer à cette situation, les USA soumettent par exemple à autorisation les exportations de technologies (cf. partie 6.2) dans le cadre de *joint-ventures*, comme entre *Aviation Industry Corporation of China* (AVIC) et Honeywell, General Electric ou Textron. La stratégie chinoise consiste effectivement à combler son retard par l'acquisition de technologies par tous les moyens disponibles dont la rétro-ingénierie, même si Pékin développe de plus en plus des systèmes d'armes de conception nationale. Des chercheurs issus de l'armée sont ainsi envoyés en « coopération » à l'étranger et le ministère de la Sécurité d'État (*Guoanbu*, cf. partie 5.2) est notoirement agressif dans le domaine de l'intelligence économique, entre autres. Par exemple, outre sa vocation de recherche et de canal d'influence, la création en juin 2021 d'une cellule destinée aux pays de Visegrad (Tchéquie, Hongrie, Pologne et Slovaquie) au sein de la *Shanghai Academy of Social Sciences* (SASS) comporte aussi une dimension de renseignement, la SASS étant en effet liée au *Guoanbu*.

La Chine étant effectivement hostile à la présence de capitaux étrangers dans les domaines dits « sensibles », notion qu'elle interprète largement, **le terme de R&D a en fait un double sens dans le pays car intégrant aussi le renseignement extérieur**. Dirigé depuis mai 2018 par Zhang Kejian, le comité stratégique de l'Agence devant rationaliser les processus d'acquisition de l'armement créé en juin 2015, la SASTIND<sup>30</sup>, réunit ainsi à titre officiel des spécialistes de l'industrie de défense et à titre officieux des représentants des services de renseignement militaire du 2<sup>e</sup> Département de l'APL (cf. partie 5.2), pour définir les axes de recherche des entreprises.

Enfin, quoique des progrès aient été réalisés depuis la réforme de 2007, l'insuffisante ouverture des entreprises publiques au marché privé, leur complexité bureaucratique et la traditionnelle étanchéité entre les deux secteurs ne facilitent pas une coopération souvent à sens unique, au cadre juridique et à la supervision politique flous. Le *Livre blanc de la défense chinoise* de mai

---

<sup>30</sup> SASTIND : *State Administration of Science, Technology, and Industry for National Defence*. Elle administre nombre d'universités et de groupes industriels de défense tels que NORINCO, CSIC ou CASIC, ainsi que l'agence spatiale chinoise.

2015 entend remédier à cela en définissant une stratégie plus claire et des incitations fiscales conséquentes. En 2017, une nouvelle Commission du Comité central pour le développement de la coopération civilo-militaire a ainsi été créée, présidée par Xi Jinping, ainsi qu'une *Military Science Research Steering Committee* relevant directement de la Commission Militaire Centrale (CMC, cf. partie 5.2) et devant stimuler l'innovation sur le modèle de la *Defense Advanced Research Projects Agency* (DARPA) américaine. Elle s'en distingue néanmoins par la place prépondérante occupée par les militaires en son sein, un général de corps d'armée la dirigeant par exemple. Les trois instituts universitaires de l'armée chinoise ont parallèlement été réorganisés en juillet 2017 afin de se concentrer prioritairement sur la recherche scientifique militaire. La loi de 2018 vise à améliorer le partage des ressources entre les laboratoires civils et militaires chinois mais pose encore une fois la question des coopérations scientifiques et techniques étrangères qui, malgré elles, pourraient en partie permettre à Pékin de contourner les embargos sur les ventes d'armes et les transferts de technologies.

### 3.3 La production et les exportations d'armements

**La production et les exportations d'armements sont les reflets de la situation actuelle de l'état de l'industrie de défense chinoise.** Bien que le niveau de commandes étatiques y ait fortement contribué, la production d'armements a réalisé des progrès incontestables en quantité, quand bien même l'efficacité de la chaîne de production en série de systèmes d'armes modernes reste un point à améliorer. Selon le SIPRI, la Chine est ainsi devenue le **second producteur mondial d'armements** derrière les USA, devançant désormais la Russie. La qualité technologique des productions s'est globalement accrue, en particulier dans les programmes nucléaires avec les nouveaux MIRV<sup>31</sup>, mais aussi dans les systèmes terrestres, la construction navale (n° 1 mondiale en tonnage mais pas en valeur) et la *cyber capability* (cf. partie 5.3). Le pays annonce périodiquement la production de systèmes d'armes sophistiqués : canon électromagnétique, drones furtifs, avions de 5<sup>e</sup> génération, armes hypersoniques, entre autres.

Des insuffisances capacitaires demeurent cependant malgré des progrès sensibles vers une industrie d'armement autonome. La dépendance technologique extérieure est toujours présente dans certains secteurs clés des domaines naval et aérien, notamment en terme de propulsion, expliquant l'achat de matériels russes tels que les 24 chasseurs multirôles *Soukhoï Su-35 Flanker-E*, d'abord déployés dans le sud de la Chine, ou le système de défense anti-aérienne S-400 en cours d'arrivage courant 2019. Le premier porte-avions chinois *Liaoning* est en fait d'origine russe (ex-*Varyag*) et le second Type-001A (désormais Type-002) est quasi-identique. Le troisième, lancé en juin 2022, présente cependant des améliorations notables. La Chine se révèle aussi pour l'instant incapable de produire seule des avions de 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> génération (5<sup>e</sup> ou

---

<sup>31</sup> *Multiple Independently-targetable Re-entry Vehicle*, missiles balistiques à têtes multiples que seuls cinq pays possèdent aujourd'hui.

6<sup>e</sup> pour les Chinois qui ne comptabilisent pas une 1<sup>ère</sup> génération), son J-11 étant la copie des Su-27 et le nouveau chasseur aérien J-20 étant par exemple doté d'une propulsion russe. Concept développé par *Shenyang Aircraft Corporation* (SAC), le prototype de drone Haute altitude longue endurance (HALE), l'Aigle divin (*Shen Diao*), a réalisé son premier vol connu en février 2015. Il est censé rivaliser avec le RQ-4 *Global Hawk* américain et présenterait des capacités de surveillance, de frappe et d'anti-furtivité pouvant inquiéter les chasseurs F-35, les bombardiers B-2 et les navires furtifs des États-Unis. Ce projet de drone serait en réalité largement inspiré du projet russe abandonné dans les années 2000 de *Soukhoï S-62*, ce qui démontrerait tant les capacités chinoises d'adaptation que leurs limites actuelles en matière d'innovation pure. Des difficultés sont aussi rencontrées dans la production de sous-marins furtifs et de semi-conducteurs de dernière génération. Les importations chinoises d'armements sont néanmoins passées du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang mondial depuis 2009, signe du développement des capacités technologiques et de production de la RPC en ce domaine. Ces importations n'ont cependant pas baissé sur 2017-2021 tant en pourcentage (+ 4,1 %) qu'en valeur absolue. La Russie demeure son premier fournisseur d'armes (à 81 %), loin devant la France (9,1 %).

La Chine, qui n'a pas signé le Traité sur le commerce des armes (TCA), est également le **4<sup>e</sup> exportateur mondial d'armes sur la période 2017-2021** avec 4,6 % du total (les USA sont 1<sup>er</sup> avec 39 % du marché et la France est 3<sup>e</sup> avec 11 %) <sup>32</sup>, et confirme qu'elle est désormais une exportatrice nette d'armement depuis 2011. Entre les périodes 1999-2003 et 2016-2020, les importations chinoises d'armements (hors armes légères) ont décliné de 50 % tandis que ses exportations en ce domaine augmentaient de 208 %, signe d'une autonomisation grandissante correspondant aux objectifs stratégiques pour 2035 et 2049 (cf. partie 5.1). L'évolution de ses ventes connaît néanmoins un fort ralentissement, passant d'une hausse de 195 % en 2004-2008 à une baisse de 31 % en 2017-2021, contre + 14 % pour les USA et + 59 % pour la France. Toutefois, même si elles se concentrent encore à 79 % en Asie-Océanie, leurs destinations géographiques se diversifient en passant de 41 à 48 pays, bien que les débouchés soient parfois faibles. La rude concurrence dans ce secteur et la montée en gamme pour l'heure insuffisante des produits chinois expliquent en partie un état de fait probablement transitoire. La Chine souffre par ailleurs du fait que quatre des dix principaux importateurs mondiaux d'armes (Inde, Australie, Corée du Sud et Viêt-Nam) n'achètent pas de matériels chinois pour des raisons surtout géostratégiques.

De manière classique, les principales ventes d'armes de Pékin sont souvent corrélées à sa zone d'influence existante, du « collier de perles » (cf. partie 6.3) à la « Chinafrique », ou en devenir. Elles sont le plus souvent **liées à une coopération militaire et des aides économiques** ayant pour contreparties respectives des achats d'armements et un accès facilité aux ressources des États clients. Ainsi, elles représentent 72 % des importations de ce type au Pakistan qui absorbe

---

<sup>32</sup> *Trends in international arms transfers, 2021*. Stockholm International Peace Research Institute, mars 2022. Disponible sur : [https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs\\_2203\\_at\\_2021.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs_2203_at_2021.pdf)

à lui seul 47 % de ces exportations chinoises, dont des frégates type 054-A ou les avions de combat JF-17 *Thunder* (et annonces en décembre 2020 de 50 drones *Wing Loong II* et en janvier 2022 de 25 chasseurs J-10C face à l'Inde dans l'Himalaya). Le Pakistan, le Bangladesh et la Thaïlande représentent encore 68 % des exportations d'armes chinoises en 2017-2021. Ses ventes progressent par ailleurs dans des régions jusqu'ici « chasse gardée » traditionnelle des pays occidentaux (USA, Royaume-Uni et France) à l'instar de l'Afrique, qui représente 16 % des exportations d'armes chinoises et où la Chine est devenue le 2<sup>e</sup> fournisseur d'armements dans sa partie subsaharienne. Au Moyen-Orient, même si sa progression est pour l'heure limitée, Pékin vend par exemple des drones de combat CH-4B en Irak et en Arabie saoudite (« ressemblant » fortement aux MQ-9 *Reaper* américains) ou *Wing Loong II* aux Emirats arabes unis (dont certains auraient été repérés en Libye en avril 2019 en soutien de l'offensive du maréchal Haftar ou encore en Ethiopie fin 2021 face aux rebelles tigréens), ainsi que des missiles balistiques BP-12A au Qatar. Des drones *Wing Loong* ont aussi été vendus à la Serbie en septembre 2019, ce qui représente l'une des plus importantes ventes d'armes chinoises en Europe de ces dernières décennies. La RPC est d'ailleurs devenue le 1<sup>er</sup> exportateur mondial d'*unmanned combat aerial vehicle* (UCAV) en 2014-2018.

Tout en maintenant pour l'heure ses efforts financiers, Pékin encourage ces exportations afin de renforcer l'autofinancement d'entreprises de défense déjà endettées et leur permettre à terme de financer les futurs programmes d'armements. Les résultats sont pour l'instant mitigés, malgré une plus grande exposition chinoise dans les salons internationaux d'armements, que ce soit au Bourget en 2019 ou à l>IDEX<sup>33</sup> aux Emirats arabes unis en février 2021, et leur récente volonté de concourir sur des marchés, y compris civils, jusqu'alors réservés aux pays occidentaux.

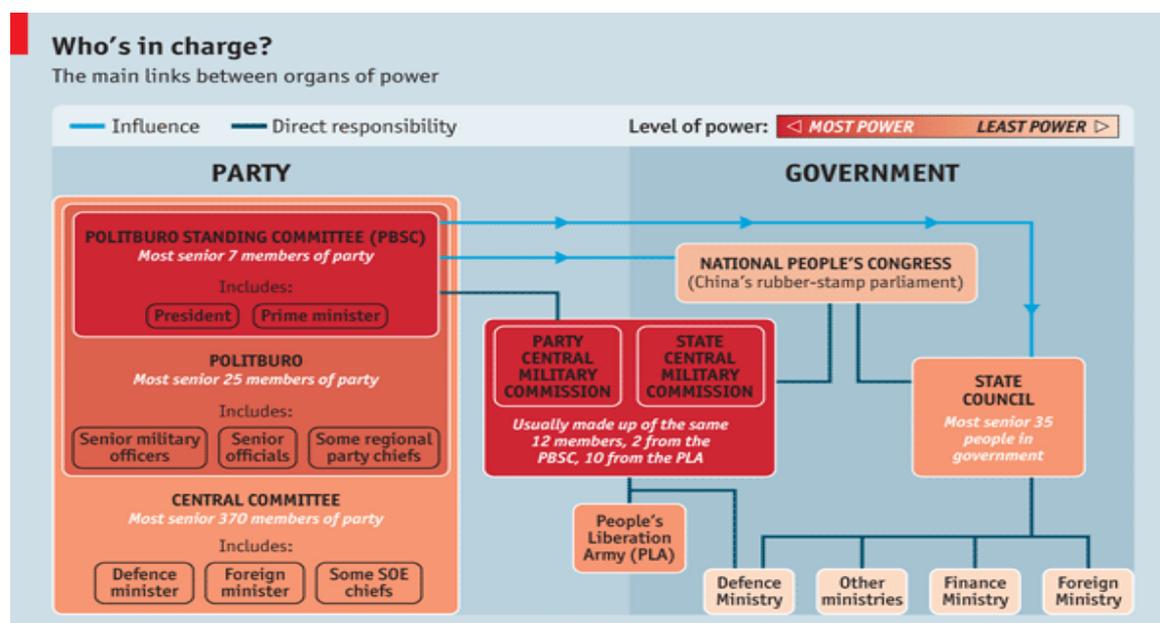
---

<sup>33</sup> *International Defence Exhibition & Conference*, salon bisannuel des armements et technologies situé à Abu Dhabi.

## 4 | RÉPARTITION DES POUVOIRS ET TENSIONS INTÉRIEURES

### 4.1 Le Parti communiste et la réalité du système décisionnel chinois

**La répartition des pouvoirs en Chine est complexe et n'entre pas forcément en adéquation avec la théorie constitutionnelle.** Le pays est officiellement régi par la Constitution de décembre 1982, amendée à plusieurs reprises mais apparaissant parfois comme un « trompe-l'œil ». Intégrés au texte en 2004, les droits de l'homme sont par exemple reconnus mais *de facto* bien difficiles à appliquer. Censée représenter « l'organe de pouvoir suprême de l'État », détenir le pouvoir législatif et élire le président de la RPC, l'**Assemblée nationale populaire (ANP)** et les 2 970 députés qui la composent, élus pour cinq ans au suffrage universel indirect et en majorité issus de l'armée et des gouvernements provinciaux, sont en fait désignés par le Parti central et ne se réunissent qu'une fois par an en session nationale d'une dizaine de jours.



1. Source : Who really holds the power in China? *The Economist*, décembre 2012.

Du fait de la crise de la Covid-19, l'assemblée initialement prévue le 5 mars 2020 s'est ouverte à partir du 22 mai 2020, un jour après la Conférence consultative du peuple chinois (« double session », *lianghui*). Elle a notamment permis aux autorités d'afficher leur « réussite stratégique majeure » face à l'épidémie et de rejeter les critiques occidentales à ce sujet. L'ANP de mars 2021 a par ailleurs voté officiellement le 14<sup>e</sup> plan quinquennal chinois et celle de mars 2022 a confirmé la hausse des dépenses militaires. Tous les cinq ans, l'ANP se réunit en Congrès national afin d'« élire » le Secrétaire général du PCC, les membres des principales institutions centrales chinoises dont le Comité permanent, le Bureau politique et les CMC (cf. infra), ainsi

que de décider de la plupart des promotions vers les postes ministériels et provinciaux. Selon nombre d'experts, sauf situation exceptionnelle, les décisions importantes sont déjà prises en amont de ce Congrès.

L'ANP est en effet surtout devenue une sorte de chambre d'enregistrement des décisions du **Parti communiste chinois (PCC)**. C'est en réalité ce dernier qui dirige la RPC depuis la prise de pouvoir de Mao Zedong en 1949. Fort de ses 92 millions de membres et 10 millions de cadres, il est le plus grand parti au pouvoir actuellement dans le monde et célèbre en juillet 2021 le centenaire de sa création. Il incarne la direction de l'État et du pays entier par les classes ouvrière et paysanne, au moyen d'une « dictature démocratique populaire ». Depuis les réformes de 1979, le PCC paraît plus flexible dans son fonctionnement. Il cherche à éviter une sclérose de type soviétique en renouvelant par exemple sa direction, en conformité avec les principes formulés par Deng Xiaoping dès 1980 : rajeunissement, meilleur niveau d'instruction et professionnalisation. Cependant, malgré la mise en avant d'une sélection méritocratique, ce sont surtout le clientélisme, les relations personnelles et la loyauté politique qui prédominent selon le chercheur Jean-Pierre Cabestan. Ce parti unique n'est pas un simple appareil politique mais un système de gouvernement. L'ensemble des dirigeants du pays sont issus de ses rangs depuis des décennies. Son objectif cardinal est de **préserver la stabilité (*weihu wending*) du pays assurant la pérennité du régime**, sa « sécurité politique » selon Xi Jinping, garante du maintien au pouvoir du Parti. Cela conditionne la politique extérieure de la Chine et fait partie des « intérêts fondamentaux » (*hexin liyi*) du pays avec l'intégrité territoriale, incluant Taiwan et Hong Kong, et la souveraineté nationale.

Selon la terminologie chinoise, il s'agit en particulier d'arriver à contrer dans tous les domaines les « cygnes noirs », événements inattendus aux conséquences graves, et les « rhinocéros gris » qui sont des menaces prévisibles mais difficiles à parer. L'idéologie communiste n'étant plus vraiment d'actualité sauf dans la mythologie officielle, le PCC a pleinement conscience que sa légitimité repose désormais bien plus sur la croissance économique, la stabilité du pays qui lui est liée et, de manière accrue, sur le nationalisme. Afin d'étayer le pouvoir en place, le 14<sup>e</sup> plan quinquennal chinois d'octobre 2020 et la « vision 2035 » de Xi Jinping en mars 2021 annoncent ainsi à dessein la volonté de maintenir un taux de croissance élevé qui doit permettre de dépasser le PIB américain vers 2030 (cf. partie 6.2) et de continuer à réduire la pauvreté. Xi Jinping mène parallèlement avec son « socialisme aux caractéristiques chinoises » une politique de contre-influence idéologique à l'encontre de la « pollution intellectuelle » des valeurs occidentales démocratiques et libérales. Instruit des leçons tirées de la chute de l'URSS, le PCC a aussi su faire preuve jusqu'ici d'un indéniable pragmatisme économique afin de préserver un rôle politique qu'il n'entend pas renégocier. Une éventuelle démocratisation, même partielle, est en effet inenvisageable à l'heure actuelle car synonyme pour les instances dirigeantes du PCC de leur propre disparition, de désordre et de l'affaiblissement consécutif de la puissance chinoise. Le maintien de l'autorité du Parti et l'intégrité de l'État sont en effet consubstantiels aux yeux

des autorités chinoises. Toute contestation est ainsi durement réprimée comme étant une « dissidence ».

L'instance dirigeante nationale du PCC se situe à Pékin (*Beijing*) au niveau du **Comité central** comptant 204 membres permanents. Celui-ci élit et comprend deux organismes qui dirigent le PCC : un **Bureau politique** (*Politburo*), comptant généralement autour de 25 membres occupant de hautes fonctions dans l'État et l'armée, qui contient surtout **l'instance décisionnelle majeure au cœur du pouvoir chinois, le Comité permanent** de sept membres dont le Secrétaire général du PCC Xi Jinping et le premier ministre Li Keqiang, tous deux en poste depuis mars 2013. À compter de cette date, Xi Jinping a opéré graduellement une reconcentration et un renforcement des pouvoirs entre ses mains inédit depuis Mao Zedong aux dires de nombreux experts qui évoquent un « totalitarisme de marché ». Cela s'illustre entre autres par sa volonté, dès sa prise de fonctions, d'être aussi intronisé président de la RPC, ce qui n'était pas automatique jusque-là. La distinction entre l'État et le Parti redevient ainsi moins nette. En mars 2018, le dirigeant chinois a non seulement été réélu à l'unanimité par l'ANP pour un nouveau mandat de cinq ans (il était le seul candidat) mais il a aussi obtenu une modification de la Constitution afin de pouvoir se représenter sans restriction. La limitation à deux mandats présidentiels instaurée par Deng Xiaoping depuis 1982, visant à éviter l'avènement d'un nouveau Mao, est effectivement supprimée en faveur du « cœur du Parti » incarné par Xi Jinping. L'actuel dirigeant chinois pourrait ainsi se maintenir au pouvoir au moins jusqu'au 22<sup>e</sup> Congrès du PCC en 2032, date à laquelle il aura 79 ans. De plus, de façon inédite depuis le règne de Mao, la « pensée Xi Jinping » est désormais enregistrée dans la charte du Parti et, pour la première fois dans l'Histoire de la Chine communiste, l'ouverture d'un institut étudiant la pensée économique du dirigeant chinois a été annoncée en juillet 2021. Enfin, le *leader* chinois a su faire entrer nombre de ses partisans au sein du Bureau politique (11 des 15 nouveaux membres) et du Comité permanent, dont dans ce dernier Zhao Leji (qui a débuté sa carrière sous les auspices du père de Xi Jinping) dirigeant de la Commission centrale d'inspection disciplinaire du PCC, organisme le plus élevé de contrôle interne menant la lutte « anti-corruption » (cf. infra). Le *plénum* du Comité central du PCC en novembre 2021 à Pékin a surtout servi à confirmer le renforcement des pouvoirs du dirigeant chinois artisan de « réalisations et de transformations historiques » selon la terminologie chinoise. Le 20<sup>e</sup> Congrès prévu à l'automne 2022 doit acter la désignation de Xi Jinping pour un 3<sup>e</sup> mandat de cinq ans à partir de mars 2023. Cette orientation, qui se fait en partie au détriment du Premier ministre, et le durcissement sécuritaire en cours représentent aux yeux du dirigeant chinois une nécessité afin de **mener à bien les réformes structurelles en cours tout en gardant le contrôle de la situation.**

Le **Secrétaire général du PCC** dirige une organisation institutionnelle apparaissant comme un enchevêtrement d'entités aux compétences parfois mêlées (onze d'entre elles interviendraient ainsi sur le dossier des îles Senkaku/Diaoyu, cf. partie 6.3), et dont la coordination laisse parfois à désirer. Le Secrétaire général du PCC préside en particulier les deux **Commissions militaires**

**centrales (CMC)**, du Parti et de l'État, qui réunissent en fait les mêmes membres et soulignent la puissance de l'Armée populaire de libération dans les institutions chinoises (cf. partie 5.2). Les vice-présidents des CMC, les généraux Xu Qiliang et Zhang Youxia, sont ainsi considérés comme les plus importants responsables militaires chinois. Le fait que Xi Jinping concentre seul des fonctions décisionnelles politico-militaires dites « trinitaires » lui donne un rôle central et incontournable dans le processus décisionnel chinois, étant à la fois chef de l'Etat, du PCC en étant le plus haut responsable du Comité permanent du Politburo, et de l'armée en tant que président des CMC.

Par ailleurs, si le PCC « commande aux fusils<sup>34</sup> » selon Mao Zedong, cela concerne plutôt le Comité permanent car les Commissions centrales disposent d'un degré de pouvoir supérieur à celui du reste du *Politburo*. Dès 2013, Xi Jinping a placé dans l'armée des généraux proches de ses réseaux, sa maîtrise étant déterminante pour le contrôle du pays. Li Keqiang, renouvelé en mars 2018 à son poste de chef du **Conseil des affaires de l'État**, c'est-à-dire le gouvernement, est issu du clan du précédent chef de l'État Hu Jintao. D'anciens dirigeants peuvent en effet parfois conserver une grande influence, voire tenter de continuer à gouverner dans l'ombre. Toutefois, théoriquement n° 2 de l'État chinois, Li Keqiang est de fait assez isolé politiquement et Xi Jinping ne lui laisse que peu de marges de manoeuvre. Il traite surtout les sujets économiques comme lors de sa visite officielle en France en 2015 ou du sommet Chine-UE en avril 2019 (cf. partie 6.4). En mai 2020, son constat public selon lequel 600 millions de Chinois vivaient avec 1 000 Yuans (155 dollars) par mois, contredisant en partie les discours officiels de Xi Jinping, a été interprété par certains experts comme le signe d'une tension entre les deux dirigeants. Le nouveau vice-président de la RPC, Wang Qishan, ou Liu He, vice premier-ministre de la RPC lui aussi depuis mars 2018 et membre du *Politburo*, sont par contre plus proches de Xi Jinping et le soutiennent pour réduire le poids des autres factions dans les cercles du pouvoir. Wang Qishan et Liu He se sont par exemple vus confier respectivement la gestion du rapprochement avec le Japon (réunion de Chengdu fin décembre 2019) et les négociations commerciales avec les États-Unis (cf. partie 6.2). Le nouveau ministre des Finances, Liu Kun, est aussi un fidèle de Wang Qishan. Ce dernier pilote en réalité plus avec Yang Jiechi<sup>35</sup> la diplomatie chinoise que le ministère des Affaires étrangères (*Waijiaobu*) de Wang Yi, avec pour mission de nettoyer le « système des Affaires étrangères » de l'influence du clan pro-Jiang Zemin<sup>36</sup>.

En effet, **les titres officiels en Chine ne traduisent pas toujours la réalité de la distribution des compétences**. Les ministres ne sont pas forcément ceux qui détiennent le plus de pouvoirs dans leurs domaines respectifs. Les gouverneurs provinciaux<sup>37</sup> se trouvent au même rang

---

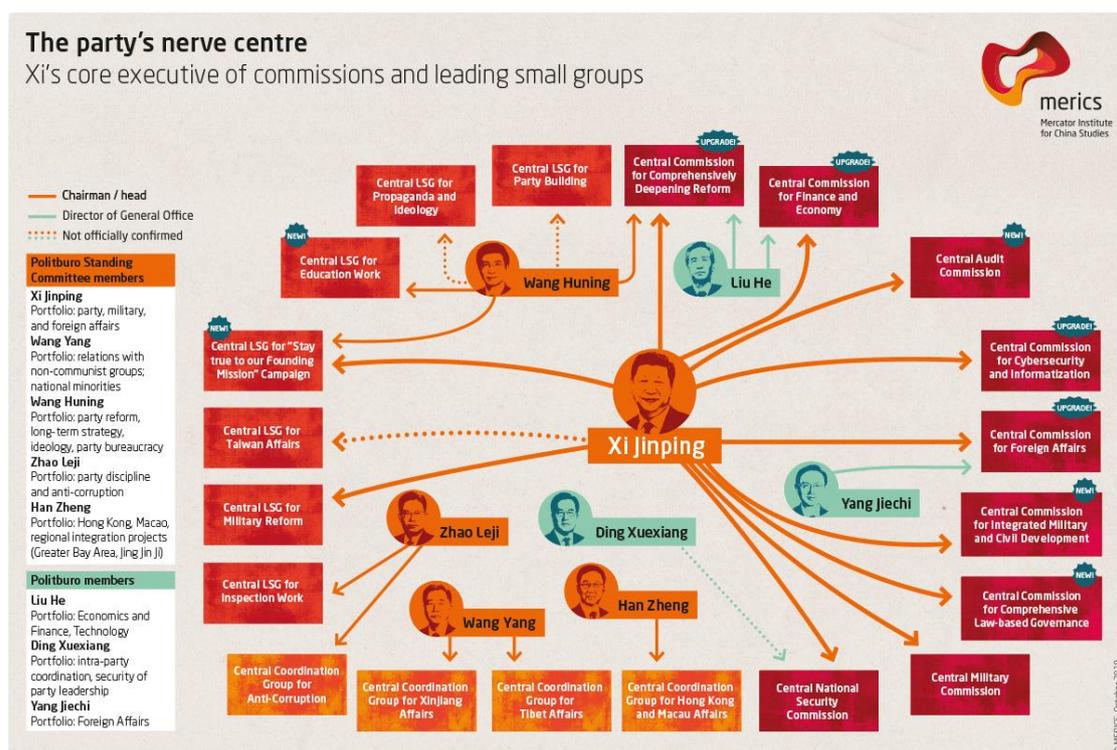
<sup>34</sup> Chine : Xi Jinping réaffirme que « le Parti commande aux fusils ». *45e Nord.ca*, 3 novembre 2014. Disponible sur : <http://www.45enord.ca/2014/11/chine-xi-jinping-reaffirme-que-le-parti-commande-aux-fusils/>

<sup>35</sup> Yang Jiechi est le chef du bureau chinois de la Commission centrale des Affaires étrangères du PCC.

<sup>36</sup> Secrétaire général du PCC de 1989 à 2002 et président de la RPC de 1993 à 2003.

<sup>37</sup> La RPC est divisée en 22 provinces (23 avec Taiwan selon les autorités chinoises), 5 « régions autonomes » dont le Tibet, 4 municipalités directement sous contrôle central, dont Pékin, et 2 régions administratives spéciales (Hong-Kong et Macao).

hiérarchique qu'eux, avec parfois même plus d'influence. Le ministre de la Défense, le général Wei Fenghe depuis mars 2018, n'a par exemple pas de pouvoir de commandement sur les forces armées et semble surtout avoir un rôle relationnel avec ses homologues étrangers. De plus, certains membres de la *nomenklatura* dirigeant des entreprises publiques, comme dans l'industrie lourde, ne reçoivent pas d'ordre d'un ministre. En revanche, les critiques contre le régime ne sont pas tolérés, quelle que soit la taille ou la nature de l'entreprise (cf. la « disparition » forcée pendant plusieurs mois du dirigeant de la multinationale Alibaba, Jack Ma, fin 2020-début 2021).



2. Source : The CCP's nerve center. Mercator Institute for China Studies, 30 octobre 2019.

**Dans les coulisses du pouvoir, des clans rivaux mènent de façon permanente des luttes d'influence.** Le programme politique peut en être une des sources, entre réformateurs et conservateurs notamment, mais c'est davantage la défense des intérêts de chaque camp qui prime. Si elle concerne un problème réel au sein des élites politico-militaire et économique, la lutte contre la « corruption » initiée dès 2013 représente aussi *de facto* un des moyens utilisé dans le combat politique. Sous couvert de « nettoyer le Parti des mauvaises influences », il s'agit principalement d'un **mode de gouvernance destiné à assurer la prise de contrôle par Xi Jinping des rouages de l'appareil d'État et du pays par l'épuration politique.** La commission centrale d'inspection disciplinaire du PCC a significativement indiqué en janvier 2019 que sa mission prioritaire est de préserver l'autorité de Xi Jinping et du Parti. La relance de son action à partir de novembre 2021 afin d'« éradiquer l'influence toxique des factions politiques adverses » doit surtout permettre au *leader* chinois d'aborder en toute confiance le

20<sup>e</sup> Congrès du PCC à l'automne 2022 censé entériner son 3<sup>e</sup> mandat. Selon les estimations<sup>38</sup>, cette purge aurait provoqué des enquêtes concernant un tiers des ministres et 13 000 officiers dont une centaine de généraux de haut rang comprenant aussi des membres de la CMC en désaccord avec les réformes militaires tels que Fang Fenghui et Zhang Yang (qui se seraient depuis « suicidés »), 70 autres suicides de cadres du PCC et des sanctions à l'encontre de 200 000 fonctionnaires. En octobre 2018, la « démission » de la présidence d'Interpol et la « disparition forcée » (mise au secret hors-système judiciaire) suite à des accusations de corruption de Meng Hongwei, par ailleurs vice-ministre de la Sécurité publique chinoise et de ce fait au cœur de l'appareil de surveillance du PCC, sont aussi liées à la reprise en main en cours et aux luttes de pouvoir inhérentes. L'annonce de son exclusion du PCC a été faite le 27 mars 2019 et la France a accordé l'asile politique à sa femme début mai 2019, provoquant l'ire de Pékin. Les dégâts pour le *soft power* chinois n'en sont pas moins ici réels. L'ex vice-président de la CMC lui-même, le général Fan Changlong, a aussi fait l'objet d'une enquête à partir de décembre 2017 et a été condamné à la réclusion perpétuelle en février 2019.

Les experts évaluent en parallèle que, parmi les généraux occupant des fonctions clés, 9 sur 11 dans la Marine et 10 sur 11 dans l'armée de l'Air ont été nommés par Xi Jinping en tant que président de la CMC. Un autre exemple significatif concerne un ancien homme clé du régime, Zhou Yongkang, ex-membre du Comité permanent supervisant les services de sécurité chinois et condamné à la réclusion à perpétuité le 11 juin 2015. Alors maître d'un appareil sécuritaire influent et en pleine expansion, Zhou Yongkang soutenait la « bande de Shanghai », l'aile du PCC pro-Jiang Zemin et Bo Xilai. Dans le cadre de la lutte pour l'accession au poste de Secrétaire général du PCC, ce dernier était jusqu'en 2012 en concurrence directe avec Xi Jinping, lui-même issu du groupe rival dit des « Princes rouges » constitué des descendants des hauts dignitaires historiques du Parti. Bo Xilai a été écarté de la course en octobre 2013 en étant condamné à la détention perpétuelle pour corruption. Cette lutte « anti-corruption » présente l'avantage supplémentaire d'apporter une satisfaction à un peuple dont les motifs d'irritation sont grandissants (cf. partie 4.2). Enfin, l'inclusion en octobre 2017 par Xi Jinping dans une CMC réduite à sept membres (contre douze précédemment) du secrétaire de la Commission d'inspection disciplinaire militaire, le général Zhang Shengmin, atteste de sa volonté de contrer, sinon d'éradiquer, toute contestation interne et d'éviter l'émergence de nouvelles factions concurrentes (cf. partie 5.2).

Malgré des efforts réguliers pour les clarifier, les règles de succession à la tête de l'Etat chinois sont à tel point obscures qu'elles peuvent favoriser ce type de compétitions intestines. Elles pourraient aussi par voie de conséquence contribuer au ralentissement de l'économie en renforçant l'inquiétude et le manque d'initiative des élites. Au-delà, la lutte contre la « corruption » illustre le fait que le régime politique chinois, loin de se normaliser comme ont

---

<sup>38</sup> DE RAMBURES, Dominique. Le « trou noir » du PCC. *Le Débat*, n° 184, mars-avril 2015, p. 139-151 et *Military Balance* 2019, Routledge, p. 232.

pu l'espérer certains pays occidentaux, reste de type autoritaire si ce n'est autocratique, et ne connaît pas pour l'heure ne serait-ce qu'un début de transition politique. Le futur de ce système est conditionné par la capacité de ses dirigeants à résoudre ses contradictions apparentes ou réelles, entre économie de marché innovante et monopole politico-idéologique du PCC, arbitraire et droits de l'homme, provocations extérieures et respect du droit international.

## 4.2 Les facteurs de tensions sociales menaçant la stabilité du régime

**Les lois sur la sécurité nationale du 1<sup>er</sup> juillet 2015 et sur la cybersécurité entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017** marquent un tournant sécuritaire et confirme que le pouvoir n'entend pas renoncer à son contrôle sur la société civile. Le PCC veut en fait maîtriser les menaces internes. Pékin a retenu de l'expérience de Tiananmen en 1989 qu'une simple « étincelle peut déclencher un feu de prairie » subversif. Le territoire est ainsi quadrillé par un **dense réseau sécuritaire**, mobilisant les forces de police, les services de renseignement (cf. partie 5.2) mais aussi des agents de l'État intégrés à la population dont la mission est de dénoncer les « troubles à l'ordre social ». La part du budget allouée à la sécurité intérieure est plus élevée en Chine que celle consacrée à la sécurité extérieure, preuve s'il en est des inquiétudes et de la méfiance du pouvoir central. Les libertés publiques font l'objet de violations régulières, la liberté d'expression est inexistante, tout comme la liberté de la presse. Le recours à la violence n'est pas forcément indispensable, l'État préférant agir en amont, mais les emprisonnements et la torture sont fréquents, qu'il s'agisse d'hommes politiques, d'intellectuels et de paysans ayant osé critiquer ou se rebeller contre le régime.

Afin de répondre à ce qu'elle perçoit comme des défis anciens ou nouveaux envers son contrôle de la population, et malgré un report dû à la Covid-19, Pékin veut installer un système informatique de « **notation citoyenne** » visant à évaluer le degré de « vertu » ou de dangerosité de l'ensemble de la population. Nombre de droits publics, comme l'accès à l'emploi ou à un passeport, et privés dépendront des résultats obtenus et pourront conduire à un véritable *apartheid* social au détriment des citoyens indociles « déviants ». Le PCC vise officiellement par ce moyen l'avènement d'une « société civilisée » qui renforce la « confiance mutuelle des citoyens ». Ce système de crédit social bénéficie d'une couverture de vidéo-surveillance appelée Clarté de neige et constituée de 170 millions de caméras installées (400 millions en 2020). Thomas Gomart, directeur de l'IFRI, évoque à ce sujet un nouvel « **autoritarisme numérique** ».

En effet, il apparaît aujourd'hui que des franges de plus en plus larges de la société contestent le pouvoir chinois, même si elles paraissent demeurer minoritaires à ce jour. L'épidémie de coronavirus à partir de la fin 2019 a ainsi mis à l'épreuve la crédibilité des autorités régionale et centrale dans la gestion de cette crise. Xi Jinping a lui-même reconnu qu'il s'agissait d'un « *test*

*majeur pour le système chinois et la capacité de gouvernance* ». Des remaniements consécutifs ont déjà eu lieu fin avril 2020 au sein du *Gonganbu* (Sun Lijun mis en examen) et de la Justice où Tang Yijun, un proche du dirigeant chinois, a été nommé ministre. À l'heure où la Chine compte plus de 700 millions d'internautes, les critiques du régime et les revendications sociales sont moins difficiles à exprimer et permettent surtout de s'organiser en groupes. Même s'il reste un vecteur de la propagande officielle, Internet a contribué au **développement d'une conscience politique** chez les Chinois, d'autant plus vive avec le ralentissement de la croissance. Internet n'échappe cependant pas au contrôle du PCC qui a lancé en 2003 le projet Bouclier doré permettant de bloquer l'accès aux sites « dangereux » et de censurer les messages politiquement incorrects dans une logique de *Great Firewall*. Cette politique s'appuie sur une logique de « sécurité culturelle » (*wenhuaanquan*) nettoyant les productions numériques et audiovisuelles de toute forme de dissidence et réinterprétant en particulier l'Histoire au mieux des intérêts du pouvoir chinois. La loi sur la sécurité nationale de juillet 2015 considère en effet le monde culturel comme un enjeu intérieur de sécurité et de stabilité politique.

Une des premières failles de l'État central attirant les critiques est la **corruption endémique** touchant l'ensemble de l'administration. L'ampleur de la campagne anticorruption lancée par Xi Jinping (cf. partie 4.1) révèle que le pouvoir central n'est pas aussi dominant qu'il n'y paraît, ses dissensions internes venant notamment de la bureaucratie locale. La corruption est en effet alimentée par les larges compétences économiques laissées aux administrateurs provinciaux, l'opacité de l'appareil d'État ainsi que l'absence de contre-pouvoir pérennisant ce système de prébendes. Ce phénomène d'abus affecte l'autorité du PCC de par le mécontentement qu'il provoque au sein de pans entiers de la population chinoise.

La RPC est aussi confrontée une **vulnérabilité d'ordre démographique**, talon d'Achille qui pourrait à moyen et long terme contribuer à miner les fondements de la puissance chinoise. L'allongement de l'espérance de vie, qui a plus que doublé sur les soixante-dix dernières années<sup>39</sup>, combiné à presque quarante ans de politique de l'enfant unique ont inévitablement conduit à un vieillissement de la population. D'ici 2035, les Chinois de plus de 60 ans devraient passer de 254 à 400 millions et ceux de 20 à 29 ans décliner de 200 à 150 millions. Ces changements démographiques entraînent des difficultés économiques : la Chine fait face depuis 2013 à une baisse de sa main d'œuvre disponible alors même qu'elle devra financer plus de retraites. Malgré la possibilité ouverte au 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'avoir deux enfants, et trois annoncé en mai 2021, **la population chinoise a commencé à baisser depuis 2018** (même si les chiffres officiels le nient), ce qui constitue pour nombre d'experts un « tournant historique ». La situation pourrait encore s'aggraver car le taux de natalité continue de s'affaïsser, de 12,4 / $\infty$  à 10,4 / $\infty$  entre 2017 et 2019 avant même la crise Covid-19 qui a entraîné une nouvelle chute de 15 % (taux de 7,52 / $\infty$  en 2021, le plus bas depuis 1949 hormis lors de la famine de 1961), et le nombre de femmes en âge de procréer devant reculer de plus de 39 % au cours des dix prochaines années.

---

<sup>39</sup> De 35 ans vers 1950 à 75 ans aujourd'hui.

Selon le recensement publié en mai 2021, la Chine a désormais un des taux de fécondité les plus bas du monde (1,3 contre 1,82 en France) et, si la tendance actuelle se confirmait, ne compterait plus « que » 732 millions d’habitants vers 2100. Cet état de fait a aussi des implications géopolitiques, les rivaux états-uniens et indien étant nettement plus dynamiques démographiquement, ce dernier devant symboliquement dépasser la population chinoise dans les prochaines années (cf. partie 6.3).

Enfin, la lutte contre **la pauvreté** est suivie avec attention par les autorités chinoises, conscientes que ce facteur de tensions sociales a un impact déstabilisateur sur la société chinoise. De plus, si la croissance profite à une part plus large de la population et si la pauvreté absolue s’est réduite, le fossé des **inégalités sociales** se creuse inexorablement (1 % des Chinois détiennent 44 % de la richesse nationale). L’adoption d’une « économie socialiste de marché » dans les années 1980 s’est accompagnée d’une industrialisation et d’une urbanisation croissante des espaces littoraux, moteurs de la croissance. Au même moment, les campagnes étaient laissées à l’abandon. La carte des inégalités sociales recoupe celle des inégalités spatiales. Aujourd’hui, le secteur primaire représente 50 % de la population active mais seulement 20 % du PIB. Les griefs exprimés par les paysans sont : taux de chômage élevé, accès aux services publics les plus élémentaires compromis et droits d’exploitation bafoués par des autorités locales prédatrices. Les mouvements de « déclassés sociaux », en augmentation, donnent parfois lieu à de véritables jacqueries dans les campagnes. L’exode rural est représentatif de l’incapacité de l’État à faire bénéficier à tous de la croissance, créant une « population flottante » (*liu dong renkou*)<sup>40</sup> de 250 millions de travailleurs migrants, les *mingong*, qui ne sont d’ailleurs pas intégrés dans les statistiques chinoises du chômage et se heurtent au contrôle juridique du *hùkǒu*. Ce permis de résidence censé limiter la surpopulation urbaine interdit toute installation permanente ainsi que tout accès à la protection sociale ou au logement. Dès lors, la pauvreté urbaine s’accroît, tandis que les campagnes se paupérisent en l’absence d’actifs. Dans ce domaine, Xi Jinping poursuit les politiques entamées par ses prédécesseurs au début des années 2000, qui n’avaient connu qu’un succès relatif<sup>41</sup>.

### 4.3 Les mouvements séparatistes et la lutte contre le « terrorisme »

La lutte contre les « **trois maux** » (*sangu shili*) que sont le terrorisme, le séparatisme et l’extrémisme religieux, termes englobant *de facto* tous les opposants locaux au régime chinois, fait partie intégrante du maintien de la stabilité intérieure chère à Pékin. Ces « maux » sont mentionnés en tant que tels dans le XIII<sup>e</sup> plan quinquennal 2016-2020 et le *Livre blanc sur la défense nationale* de juillet 2019 insiste en particulier sur la lutte contre le « *séparatisme* »,

<sup>40</sup> STOECKLIN Daniel. *Enfants des rues en Chine : une exploration sociologique*. Paris : Karthala, 2000, p. 235.

<sup>41</sup> Construction d’infrastructures de transport, développement industriel, extension des réseaux d’adduction en eau et en électricité, protection des droits d’usage, mise en place d’un système d’allocations minimum pour lutter contre la pauvreté.

l'unité politique du pays étant la priorité du PCC et, de ce fait, de l'Armée populaire de libération.

Il existe en effet en Chine des revendications politiques virulentes, parfois à composante ethnique, qui questionnent l'identité même du régime et sont des ferments d'instabilité interne. Ces mouvements s'opposent frontalement au pouvoir en place et affirment leur indépendance historique vis-à-vis de la Chine. C'est le cas des Tibétains<sup>42</sup> et des Ouïghours, deux minorités sous la pression de l'ethnie dominante, les Hans, qui constituent 92 % de la population. Successivement sous domination mongole, mandchoue, puis anglaise jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement théocratique tibétain retombe sous la férule chinoise en 1950. Aujourd'hui, **les Tibétains dénoncent une politique de sinisation forcée** qui vise à gommer leur culture et leur religion. Le dalaï-lama Tenzin Gyatso évoque en 2008 un « génocide culturel », toile de fond des sanglantes manifestations tibétaines la même année à Lhassa. L'ex-président Trump avait d'ailleurs paraphé en décembre 2018 le *Reciprocal Access to Tibet Act* visant à gêner Pékin en facilitant les déplacements sur place et la dénonciation des violations des droits de l'homme. La RPC développe de son côté une habile rhétorique d'intégration des minorités et de modernisation d'un pays jugé « arriéré », qu'elle réaffirme dans le *Livre blanc sur le Tibet* d'avril 2015. Depuis le début des années 2000, des efforts sont faits pour « désenclaver » le territoire : les constructions de voies ferrées permettent à des Hans de plus en plus nombreux de venir s'installer et d'occuper les postes dans l'administration. Cette colonisation succède à une politique plus violente de répression qui n'a jamais réussi à éradiquer les velléités d'indépendance tibétaines. Le Tibet revêt en fait une importance stratégique pour le pouvoir central : il représente 13 % du territoire chinois (le double si l'on prend en compte le Tibet historique) et la deuxième réserve d'eau douce de la planète dont la Chine a un besoin vital pour assurer sa croissance. Ce « château d'eau » de fleuves asiatiques majeurs<sup>43</sup> permet de nourrir plus d'un milliard de personnes. Le contrôle de ces fleuves en amont est de ce fait un moyen de pression redoutable pour Pékin sur toute une partie du sud-est asiatique. Enfin, le Tibet est une région riche en minerais tels le cuivre, le zinc ou le plomb et surtout le lithium, métal rare stratégique.

La situation est relativement similaire dans le Xinjiang. Cette région autonome parcourue de déserts et de montagnes a été brièvement indépendante sous le nom de Turkestan oriental de 1944 à 1949, date à laquelle elle a réintégré le giron chinois. Les Ouïghours, environ 11 millions de musulmans turcophones, forment la minorité la plus représentée<sup>44</sup>, ce qui fait craindre à Pékin une contagion islamiste. La Chine pratique ici également une colonisation de peuplement ainsi qu'une sinisation forcée qui contribuent à la renaissance du nationalisme dans les années 1990. Au-delà de l'affront qu'il incarne en défiant le PCC, le **Xinjiang est aussi une zone stratégique importante**. Son sous-sol est riche en minerais et en ressources énergétiques, contenant 30 %

---

<sup>42</sup> Eparpillés entre la région autonome du Tibet et les provinces du Gansu, du Sichuan et du Qinghai.

<sup>43</sup> Parmi lesquels l'Indus, le Yangzi, le Mékong et le Brahmapoutre.

<sup>44</sup> Ils représentent environ 50 % de la population du Xinjiang.

des réserves pétrolifères et 35 % des réserves gazières chinoises (un nouveau gisement a été découvert par Petro China en octobre 2020). C'est par ailleurs une importante voie de passage pour le commerce avec le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Europe, carrefour terrestre des nouvelles Routes de la soie en particulier depuis Kashgar vers le port pakistanais de Gwadar (cf. partie 6.1). Elle joue un rôle déterminant dans la surveillance des frontières. Comme au Tibet, Pékin considère aussi que la possession de cette région lui donne une profondeur stratégique non négligeable. Elle développe sur place une partie importante de son programme spatial et surtout de son arsenal nucléaire. De nombreuses constructions d'infrastructures sont lancées, souvent mal vécues par les populations locales assimilant ces projets à autant de spoliations des terres et à une éradication des cultures minoritaires provoquant des réactions violentes anti-Hans comme en juillet 2009. La répression chinoise est des plus fermes. L'ONU estime qu'un million d'Ouïghours se trouveraient actuellement dans des « camps de rééducation » présentés comme des mesures préventives contre l'extrémisme religieux. D'août 2016 à décembre 2021, elle s'est renforcée avec le secrétaire du PC de la région, Chen Quanguo, précédemment expert de la « pacification » agressive au Tibet. Son successeur, Ma Xingrui, ne devrait pas revenir sur cette politique tout en renforçant le volet du développement économique. *Le Livre blanc de la défense* chinois de juillet 2019 précise que la Police armée du peuple (PAP, cf. partie 5.2) a démantelé 1 600 organisations et arrêté 13 000 « terroristes » partisans d'un « *Turkestan oriental* » depuis 2014, afin de « garantir le droit des populations de vivre et de travailler en paix ». Un cercle vicieux de répression-rébellion paraît en fait désormais enclenché et peut favoriser de manière contre-productive une progression islamiste dans cette région. Devant les critiques internationales, les *Livres blancs* chinois sur le Xinjiang de septembre 2020 et juillet 2021 continuent pourtant à décrire la création de « centres de formation professionnelle » pour la lutte contre le terrorisme et le séparatisme. Pékin sait qu'elle n'a pour l'heure que peu de conséquences géopolitiques à redouter de cette « palestination » du Xinjiang tant les intérêts du Pakistan, de l'Iran ou des pays d'Asie centrale limitent leurs protestations, et celles de la Turquie en 2019 étant de pure forme. Néanmoins, suite à l'évacuation américaine d'Afghanistan à l'été 2021, Pékin surveille d'autant plus une éventuelle contagion islamiste sur son sol. Malgré un accroissement des critiques et/ou des sanctions internationales occidentales en mars 2021 (USA, Royaume-Uni, Canada, UE, entre autres), la politique chinoise au Xinjiang et le conflit inérant semblent ainsi appelés à durer.

Ancienne colonie anglaise rétrocédée à la Chine en 1997, **Hong Kong** constitue l'une des deux régions administratives spéciales chinoises avec Macao. Régie par la Loi Fondamentale promulguée en 1990, elle dispose d'une certaine autonomie, illustrant l'ambigu principe d'« un pays, deux systèmes ». Si les affaires étrangères sont du domaine exclusif de Pékin, cette région administrative spéciale (RAS) peut toujours être représentée à part entière dans des organisations économiques internationales telles que l'OMC ou l'APEC. Hong Kong est d'abord un modèle de réussite économique, qui a longtemps servi à la Chine de vitrine pour vanter les mérites d'une économie compétitive et dynamique et à son « aristocratie rouge » de lieu privilégié pour ses placements financiers. Elle constitue aussi un indéniable enjeu politique

puisque, contrairement au continent, cette région dispose théoriquement d'institutions autonomes, d'une justice indépendante (garantie par l'ancienne Constitution britannique, la *Basic Law*) ou encore de la liberté d'expression. C'est le statut du chef de l'exécutif qui se retrouve au cœur des contestations : alors qu'il était jusqu'à présent élu par un comité loyal à Pékin, les Hongkongais réclament qu'il soit élu au suffrage universel direct. De septembre à novembre 2014, le mouvement « *Occupy Central* » (aussi nommé « mouvement des parapluies ») organise des grèves suite à la timide concession faite par Pékin d'élire le chef de l'exécutif parmi un panel de quelques candidats présélectionnés. Cette proposition restera en l'état après l'échec des pourparlers, mais le vote négatif du Conseil législatif (*Legco*) fin juin 2015 confirme que la majorité des parlementaires hongkongais ne veut pas d'un simulacre de démocratie. La reprise en main consécutive par Pékin n'en est pas moins forte. La cheffe de l'exécutif hongkongais depuis juillet 2017, Carrie Lam, était soutenue par Xi Jinping et par le Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao (BAHM), ayant rang de ministre, ainsi que le Bureau de liaison du gouvernement central avec Hong Kong, sorte de gouvernement « fantôme » de Pékin sur place. Elle a été remplacée par John Lee Ka-chiu « élu » le 8 mai 2022 puis investi le 1<sup>er</sup> juillet 2022. L'appareil sécuritaire local a aussi été renforcé, notamment la police et la *Security Wing*, services de contre-espionnage et de sécurité intérieure de Hong Kong en lien avec les ministères nationaux concernés (*Guoanbu* et *Gonganbu*, cf. partie 5.2), qui surveillent les opposants. Les *leaders* du mouvement « *Occupy Central* » ont d'ailleurs été lourdement condamnés par la justice en avril 2019.

Ce qui n'a pas empêché le 28 avril 2019 la plus importante manifestation depuis cinq ans à Hong Kong demandant la démission de Carrie Lam suite à un projet de loi facilitant l'extradition de « suspects » locaux vers le continent. A partir de l'été 2019, la population hongkongaise n'a cessé de manifester contre l'érosion de ses libertés locales, ce qui constitue **un défi direct à l'autorité du PCC** qui a des conséquences sur la perception de la puissance du gouvernement chinois au plan intérieur mais aussi régional. Lors de sa rencontre avec Carrie Lam à Shanghai en novembre 2019, Xi Jinping l'a sommée de restaurer l'ordre dans cette RAS. D'autant plus que, le 27 novembre 2019, l'ex-président Trump signait le *Hong Kong Human Rights Democracy Act*, ulcérant Pékin qui a dénoncé une intrusion dans sa politique intérieure. En représailles, les escales de navires militaires américains à Hong-Kong et Qingdao ont été suspendues. Le projet de créer une place boursière rivale à Macao, les nominations de deux membres du Comité central proches de Xi Jinping aux directions du Bureau de liaison avec Hong Kong en janvier 2020 (Luo Huining) et du BAHM en février 2020 (Xia Baolong) ou l'arrestation de leaders pro-démocratie en avril 2020 signalent l'agacement de Pékin. Devant l'échec de l'application de l'article 23 « anti-subversion » de la Loi fondamentale hongkongaise, le vote à l'ANP le 28 mai 2020 d'une **loi sur « la protection de la sécurité nationale »** visant Hong Kong confirme la volonté chinoise de mise au pas d'une situation locale qui doit selon elle « *revenir dans le droit chemin* ». Cela en dépit des protestations internationales venues notamment de Londres et Washington. Le 29 mai 2020, cette dernière a obtenu à ce sujet une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU et a annoncé révoquer le statut économique préférentiel

de Hong Kong (effectif le 14 juillet 2020). Les Etats alliés des *Five Eyes*<sup>45</sup> ont condamné en novembre 2020 les agissements chinois à Hong Kong, suscitant l'ire de Pékin qui a menacé de leur « arracher les yeux ». La répression chinoise se poursuit depuis lors en se servant de la loi du 28 mai 2020 pour incriminer toute « menace à la sécurité nationale », concept aux contours flous et extensibles permettant éventuellement une condamnation à la prison à vie pour « subversion ». Ainsi, par exemple, quatre députés pro-démocratie ont été démis de leurs mandats en novembre 2020 (sans jugement et sans appel) ou, le 2 décembre 2020, trois des *leaders* du mouvement de contestation ont été condamnés à de la prison ferme dont 13,5 mois pour Joshua Wong. Enfin, une loi votée à l'ANP en mars 2021 vise les opposants « déstabilisateurs » en soumettant les candidatures aux élections hongkongaises à des conditions d'allégeance patriotique, c'est-à-dire de fidélité envers le PCC. La nomination en janvier 2022 du général Peng Jingtang, issu de la PAP et ayant exercé au Xinjiang, pour diriger la garnison de Hong Kong confirme le raidissement du pouvoir chinois à l'égard d'une ville dans laquelle Xi Jinping s'est rendu le 1<sup>er</sup> juillet 2022 à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la rétrocession britannique afin, selon ses propres termes, de « développer des liens affectifs plus forts » avec la Chine continentale.

L'évolution de Hong Kong permet d'évaluer **la réaction de Pékin à l'épreuve de la libéralisation politique** et jusqu'à quelle extrémité le pouvoir central est prêt à aller pour conserver son modèle autoritaire. Il est aujourd'hui inenvisageable pour le PCC de renoncer à son contrôle politique sur Hong- Kong, car cela aurait des répercussions sur les mouvements autonomistes du Tibet et du Xinjiang. Pékin ne veut pas créer de précédent en termes d'autonomie politique et de démocratisation susceptible de fissurer à ses yeux la société chinoise dans son ensemble et de fragiliser dangereusement son pouvoir.

---

<sup>45</sup> *Five Eyes* : alliance des cinq services de renseignement électronique anglo-saxon au sein du réseau « Echelon » entre les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

## 5 | POLITIQUE DE DÉFENSE, FORCES ARMÉES ET RENSEIGNEMENT

### 5.1 Orientations stratégiques : hégémonie ou « ascension pacifique » ?

L'armée chinoise est un pilier du régime et sa modernisation s'intègre dans le « rêve chinois » de renouveau qui en fait signifie le « **rêve d'une nation puissante** » (*qiangguo zhi meng*) succédant au « développement pacifique » et reflète l'ascension du pays. La Chine estimait dans son 9<sup>e</sup> *Livre blanc de la défense* de 2015 que ce début de XXI<sup>e</sup> siècle était une « opportunité stratégique » qui lui permettait de poursuivre son expansion sans risque de conflit militaire majeur. Or, le nouveau *Livre blanc sur « la défense nationale de la Chine dans une nouvelle ère*<sup>46</sup> » **publié le 24 juillet 2019** marque une inflexion sur ce point. Xi Jinping a martialement indiqué en septembre 2019 qu'il fallait désormais se préparer à un « esprit combatif », et lors de l'ANP de mars 2021 que l'armée devait être « prête au combat », face aux menaces jugées grandissantes dans un environnement international plus instable marqué par une compétition stratégique accrue, notamment avec les USA mais aussi l'OTAN qui est citée pour la première fois (probablement afin d'afficher un soutien à la Russie). Le V<sup>e</sup> *plénum* du Parti communiste chinois (PCC) a consécutivement annoncé en octobre 2020 une accélération de la modernisation de l'APL d'ici 2027 pour le centenaire de la création de cette dernière. C'est ici aussi la première fois qu'un tel objectif est officiellement rendu public. En vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'actualisation de la *National Defense Law* chinoise (*zhonghua renmin gonghe guo guofang fa*) renforce par ailleurs le contrôle de l'APL par Xi Jinping et paraît signaler une plus grande propension de la Chine à désormais utiliser la force afin de défendre ses « intérêts fondamentaux » (cf. partie 4.1). Toutefois, Pékin prend garde dans la présentation officielle de son dernier *Livre blanc* à atténuer la perception montante au sein de la communauté internationale d'une « menace chinoise » qui nuit à sa position dans le monde. Comme c'est souvent le cas en Chine, ce 10<sup>e</sup> *Livre blanc* de défense sert ainsi avant tout d'outil de communication extérieure justifiant les positions chinoises.

Estimant avoir retrouvée sa place sur la scène mondiale, Pékin souhaite en priorité **garantir son développement économique et assurer une stabilité régionale**. Le *Livre blanc* de 2013 mettait déjà l'accent sur l'intégration d'États-nations à l'intérieur d'un monde globalisé dans lequel devait prévaloir une approche multipolaire des relations internationales. La Chine a répété qu'elle ne recherchait pas la confrontation et que la paix était une condition *sine qua non* de son expansion économique. En effet, la RPC se montre pragmatique dans la mesure où elle a encore besoin de composer avec des partenaires régionaux et internationaux dans des domaines allant

---

<sup>46</sup> *China's National Defense in the New Era*. State Council Information Office of the People's Republic of China, juillet 2019. Disponible (en anglais) sur : <http://www.xinhuanet.com/english/download/whitepaperonnationaldefenseinnewera.doc>

de l'économie à la sécurité régionale. Par exemple, la sauvegarde de l'unité territoriale de la Chine est un objectif prioritaire qui requiert une collaboration étroite avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) pour refouler les séparatismes aux confins de l'Empire du milieu (cf. partie 4.3). La Chine souhaite néanmoins poursuivre son intégration économique dans la mondialisation tout en voulant se débarrasser de toute dépendance stratégique et affirmer sa souveraineté. Aussi, une position plus assertive en matière de défense a progressivement pris le dessus sur la vision conciliatrice affichée de prime abord, même si la Chine sait alterner les instruments du dialogue aussi bien que ceux de la coercition lorsqu'il s'agit de la politique de défense, comme par exemple en ce qui concerne les différends territoriaux en mer de Chine.

De plus, la vision développée dans les *Livre blancs* de 2015 et 2019 est sino-centrée : le territoire à défendre n'est pas expressément désigné mais il s'étend bien au-delà des frontières actuelles. Pékin évoque ainsi le besoin de « réunifier » tous ses territoires, notamment Taiwan (cf. partie 6.3). De la même manière, il considère la mer de Chine méridionale comme une mer intérieure devant être rendue à sa souveraineté exclusive. Une attention particulière est donnée au Pacifique, où la sécurité régionale est régulièrement éprouvée (cf. Focus). La politique de défense chinoise se construit en grande partie en opposition aux États-Unis, encore dominant dans la région et dont Pékin redoute l'empiètement dans sa zone d'influence. En effet, **la Chine considère qu'elle se doit d'être militairement à la hauteur de sa stature économique** et qu'il lui appartient à présent d'assurer le *leadership* régional. La RPC conserve officiellement sa posture du *no first use*, non sans ambiguïtés (cf. partie 5.3). La stratégie de dissuasion nucléaire est renforcée et réaffirme, mais en l'élargissant, le principe de « défense active » qui articule l'ensemble de la politique de défense chinoise. Les objectifs des *Livre blancs* de 2015 et 2019 sont aussi le reflet d'un sentiment d'insécurité et d'incertitude. Xi Jinping ne veut pas provoquer d'affrontement mais seulement créer un rapport de force avantageux afin de faire graduellement évoluer les équilibres établis dans la région. La Chine n'aurait effectivement pas intérêt à bouleverser un ordre international dont elle bénéficie largement jusqu'ici. L'objectif serait officiellement moins de devenir un *hegemon* que de rééquilibrer la balance des puissances dans le Pacifique afin de renforcer un ordre favorable à la prospérité et à l'influence chinoise. Le dernier *Livre blanc sur la défense nationale* chinoise de juillet 2019 présente toujours la Chine comme favorable à un multilatéralisme constructif et pacifique, tout en mettant en avant volontairement ses nouvelles capacités militaires. Pékin se présente comme un acteur de sécurité désormais global et stigmatise « l'unilatéralisme » américain comme une « *politique de puissance* » à visée « *hégémonique croissante* » menaçant la stabilité internationale, en particulier en Asie. Les USA considèrent en retour, tel l'amiral Harris (commandant alors l'*United States Pacific Command*<sup>47</sup>) en février 2018 devant le Sénat américain, que **la modernisation militaire chinoise est un des éléments de la stratégie de ce pays afin de**

---

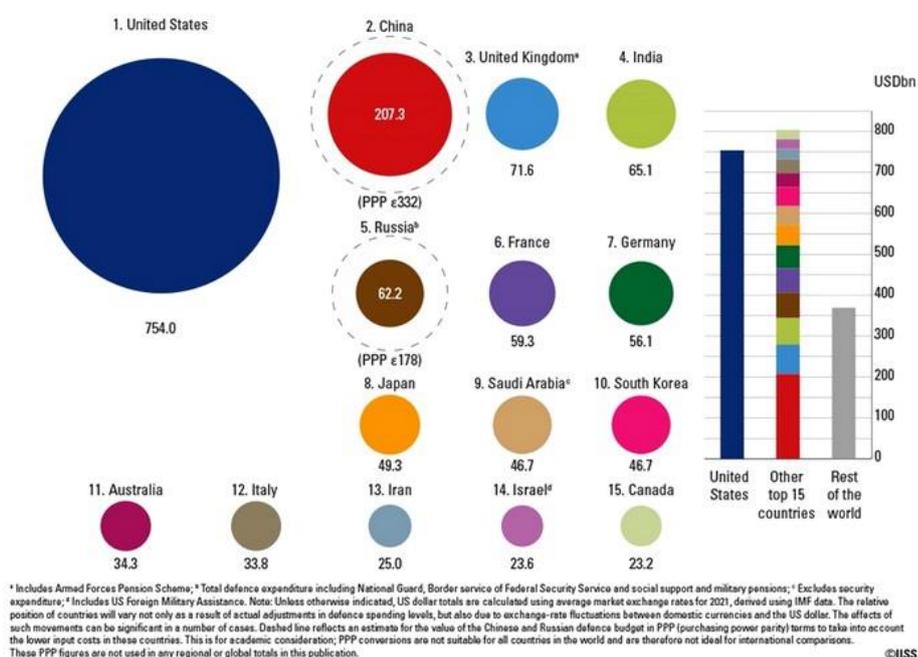
<sup>47</sup> L'*US Pacific Command* est significativement devenu l'*United States Indo-Pacific Command* à compter du 30 mai 2018.

**supplanter les États-Unis** en tant que partenaire sécuritaire majeur au sein de la zone Indo-Pacifique.

Afin de soutenir cette politique, Xi Jinping a ainsi fixé **trois objectifs** à l'armée chinoise durant le 19<sup>e</sup> Congrès du PCC en octobre 2017. L'APL doit franchir une première étape de sa modernisation en 2020 (armée « informatisée » et mécanisée capable de projections basiques) avant de la compléter d'ici 2035 en devenant alors une force « intelligentisée », en particulier grâce à l'IA. Enfin, l'APL devra atteindre d'ici 2049, symboliquement un siècle après la fondation de la RPC, un niveau d'armée « de classe mondiale », c'est à dire capable de livrer et de remporter n'importe où dans le monde des guerres modernes de haute intensité intégrant des technologies avancées.

Les **missions principales de l'APL** sont d'abord de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale nationale (22 000 km de frontières terrestres et 18 000 km de frontières maritimes), mais aussi, significativement, la « *sécurité politique, la sécurité du peuple, et la stabilité sociale* » (*baowei guojia zhengzhi anquan, renmin anquan, he shehui wending*). Les autres missions ont été redéfinies en 2015 et 2019, rajoutant entre autres la participation au maintien de la paix dans le monde ainsi que la sauvegarde des ressortissants, de la croissance et des intérêts économiques du pays à l'étranger. Cela reflète une **mondialisation des intérêts chinois** qui nécessite une capacité de projection renforcée afin de mieux les protéger, ce qui a été à nouveau recommandé en 2017 par le *Livre blanc* sur les politiques chinoises en matière de coopération sur la sécurité en Asie-Pacifique. Les principaux axes d'efforts se portent sur la dissuasion nucléaire, la projection de forces, les capacités spatiales, cyber et de déni d'accès (*anti-access, area denial, A2/AD*). Il est à noter que Washington comme Pékin, dans son *Livre blanc* de juillet 2019, justifient les hausses de leurs budgets militaires par la nécessité de « répondre » à celles de leur principal rival stratégique. Le budget de défense américain connaît d'ailleurs à nouveau de fortes hausses dans les domaines cyber, aérien, spatial et dans la construction navale.

### Defence budgets: top 15 in 2021<sup>†</sup> USDbn



3. Source : Top 15 defence budgets in 2021. IISS, Military Balance 2022.

Pour ce faire, l'Armée populaire de libération est dotée du **2<sup>e</sup> budget de défense mondial** après les USA, représentant à lui seul plus de 42 % des dépenses militaires et 60 % des investissements de défense asiatiques. Il est passé depuis 1990 de 23,5 % à 71 % des dépenses de défense de l'Asie de l'Est. Entre 1998 et 2017, le budget officiel de défense chinois a augmenté en termes réels de 10 % par an, mais de 7,5 % en 2019 puis 6,6 % pour 2020 en termes réels en raison de la décélération de l'économie et + 6,8 % en 2021. A ce jour, + 7,1% ont été annoncés à l'ouverture de l'ANP en mars 2022 afin d'atteindre le « développement militaire » et de mieux se prémunir d'un contexte sécuritaire perçu comme instable, soit 229,5 milliards de dollars officiels (mais près de 288 milliards de dollars estimés en incluant la R&D de défense). La crise Covid-19 a ainsi à peine ralenti cette progression qui, cumulée avec celle du budget de défense américain, représente les deux tiers de la croissance mondiale de ce type de dépenses en 2020. Estimé officiellement à 207 milliards en 2021, nombre d'experts soulignent cependant qu'il est probablement sous-évalué, d'autres ministères allouant des fonds officieusement et les forces stratégiques, spatiales, la Police armée du peuple ou les acquisitions d'équipements étrangers étant comptées à part. L'intégration civilo-militaire sert aussi en partie à masquer le niveau réel des dépenses de défense chinoises. Selon le SIPRI de Stockholm ou la CIA, elles dépasseraient en réalité les 200 milliards de dollars depuis 2014 et les 293 milliards de dollars en 2021, soit au moins 1,7 % de son PIB, six fois le montant de 2002 et **14 % des dépenses de défense**

**mondiales<sup>48</sup> (contre 17 % pour l'Europe hors-Russie).** De plus, l'écart avec le budget de défense américain de 754 milliards de dollars en termes réels (soit 3,5 % de leur PIB et 38 % des dépenses mondiales de ce type en 2021), que la Chine souligne régulièrement afin de relativiser ses propres dépenses militaires, est moindre qu'il n'y paraît car les coûts de production d'armements et les soldes militaires de l'APL sont bien moins élevés qu'aux États-Unis. En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), l'IISS évoque ainsi 332 milliards de dollars de dépenses de défense chinoises en 2021. Malgré tout, de par la forte croissance économique du pays, le pays n'est pas « surmilitarisé » comme a pu l'être l'URSS par le passé et l'effort de défense chinois reste soutenable. Ainsi, alors que ce dernier représentait encore 12 % des dépenses publiques chinoises en 2002, il n'en représentait plus que 6 % ces dernières années. Néanmoins, cette situation est en cours d'évolution étant donné que **la hausse de ce budget est désormais supérieure à celle du PIB chinois.**

#### FOCUS : UNE GRANDE STRATEGIE PACIFIQUE ?

Le « rêve chinois » de Xi Jinping contient en partie la vision d'une Chine devenant une grande puissance maritime mondiale (*haiyang qianguo*). Le *Livre blanc de la défense chinoise* de 2015 dévoile les évolutions de la stratégie maritime chinoise, en grande partie associée à une volonté de projection lointaine dans la zone Pacifique, voire au-delà, et la possession inhérente d'une marine hauturière. La protection du territoire national, passant par la maîtrise des mers de Chine, reste prioritaire. Les conflits maritimes latents (îles Senkaku/Diaoyu, archipels des Spratleys et des Paracels, principalement) mettant aux prises la RPC et ses voisins dans les mers de Chine orientale et méridionale menacent la stabilité de la région.

Dans une **vision obsidionale**, la Chine se perçoit cernée par les États-Unis et leurs alliés tels que le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan, et vulnérable sur sa façade maritime. À la simple politique de protection des droits et des intérêts maritimes annoncée par Hu Jintao en 2004 s'ajoutent de nouveaux objectifs pour la marine chinoise, parmi lesquels la nécessité de passer d'une « défense des eaux côtières » à une « protection des mers ouvertes », autrement dit une projection militaire pérenne et sécurisée en haute mer.

Ces prétentions sont inspirées du concept des « **trois lignes d'îles** » de l'amiral Liu Huaqing (1916-2011) qui entreprit dans les années 1980 de répondre aux nouveaux défis nés du rapide développement économique de la Chine en découplant l'océan Pacifique en trois espaces maritimes : le *yanhai* (l'espace côtier comprenant les mers de Chine et Taïwan), le *jinhai* allant du nord de l'archipel japonais jusqu'aux îles Palaos en passant par l'importante base américaine de Guam, et enfin le *dayong* (haute mer). Dans les années 1990, la Chine réalise qu'elle n'est pas prête à faire face aux puissances américaine, japonaise et taïwanaise dans le Pacifique. Un intérêt croissant pour les mers ouvertes, s'étendant jusqu'à la deuxième chaîne d'îles, se développe. L'objectif de Liu Huaqing, repris aujourd'hui par les autorités chinoises, était de parvenir en 2020 à un contrôle maritime jusqu'à cette deuxième chaîne afin de desserrer « l'étau » stratégique américain, ce qui n'est pas réalisé actuellement, pas plus que le découplage stratégique entre Washington et ses alliés régionaux.

<sup>48</sup> Trends in World Military Expenditure, 2019. *Stockholm International Peace Research Institute*, 27 avril 2020.

Les enjeux sont multiples : en contenant au-delà de la deuxième chaîne d'îles la VII<sup>e</sup> flotte de l'*US Navy* basée à Yokosuka et Guam, la Chine s'assurerait d'un pouvoir maritime indissociable du statut de grande puissance que le PCC cherche à acquérir. De manière plus immédiate, Pékin obtiendrait la possibilité de sécuriser ses déploiements navals et d'étendre ses zones de contrôle, devenant de fait un *leader* militaire incontestable dans la région. Surtout, la mer de Chine méridionale revêt une importance particulière car son contrôle permettrait aux SNLE chinois d'accéder au Pacifique en contournant la surveillance américaine le long des côtes de la mer de Chine orientale. En effet, le déploiement de lignes de surveillance des sous-marins (*Sound Surveillance System*, ou SOSUS) en eaux peu profondes mine la stratégie de dissuasion chinoise. Les motivations sont aussi d'ordre économique : les eaux des mers de Chine orientale et méridionale sont riches en matières premières ou ressources halieutiques et leur contrôle ouvrirait en outre à la Chine des zones de pêches plus étendues. Enfin, la mer de Chine méridionale est un point de passage commercial vital du volet maritime des nouvelles « Routes de la soie » par où transitent 80 % des importations chinoises via le détroit de Malacca (vulnérabilité stratégique qui induit le « dilemme de Malacca » pour la Chine). Son contrôle permettrait à Pékin à la fois de se créer un « glacis » maritime protégeant son territoire national, de sécuriser ses voies d'approvisionnements commerciales et énergétiques (la Chine est le 1<sup>er</sup> importateur mondial de pétrole depuis 2017 et importera 82 % de ses besoins pétroliers en 2025, contre 30 % en 2005) contribuant à sa stabilité intérieure, mais aussi de peser sur celles de ses voisins.

## 5.2 Structure et réformes du commandement militaire et du renseignement

**La Commission Militaire Centrale (CMC) est l'organe suprême de décision militaire chinois** et « dirige les forces armées du pays ». Remaniée tous les cinq ans, la dernière fois en octobre 2017, elle incarne l'unification du commandement militaire par le biais de ses sept membres représentant les différents services de l'APL. C'est elle, et non le gouvernement, qui commande l'armée et les milices paramilitaires. Depuis 2018, la CMC dirige ainsi en dehors de tout contrôle civil la Police armée du peuple (PAP), force dédiée à la sécurité intérieure et au contre-terrorisme en cours de réorganisation d'environ 660 000 hommes sous les ordres de Wang Ning. En effet, l'APL est l'armée du PCC, et non de la République Populaire de Chine (RPC), et sa première mission est de le protéger afin de préserver le système politique chinois. L'actualisation de la *National Defense Law* chinoise en janvier 2021 renforce la concentration des pouvoirs au sein de la CMC au détriment du gouvernement (Conseil des affaires de l'État). Si la CMC dépend du Comité permanent du *Politburo*, qui définit les orientations générales de la politique de défense, elle n'en demeure pas moins l'organe de discussion et de validation des affaires militaires, des orientations stratégiques, des programmes de défense et des évolutions doctrinales :

- La CMC est officiellement élue par l'Assemblée nationale populaire mais c'est en réalité le PCC et surtout son secrétaire général, **Xi Jinping**, qui décide *in fine*. C'est en sa qualité de président de la CMC (*junwei zhuxi*), et non de président de la République Populaire de Chine, que ce dernier est le chef des forces armées chinoises. Malgré la relative opacité des processus décisionnels, le leader chinois, seul membre civil de la CMC, apparaît détenir dans cette dernière le monopole du pouvoir (incluant la décision

d'utiliser l'arme nucléaire). Et ce d'autant plus que la plupart de ses membres lui doivent leurs promotions et ont jusqu'ici fait preuve d'une loyauté sans faille à son égard.

– Signe d'une influence de l'armée de l'air en progression, un général ex-commandant en chef de cette arme, **Xu Qiliang**, est pour la première fois nommé vice-président exécutif (*junwei fu zhuxi*). Il aiguillonne les réformes militaires en cours et est premier en terme de rang par rapport à son homologue, le général **Zhang Youxia**, un proche du président auparavant directeur du nouveau Département du développement des équipements au sein de cette même CMC. Ce dernier est avec Li Zuocheng un des rares officiers supérieurs chinois à avoir une réelle expérience combattante, acquise au Vietnam en 1979.

– Mis à part ces deux vice-présidents, les quatre autres membres (*junwei weiyuan*) ont en fait surtout un rôle consultatif au sein de la CMC. Le général **Wei Fenghe**, ex-commandant en chef de l'Armée des lanceurs (ou *PLA Rocket Force*), est ministre de la Défense nationale. **Li Zuocheng** est le chef de l'état-major général interarmées qui remplace, depuis la loi de 2017, le ministère de la Défense en tant qu'autorité des services de renseignements militaires relevant désormais directement de la CMC. Il s'agit du 2<sup>e</sup> Département de l'APL<sup>49</sup>, bureau de renseignement évalué à 2 000 personnes du *Joint Staff Department* de la CMC, qui assure le lien entre cette dernière et la Force de soutien stratégique.

Selon les limites d'âges en vigueur au sein du PCC, il est à noter que ces quatre derniers (Xu Qiliang, Zhang Youxia, Wei Fenghe et Li Zuocheng) doivent en théorie prendre leur retraite et être remplacés lors du 20<sup>e</sup> congrès à l'automne 2022. Au travers des éventuelles nouvelles nominations à ces postes stratégiques, il s'ouvre ainsi une période de redistribution des pouvoirs dans la CMC reflétant les niveaux d'influences réels au sein de l'appareil d'Etat chinois

– L'amiral **Miao Hua** est directeur du nouveau département du Travail politique créé en janvier 2016, c'est-à-dire du contrôle de la fidélité politique et des performances de tous les niveaux hiérarchiques de l'APL conditionnant notamment les avancements ou les sanctions. Le *Political Work Department Liaison Bureau* (PWD/LB) est spécifiquement chargé de la « guerre politique » en recueillant et analysant les informations concernant les hautes autorités militaires étrangères, principalement américaines, japonaises et taiwanaises. Selon la *Defense Intelligence Agency* américaine, ce bureau de liaison aux interventions multiformes, à la jonction des domaines politique, financier, militaire et du renseignement, a peu d'équivalents au sein des États occidentaux.

– Enfin, **Zhang Shengmin**, général issu de la *PLA Rocket Force* réputé pour ses tendances réformatrices dans le domaine militaire, est le secrétaire de la Commission d'inspection disciplinaire de la CMC. Il représente à ce titre l'engagement du PCC et de la CMC dans la lutte « anti-corruption » (cf. partie 4.1) au sein de l'institution militaire.

---

<sup>49</sup> Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Départements de l'APL, chargés respectivement du renseignement SIGINT (*Signals Intelligence*) et ELINT (*Electronic Intelligence*), relèvent aussi de la CMC mais sont passés sous l'autorité de la Force de soutien stratégique (cf. partie 5.3).



4. Source : Members of the CMC, Ecns.cn, 27 octobre 2017. China Military Report, août 2020, p. 35-36

Hormis Xi Jinping, aucun n'est membre du Comité permanent du *Politburo* ni détenteur d'un ministère, sauf Wei Fenghe à la Défense mais il n'a globalement qu'un rôle limité. De plus, la CMC travaille en lien étroit avec la **Commission centrale de sécurité nationale (CCSN)** créée en novembre 2013, elle aussi présidée par Xi Jinping et sous l'autorité du Comité permanent du *Politburo*. Le vice-président de la CCSN, Zhang Dejiang, est en particulier chargé du Comité de coordination du travail sur Hong Kong et Macao. Inspiré du *Directorate of National Intelligence* américain, la CCSN traduit la vision intégrée de Xi Jinping en ce qui concerne les aspects intérieurs et extérieurs de la sécurité nationale. Cette entité a pour objectif de centraliser les échanges d'informations et la coordination opérationnelle des services de sécurité et de renseignement civil ou militaire, jusqu'alors des plus aléatoires. Elle supervise en particulier le **ministère de la Sécurité publique (Gonganbu)**, dirigé par Zhao Kezhi, ayant autorité sur les forces de police et la milice du peuple et responsable du maintien de l'ordre intérieur intégrant les *laogai*, le goulag chinois. Il en est de même avec le **ministère de la Sécurité d'État (Guoanbu)** de Chen Wenqing qui a pour mission le renseignement civil incluant la stabilité et la sûreté de l'État, la protection du secret, l'espionnage industriel extérieur et le contre-espionnage intérieur. Ses liens avec les milieux universitaires chinois sont avérés, la *Nanjing University of Aeronautics and Astronautics* lui servant par exemple, sous couvert de coopération internationale, à recruter des ingénieurs étrangers et/ou à obtenir des secrets industriels. Il est aussi à noter que le principal *think-tank* chinois, le *China Institute of Contemporary International Relations (CICIR)*, qui assure depuis avril 2021 la tutelle du nouveau *Overall National Security Concept Research Center (ONSCRC)*, constitue selon les experts une sorte de « section d'analyse » du *Guoanbu*. Au travers de sa présidence de la CMC et de la CCSN, Xi Jinping s'assure une mainmise sur l'armée et les services de renseignement

ou de sécurité civilo-militaire chinois, piliers du pouvoir comme dans nombre d'États autoritaires, ce qui est une **condition essentielle de la survie du régime politique de la RPC**.

**Les réformes militaires** ont été lancées par Xi Jinping dès son arrivée au pouvoir en 2013, et mise en œuvre concrètement à partir de décembre 2015, avant même la publication de la «*Ligne directrice sur l'approfondissement de la réforme de la défense nationale et de l'armée*» en janvier 2016. Elles visent à la fois à moderniser l'armée mais aussi à renforcer le pouvoir du dirigeant chinois en son sein et dans le PCC, ce qui peut contribuer à en limiter les effets. La lutte « anti-corruption » (cf. partie 4.1), en évinçant les officiers les plus récalcitrants, et la restructuration de la chaîne de commandement facilitent ainsi à la fois une rénovation à vocation officiellement « défensive » ainsi qu'un meilleur contrôle de l'APL par le Parti. L'objectif est de continuer la transition d'une armée essentiellement terrestre vers un **modèle interarmées et interopérable capable de projection rapide et lointaine prolongée**. La réorganisation de la CMC s'inscrit dans cette logique et accueille désormais une structure permanente de commandement et de contrôle à vocation interarmées dans une logique d'efficacité « occidentale », en particulier américaine, ce qui n'est paradoxal qu'en apparence. Xi Jinping s'est réservé le titre de chef de ce Centre de commandement interarmées des opérations créé en avril 2016. De plus, les trop influents quatre anciens quartiers généraux (l'état-major et les départements de la politique, de la logistique et de l'équipement), contrôlés depuis les origines de la RPC par l'armée de Terre, ont été remplacés en 2016 par quinze nouveaux départements, commissions et offices directement rattachés à une CMC constituée à dessein de hauts gradés issus des différentes armes. Cette chaîne de commandement raccourcie et centralisée autour de la CMC lui permet dorénavant un contrôle direct des théâtres de commandements et des quatre armées chinoises. Dans l'esprit de la réforme, les barrières institutionnelles héritées du passé doivent être levées afin de contribuer à l'accession de l'APL au rang de grande puissance militaire mondiale. Initié dès 2010, le renouvellement de la hiérarchie militaire va aussi dans ce sens, la CMC ayant encore publié le 8 décembre 2019 une réforme du système de promotion hiérarchique militaire. Par ailleurs, afin de réduire l'écart avec les États-Unis, d'autres réformes interdépendantes visant à accroître les capacités opérationnelles de l'APL ont eu lieu ou sont en cours actuellement, en accord avec la *China Military Strategy* de mai 2015 :

- les forces sont réparties dans **cinq théâtres de commandement**<sup>50</sup> interarmées ou « zones de combat » (contre sept régions militaires auparavant), elles aussi sous le contrôle direct de la CMC. Elles sont chacune dotées d'un état-major interarmées qui gèrera les opérations en cas de conflit, et non plus les états-majors de chaque armée ;
- les **chaînes de commandements** opérationnelle et administrative sont ainsi clairement séparées afin d'optimiser leurs performances. Par exemple, les zones de commandements supervisent la préparation au combat, tandis que le quartier général

---

<sup>50</sup> Cinq théâtres de commandements (avec leurs zones d'actions spécifiques) : Est (comprenant Taiwan, Japon et mer de Chine orientale), Sud (dont Asie du sud-est et mer de Chine méridionale), Centre (Pékin et réserves stratégiques), Ouest (Xinjiang, Asie centrale, Inde) et Nord (vers Corée et Russie).

des services de chaque armée s'assure de l'organisation, de la maintenance et de la logistique des unités. De nouveaux règlements clarifiant les relations hiérarchiques ont de plus été pris en janvier 2021 ;

- annonce d'une **réduction des effectifs** de l'APL de l'ordre de 300 000 hommes d'ici 2021 ;
- organisation de combat autour de **brigades** d'environ 5 000 soldats plutôt que de divisions afin de disposer de plus de souplesse opérative ;
- améliorer le **niveau d'entraînement** et de professionnalisation des soldats : les problèmes de corruption, de népotisme, de manque d'expérience au combat et de promotions ou de rétrogradations arbitraires étant réels. L'APL a conscience que le nombre et le niveau technologique compte mais que la qualité du personnel peut *in fine* faire la différence. Le renforcement de la formation selon le concept de « triade » vise aussi à favoriser l'éclosion d'officiers compétents pour les opérations conjointes intégrées. Des expérimentations de *wargames* intégrant de l'intelligence artificielle sont aussi en cours afin de mieux simuler les conditions réelles du combat.

*People's Liberation Army's Organizational Structure*



Ministry of National Defense and general offices are not depicted in this chart.

5. Source : China Military Power, *Defense Intelligence Agency*, 2019, p. 15.

### 5.3 État des forces armées

L'évolution capacitaire, opérationnelle et technologique de l'APL traduit les orientations stratégiques de la CMC et se trouve liée aux progrès de la BITD chinoise. Des rapports américains successifs attestent des progrès déjà réalisés et de ceux à venir, même s'ils ont parfois tendance à amplifier à dessein le *paceing threat* chinois (Congrès américain en janvier 2021<sup>51</sup>, Département de la Défense publié en novembre 2021<sup>52</sup> et DIA en janvier 2019<sup>53</sup>, entre autres). Des **faiblesses globales** demeurent toutefois encore, en particulier aux niveaux de la rigidité du commandement C2 (*command and control*), de la logistique ou de l'entraînement interarmées que le développement des capacités C4ISR<sup>54</sup> et le comblement progressif des lacunes capacitaires doivent améliorer. Les capacités réelles chinoises dans le cadre de combats modernes de haute intensité sont par ailleurs difficilement évaluables, quoique probablement assez limitées pour l'heure et **Washington conserve pour l'heure une nette supériorité aérienne, navale et nucléaire**. Les quatre armées de Terre (APL-T), de l'Air (APL-A), la Marine (APL-M) et la nouvelle Armée des lanceurs (APL-L) ainsi que les deux forces de Soutien stratégique et de Soutien logistique interarmées concourent de manière liée à la réalisation des objectifs fixés dans les *Livres blancs* de la défense de 2015 et 2019 et traduisent, de par leurs compositions, leurs missions et leurs équipements, les évolutions stratégiques voulues par la direction du PCC et des CMC.

La vision de ses intérêts stratégiques étant devenue mondiale et les principales menaces identifiées envers la sécurité nationale chinoise n'étant plus seulement terrestres, l'évolution de l'équilibre des forces de l'APL s'est logiquement traduite au travers d'un repositionnement maritime et d'une priorité donnée à la dissuasion stratégique au détriment relatif de **l'armée de terre (APL-T)**.

Auparavant largement prééminente, cette dernière est néanmoins encore aujourd'hui la plus importante force terrestre permanente mondiale en nombre et la branche de l'APL qui comprend le plus de personnel, avec près d'un million de troupes actives *stricto sensu*, soit 50 % des effectifs de l'armée chinoise. Cela explique que la réduction d'effectifs de 300 000 hommes la touche au premier chef. Un quartier général de l'armée de terre a été créé en décembre 2015 afin de regrouper en un seul organisme des fonctions de haut commandement auparavant réparties dans les quatre ex-quartiers généraux. Il s'agit de replacer l'armée de terre au même niveau que les autres armées. Néanmoins, de par son rôle majeur dans la protection du territoire national, l'APL-T conserve une influence certaine en dirigeant par exemple trois des cinq

<sup>51</sup> Report to Congress on Chinese Naval Modernization. *Congressional Research Service*, 27 janvier 2021. Disponible sur : <https://news.usni.org/2021/01/28/report-to-congress-on-chinese-naval-modernization-7>

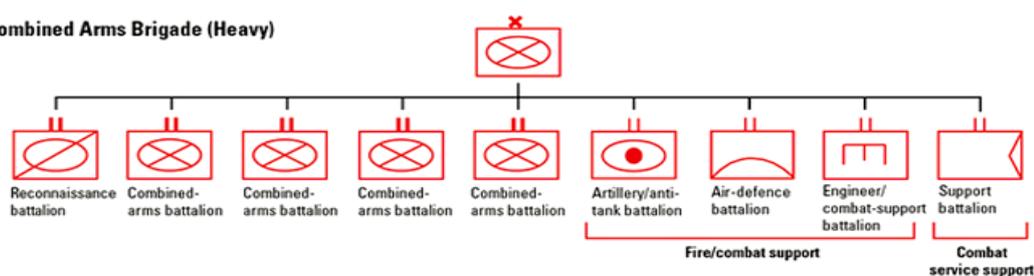
<sup>52</sup> *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2021*. Department of Defense, novembre 2021. Disponible sur : <https://media.defense.gov/2021/Nov/03/2002885874/-1/-1/0/2021-CMPR-FINAL.PDF>

<sup>53</sup> *China Military Power*. Defense Intelligence Agency, janvier 2019. Disponible sur : <https://urlz.fr/9qAG>

<sup>54</sup> C4ISR : *Command, control, communication, computerisation / Information, surveillance and recognition*.

nouvelles zones de commandements. Le nouveau chef d'état-major général, Li Zuocheng, est aussi issu de ses rangs. De plus, la réduction des effectifs facilite la reconfiguration de ses forces autour de 13 groupes d'armée (équivalant à un corps d'armée) regroupant des divisions (blindées, motorisées) et le plus souvent des brigades s'entraînant conjointement avec les autres armes en vue d'opérations combinées, notamment amphibies (6 brigades d'assaut), signe distinctif des grandes puissances militaires. Elle regroupe des unités d'infanterie, de blindés, d'artillerie (1/3 de l'APL-T) et de génie lui permettant de se projeter hors du pays à un niveau régional, s'appuyant sur des brigades de plus en plus mécanisées et spécialisées en fonction de la zone dans laquelle elles sont stationnées. L'armée de terre, qui jusqu'ici avait paru moins touchée par les restructurations en cours, notamment de la marine, connaît désormais des bouleversements non-négligeables. Ainsi, 5 des 18 corps d'armées ont été supprimés en avril 2017 et les 13 restants renumérotés. Les divisions et les brigades ont aussi été réformées dans le sens d'une **interarmisation** plus poussée et adaptée aux « nouveaux types d'opérations ». Les forces de manœuvre de l'APL sont passées de 19 divisions et 76 brigades à 5 et 81, soit une réduction d'effectifs de 10 % contrebalancée par le développement dans chaque corps d'armée (en particulier au Tibet et au Xinjiang) de brigades aériennes d'assaut ou de forces spéciales. La modernisation capacitaire, bien que moins rapide que dans les forces navales et aériennes<sup>55</sup>, se traduit par exemple par l'entrée en dotation du char de combat Type-99, bien qu'il n'ait pas encore fait ses preuves en situation de combat réel, et du système de défense antiaérienne HQ-16 (proche du *Buk* russe) en service dans neuf corps d'armées du Tibet à Shanghai. Les experts estiment qu'en 2020-2021 environ 50 % de l'ensemble des véhicules blindés, de l'artillerie et des systèmes de défense aérienne de l'APL-T pourront être considérés comme modernes selon les critères occidentaux, ce qui est inférieur aux prévisions officielles mais représente déjà la modernisation d'une masse combattante considérable.

China: Combined Arms Brigade (Heavy)



6. Source : Brigade structures: China. *Military balance+*, février 2019.

**La marine (APL-M)** est l'arme qui retient toutes les attentions car c'est surtout d'elle que dépendra la capacité de la Chine à se projeter militairement à l'international et à intégrer le club des grandes puissances militaires pouvant défendre ses intérêts au niveau mondial. Le *Livre blanc de la défense* de 2015 qualifie pour la première fois le domaine maritime comme étant d'une importance « critique » et enjoint l'APL

<sup>55</sup> En 2020, autour de 60 % des 5 800 chars de combat de l'armée de Terre sont évalués comme étant modernes.

d'abandonner sa « mentalité terrestre traditionnelle ». Xi Jinping le rappelait encore en avril 2018 en évoquant une « urgence » nationale.

La marine chinoise doit malgré tout prioritairement participer à la défense du territoire national, ce qui inclut la capacité de dissuader Taiwan de se déclarer indépendante et toute intervention américaine à ce sujet, ainsi que d'obtenir et de préserver un *statu quo* favorable dans « ses » mers de Chine. Selon l'expert Alexandre Sheldon-Duplaix<sup>56</sup>, la Chine veut aussi être un « pays maritime fort » car elle a conscience que 90 % de ses échanges transitent désormais par la mer, contre 10 % dans les années 1970. L'APL-M doit de ce fait devenir capable de se projeter lointainement de manière pérenne et autonome afin de protéger ses routes maritimes vitales, « artères jugulaires » de sa puissance, et ses intérêts outre-mer. À cette fin, elle connaît depuis 25 ans une nette montée en puissance à la fois quantitative et qualitative, avec 70 % de la flotte considérée comme moderne contre 50 % en 2010<sup>57</sup>, qui s'est accélérée ces dernières années. Les capacités antiaérienne, anti-sous-marine et de frappe terrestre se sont notamment nettement améliorées. L'objectif est de passer d'une marine de défense côtière régionale à une **flotte équilibrée et cohérente capable d'opérer au grand large** (les « mers lointaines ») et de rivaliser avec la VII<sup>e</sup> flotte américaine en Asie. Elle mobilise un tiers du budget de défense chinois alors qu'elle ne représente que 11 % des effectifs de l'APL. La Marine chinoise est aujourd'hui la 1<sup>ère</sup> d'Asie et la 2<sup>e</sup> mondiale en tonnage ainsi qu'en termes d'effectifs (250 000 hommes), en hausse à la différence de l'armée de Terre.

Selon les mots même de l'amiral Prazuck en octobre 2017, **la Chine construit tous les quatre ans l'équivalent en tonnage de la marine française**, confirmant son « grand retour maritime » (l'expression est du CEMM Pierre Vandier en octobre 2020). Selon les sources, entre 22 et 25 bâtiments de surface de surface ont été admis en service actif en 2020 en Chine. Selon le *DoD* et le rapport du Congrès américain de janvier 2021, l'APL-M est devenue en 2020 la première flotte militaire mondiale en nombre d'unités de combat, en comptant autour de 360 contre 297 pour l'*US Navy* (soit quatre fois la *Royal Navy* britannique). L'*Office of Naval Intelligence* américain prévoit 425 bâtiments chinois (sous-marins inclus) d'ici 2030. Cependant, si l'on considère le tonnage, et plus encore les capacités réelles, les États-Unis conservent encore un net avantage comparatif. La nouvelle stratégie maritime américaine de décembre 2020 (« *Advantage at Sea* ») vise d'ailleurs à maintenir cette supériorité face à la montée en puissance chinoise. Ces nouveaux moyens sont répartis en cinq branches dans les trois flottes positionnées le long de la mer de Chine : la flotte du Nord (*Beihai*) basée à Qingdao, la flotte de l'Est (*Donghai*), basée à Ningbo près de Shanghai, et la flotte du Sud (*Nanghai*) basée à Zhanjiang. Ces flottes sont coordonnées par le comité permanent de l'APL-M, organe décisionnel de treize membres soumis à l'autorité de la CMC.

<sup>56</sup> SHELDON-DUPLAIX, Alexandre. La Chine, « pays maritime fort », pour quoi faire ? *DSI*, n°138, novembre-décembre 2018, p. 40-45. Disponible au CDEM : cote PER32/138

<sup>57</sup> The US-China Military Scorecard. *Rand Corporation*, 2017.

Disponible sur : [https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research\\_reports/RR300/RR392/RAND\\_RR392.pdf](https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR300/RR392/RAND_RR392.pdf)

Pékin affirme notamment sa volonté de renforcer les capacités de projections hauturières de sa marine au travers de la construction et de la mise en service progressive de porte-avions. Bien plus que la protection des routes maritimes annoncée officiellement, ces derniers doivent en fait servir la volonté de prestige chinoise d'apparaître comme la 2<sup>e</sup> puissance navale mondiale et assurer opérationnellement une « défense active » du territoire national d'abord jusqu'à la « deuxième chaîne d'îles » (cf. Focus partie 5.1) face à l'*US Navy*, étendue au-delà avec le *Livre blanc* de 2015 à la « Défense *offshore* et la protection en haute mer », soit potentiellement à l'échelle mondiale. Deux porte-avions ont été déployés pour essais le 27 février 2019 au large de Dalian, le *Liaoning* et son dérivé *Shandong* de 65 000 t. (Type-001 et 002, ex-001A, en configuration *Short Take-Off But Arrested Recovery*, STOBAR), ce dernier aussi entré en service le 17 décembre 2019. Quand son aptitude au combat sera pleinement opérationnelle, dans les 24 mois suivants, il pourra emporter 36 chasseurs J-15 contre 24 pour le *Liaoning*. C'est une **première historique symbolique** pour la Chine, répétée en septembre 2020, même si leur niveau technologique et leurs capacités de déploiements en haute mer sont encore loin des porte-avions américains voire français. Pour l'heure, Pékin ne dispose ainsi pas encore de *capital ships* avec des aptitudes antinavires mais plutôt de deux plateformes de supériorité aérienne. Un troisième porte-avions modernisé nommé à dessein *Fujian* (du nom de la province chinoise en face de Taiwan), le premier des deux Type-003 (ex-Type-002) de 85 000 tonnes (le double du *Charles de Gaulle* français) prévus, a toutefois aussi été construit au chantier naval de Shanghai et a été officiellement lancé le 17 juin 2022 pour une mise en service actif vers 2024. Il s'agit du premier porte-avions dont Pékin revendique l'entière conception et fabrication. Un exemplaire supplémentaire est mis sur cale début 2021. Le fait que ces deux Type-003 soient en version *Catapult Assisted Take-Off Barrier Arrested Recovery* (CATOBAR) dotés de catapultes électromagnétiques est significatif des progrès effectués dans la construction au bureau d'études n° 701 de CSIC, responsable de la conception de tous les porte-avions chinois jusqu'à présent. Le 5<sup>e</sup> porte-avions chinois (le 1<sup>er</sup> de Type-004) à propulsion nucléaire est lui à l'étude. Ces derniers sont censés rivaliser avec les nouveaux porte-avions nucléaires américains de la classe *Gerald R. Ford* de 100 000 t, l'objectif de l'*US Navy* étant de disposer à terme de 12 porte-avions opérationnels dans le monde.

Sauf nouvelles contraintes financières, **l'objectif chinois est de détenir au moins quatre Carrier Strike Group d'ici 2030** (et six d'ici 2049), avec une quinzaine de SNA lui permettant d'opérer jusqu'à la seconde chaîne d'îles Japon-Guam-Palaos, et de devenir ainsi la 2<sup>e</sup> marine moderne mondiale après les USA malgré les difficultés rencontrées dans la formation des équipages. La Chine aurait d'ailleurs mené une cyberattaque contre le Pentagone en 2007 afin de se procurer les plans de ses principaux programmes mais ses porte-avions sont pour l'heure dotés de réacteurs d'origine russes. Un *Awacs* chinois embarqué doit aussi être testé et renforcera les capacités chinoises de surveillance radar air-mer autour d'un groupe aéronaval. La montée en puissance de l'aviation navale chinoise est aussi remarquable, tant en soutien des navires de l'APL-M qu'en supériorité aérienne ou en frappe antinavire adverse, et participe à la sécurisation des îlots en mer de Chine méridionale et du « collier de perles » (cf. partie 6.3). Le

développement complémentaire des grands ravitailleurs, en particulier les deux Type-901 en service adaptés au soutien des groupes aéronavals, atteste de la volonté chinoise d'accroître ses capacités de projections lointaines et durables en haute mer, bien au-delà de l'Asie. Cela couplée avec les performances supposées, car pas encore testées en condition réelle, de ses missiles antinavires de croisière (YJ-18 supersonique, essais en vol de la version YJ-18C en cours) et balistiques DF-21D et DF-26B (tests en août 2020 officiellement réussis sur des cibles navales en mouvement), voire le nouveau DF-17 hypersonique<sup>58</sup> présenté lors du défilé du 1<sup>er</sup> octobre 2019, donnerait alors à Pékin la domination du Pacifique occidental d'ici 2049. Il est d'ailleurs significatif stratégiquement que l'*US Navy* renforce déjà considérablement sa défense antimissile en Asie.

Les sous-marins constituent aussi un outil indispensable à la projection dans les mers ouvertes. La Chine dispose aujourd'hui de 50 sous-marins conventionnels, 6 nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) équipés de missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) pouvant atteindre les États-Unis, et 6 nucléaires d'attaque (SNA) modernes déployables en Mers de Chine et dans l'océan Indien. En effet, consciente de son retard technologique par rapport aux USA, l'APL-M est passée depuis 2006 de 1 à 7 SNLE stratégiques Type-094 *Jin* désormais opérationnels (8 ou 9 visés d'ici 2037), de 4 à 12 SNA dont les 6 Type-093 *Shang-I/II* (le *Shang-II* Type-093A est considéré comme le plus puissant sous-marin d'attaque chinois actuel), et prépare les nouveaux Type-095 et 096 *Tang* pour 2025. L'écart par rapport à la flotte sous-marine américaine du Pacifique (60 % des sous-marins de l'*US Navy*) se réduit, même s'il reste conséquent.

**Le renouvellement massif des bâtiments de combat de surface, ossature de la flotte de haute mer**, illustre les fortes capacités de la construction navale chinoise avec entre autres le lancement de 25 destroyers Type-052D et des 8 « destroyers » Type-055 de classe *Renhai* prévus (dont 4 en un an), en fait des croiseurs selon l'OTAN (5 mis en service fin 2021, les autres en essais, équivalent des *Ticonderoga* américains) équipés de missiles de croisière et pouvant escorter un porte-avions en haute mer. Les Type-055 doivent aussi à terme être dotés des missiles balistiques antinavires DF-21D, selon les Américains. Depuis 2006, l'APL-M est par ailleurs passée de 18 à 33 destroyers, dont les 10 Type-52D *Luyang III* en service début 2019 (sur 20 construits) équipés de systèmes de lancement vertical polyvalent pour les missiles de croisière, et de 41 à 48 frégates. Depuis 2012, elle a lancé 60 corvettes Type-056/056A *Jiangdao I/II* conçus pour la patrouille ou la lutte ASM. La Chine produit aussi désormais son premier porte-hélicoptères Type-075, dont le premier a été lancé en septembre 2019 et le 3<sup>e</sup> fin janvier 2021 (essais en mer à partir de novembre 2021), des navires d'attaque rapides porteurs de missiles antinavires et anti-air (Type-022 *Houbei*) ou collecteurs de renseignement tels les

---

<sup>58</sup> Le DF-17 est officiellement de « courte à moyenne portée », soit de 1 000 à 3 000 km selon la terminologie chinoise (évaluée en fait à 1 700 km par les experts internationaux). Il est censé être entré en « service actif » fin 2019, avec un an d'avance sur les prévisions du renseignement américain, sur la côte Est de la Chine face à Taïwan, au Japon et à la Corée.

six Type-815/A *Dongdiao*. Même s'il faut prendre garde aux effets d'annonces, la marine chinoise se montre capable d'innovation en réalisant encore en avril 2019 des essais d'un canon électromagnétique (portée de 200 km à la vitesse de Mach 5 monté sur les nouveaux destroyers lourds Type-055 d'ici 2025) ou la mise au point de l' « Étoile de mer », radar équivalent de l'*Aegis* américain pour la poursuite de cibles et le contrôle aérien de porte-avions. Les progrès sont aussi sensibles dans les systèmes de combat intégrés (C3I<sup>59</sup>) devant doter d'ici 2020 la flotte chinoise de la capacité de communiquer à l'échelle globale et de constituer un système d'informations au niveau d'un théâtre de combat. Des faiblesses subsistent néanmoins dans les domaines des opérations amphibies, des défenses anti-aérienne, anti-missile et anti-sous-marine et du manque de supériorité aérienne en haute mer que porte-avions et chasseurs J-15 doivent pallier. La marine chinoise réalise ainsi régulièrement des opérations conjointes avec l'armée de l'Air, dont l'appui est indispensable pour une Marine ayant des prétentions aussi élevées. Dans le domaine aéronaval, de nets progrès sont réalisés dans les opérations de nuit effectuées par les pilotes de chasseurs-bombardiers J-15 (copie du *Su-33* russe), et dans celui des sous-marins sont projetés des déploiements futurs jusque dans les zones arctiques. La Chine mène également une diplomatie navale active avec nombre de pays car le processus de modernisation chinois ne repose pas uniquement sur l'armement mais aussi sur la formation, les échanges et des exercices militaires conjoints internationaux.

Ce renouveau capacitaire couplé au développement de la capacité opérationnelle à combattre en haute mer fait de la marine chinoise une force en nette progression qui pourra prétendre dans les années à venir rivaliser avec la plupart des marines occidentales.

Enfin, il est à noter que l'APL-M peut aussi s'appuyer sur deux forces paramilitaires maritimes, « instruments de souveraineté » qui lui permettent de renforcer un « effet de masse » régional. Créée en mars 2013, la *China Coast Guard* (CCG) n'est en effet pas seulement une unité de garde-côtes mais participe aussi à appuyer les revendications territoriales de Pékin dans les mers de Chine. Elle dépend directement de la CMC depuis mars 2018 de par son rattachement au ministère de la Sécurité publique en tant que partie de la PAP. Comme l'*US Coast Guard*, la CCG est placée en cas de guerre sous le commandement opérationnel de la marine chinoise. Selon les estimations américaines, la *China Coast Guard* dispose en 2020 de 1 300 navires dont 255 ayant des capacités hauturières, armés de mitrailleuses et parfois de canons représentant la 1<sup>ère</sup> flotte paramilitaire mondiale. Une « troisième marine » existe par ailleurs avec les milices maritimes (*haishang mingbing*), dépendant aussi de la CMC, surtout constituées de chalutiers à coques renforcées et armées gênant occasionnellement les mouvements de bâtiments américains ou vietnamiens principalement dans une logique de « guerre hybride ».

L'armée de l'air (APL-A) a connu une reconversion et une diversification profonde. L'évolution de ses matériels et de sa doctrine est elle aussi corrélée à celle de ses

---

<sup>59</sup> C3I : contrôles des communications, du commandement et du renseignement.

missions depuis 20 ans, élargies de la seule défense du territoire national à celles d'une force aérienne stratégique capable de déploiements extérieurs lointains et interoperables avec les autres branches de l'armée chinoise.

En incluant l'aéronautique navale dépendant de l'APL-M, la Chine possède la **1<sup>ère</sup> flotte aérienne d'Asie et la 3<sup>e</sup> du monde en nombre** (2 500 aéronefs hors drones, dont 2 000 avions de combat), mais dont seuls 40 % pourraient rivaliser avec les appareils américains. La doctrine de l'APL-A est désormais plus offensive, même si ses capacités de ciblage et de renseignement sont encore limitées. Elle apparaît aujourd'hui modernisée bien que comptant des personnels, au nombre de 395 000, souvent insuffisamment formés selon les standards occidentaux, en partie en raison de ses fréquents déploiements en mer de Chine. Comme pour l'armée de Terre, elle restreint le nombre de divisions en faveur de brigades flexibles d'aéronefs et d'unités d'élites telles que la force de défense anti-missile et bénéficie de troupes ne se cantonnant plus seulement à la défense aérienne mais capables d'un large éventail d'activités, des troupes aéroportées au brouillage électronique entre autres. Ses capacités de frappe antinavire à longue distance se sont notablement améliorées. En revanche, si la Chine commence à fabriquer ses propres avions, leur qualité la contraint à acheter du matériel à son voisin russe dont elle dépend encore, par exemple concernant les moteurs d'avions de chasse.

Pékin produit et/ou perfectionne par contre nombre de matériels, dont les drones de combat. Bien que n'étant pas les plus sophistiqués, ils sont particulièrement nombreux. Le Département de la défense américain les estime à plusieurs milliers d'ici 2023. Les stratèges chinois envisageraient de former des essaims de drones pouvant bloquer avions ou navires de guerre sans avoir à tirer. Lors du défilé du 1<sup>er</sup> octobre 2019 à Pékin, le drone de surveillance hypersonique WZ-8 a été présenté comme une capacité de collecte de renseignement unique au monde. En optimisant l'efficacité des armes tactiques chinoises, il réduirait considérablement la durée de survie des bâtiments de guerre américains en cas de conflit en mer de Chine. La portée des missiles sol-air ainsi que les réseaux d'alerte et de télécommunication ont de surcroît été améliorés. Le missile air-air longue portée à guidage radar JL-15 serait désormais entré en service. La Chine a également testé en janvier 2019 et à l'été 2021 un planeur orbital hypersonique, le WU-14 (*Dong Feng*, qui équiperait les DF-21 et 26). Ces avancées expliquent en partie l'accélération des programmes américains en ce domaine, dont l'*Air Launched Rapid Response Weapon* de l'*US Air Force* qui devrait être opérationnel vers 2022. La compatibilité des *Su-35*, 24 avions de chasses russes les plus performants dont la livraison finale a eu lieu en avril 2019, avec les ravitailleurs en vol IL-78, point de faiblesse des forces aériennes chinoises, doit permettre une meilleure projection de la puissance aérienne de Pékin. Il convient d'ajouter le développement d'avions de combat dits de 5<sup>e</sup> génération car « furtifs » et multi-rôles. La Chine est le seul pays au monde avec les USA à conduire simultanément deux programmes de ce type d'avion : le *Chengdu J-20*, qui a effectué son premier vol en janvier 2011 et est officiellement entré en service en février 2018 (premiers déploiements sur la côte Est de la Chine sur la base de Wuhu en janvier 2019 et exercice avec l'armée russe en août 2021), et le *Shenyang*

FC-31 Gyrfalcon. Il est cependant à noter que ce dernier n'a semble-t-il pas les capacités de vitesse du F-35 américain (dont 200 doivent être déployés en Indo-Pacifique d'ici 2025) et que l'APL-A ne souhaite plus en disposer. Le J-20, présenté comme un chasseur furtif de supériorité aérienne de 4<sup>e</sup> génération (5<sup>e</sup> selon la terminologie occidentale), n'a en fait pas de propulsion de nouvelle génération et serait selon l'expert australien Malcolm Davis plutôt destiné à viser les avions ravitailleurs et les *Awacs* à longue distance afin de paralyser une flotte aérienne adverse. Le fait qu'il soit de conception chinoise souligne cependant les progrès de l'ingénierie nationale.

En réaction aux programmes ou concepts comme l'*Air Superiority 2030* (AS 2030) de l'*US Airforce* ou le *Future Combat Air System* (FCAS) franco-allemand, les ingénieurs chinois du bureau d'études d'AVIC, l'institut 611 de Chengdu, développe aussi les études au sujet d'un nouveau chasseur de 6<sup>e</sup> génération (5<sup>e</sup> dans la classification chinoise) incluant la collaboration entre des appareils pilotés et des drones, l'intelligence artificielle, la furtivité avancée ou la détection et l'attaque omnidirectionnelle. Pékin continue par ailleurs à développer ses avions de transports lourds *Xian Y-20*, avec une motorisation d'abord russe puis devant évoluer vers une chinoise, dont les deux premiers sont entrés en service en 2016 (une vingtaine actuellement). Un premier avion de transport *An-225* (emport de 254 t.) serait opérationnel courant 2019 en collaboration avec l'ukrainien Antonov, et accroîtrait considérablement les capacités de projections chinoises. Lesquels devraient être rejoint par un bombardier stratégique furtif de nouvelle génération *Hong-20* de CASIC devant être lancé courant 2021, d'un rayon d'action de 12 000 km censé pouvoir frapper Guam ainsi que, à en croire le renseignement américain, par un nouveau chasseur-bombardier ravitaillable en vol, les deux n'entrant pas en service avant 2025. Cet ensemble capacitaire est un des éléments-clés dans la **création d'ici 2037 d'une force aérienne stratégique chinoise** dotée de capacités nucléaires et capables d'opérations conjointes à long rayon d'action.

Un des points récurrents du *Livre blanc de la défense* paru en 2015 est le renforcement de la dissuasion stratégique assurée par l'« **armée des lanceurs** » (APL-L), aussi dénommée Forces de missiles, ex-Seconde force d'artillerie devenue une quatrième armée à part entière depuis le 31 décembre 2015, signe de l'importance qui lui est accordée.

Comptant 120 000 hommes et réorganisée en 6 « bases » regroupant 29 brigades, cette nouvelle armée a la double mission de dissuasion et de frappes balistiques nucléaires ou conventionnelles. Elle dispose officiellement de 350 ogives nucléaires en 2020 (+ 20 % en deux ans, entre 200 et 272 opérationnelles selon les sources), soit un peu plus que la France mais contre 6 800 aux États-Unis, ainsi que, en termes de vecteurs, de 1 200 missiles balistiques à courte portée régionale et, entre autres, de 75 à 100 ICBM dont certains intercontinentaux pouvant frapper jusqu'à 11-13 000 km en Europe et aux USA. Le 5 février 2020, la proposition américaine que la Chine se joigne aux USA et à la Russie afin de négocier un nouveau traité de réduction des armés stratégiques START a été perçue par certains experts comme la reconnaissance de son

statut de « 3<sup>e</sup> grand » nucléaire<sup>60</sup>. La Chine ne tient cependant pas à se voir « entravée » par le *New START* russo-américain, prolongé fin janvier 2021 pour 5 ans, et entend selon le Pentagone doubler la taille de son arsenal nucléaire d'ici une décennie, ce que paraissent confirmer les images satellitaires en 2021 de nouvelles installations de lancements balistiques sur les bases de Jilantai et près de Yumen. L'intégration des composantes nucléaire et conventionnelle dans une même organisation est une spécificité de la « dissuasion intégrée » chinoise en constitution, appuyée aussi sur de nouvelles capacités spatiales et cyber.

Elle implique toutefois un risque d'escalade en cas de crise, d'autant plus avec l'**ambiguïté de la doctrine nucléaire chinoise**. En effet, cette dernière, bien que ne cherchant pas la confrontation nucléaire, mêle une posture officielle de retenue « *no first use* » (rappelée dans le *Livre blanc* de juillet 2019) tout en prévoyant des cas théoriques de riposte nucléaire graduée et limitée censés infliger à l'adversaire potentiel des dégâts le décourageant de poursuivre une confrontation militaire. Pour ce faire, un ambitieux programme de modernisation et de développement capacitaire est en cours. Il s'agit notamment du remplacement progressif de la composante sol-sol intercontinentale par des missiles de type DF-31 ou le nouveau missile balistique de portée intermédiaire DF-26B, testés au nouveau centre d'entraînement de Jilantai au centre-nord de la Chine en janvier 2019 et août 2020, pouvant selon les Chinois frapper Guam ou Okinawa (l'amiral Davidson dirigeant l'*US IndoPacom* a ainsi demandé en 2021 l'installation d'un système antimissile *Aegis* à Guam). Le missile balistique DF-21D, censé pouvoir couler un porte-avions à 1500 km mais pas encore vraiment testé en antinavire, comme encore en août 2020, a été présenté à dessein lors du défilé de la victoire à Pékin en septembre 2015. La RPC a acquis récemment une capacité opérationnelle crédible de frappe navale en second portée par ses SNLE de classe *Jin* (Type-094) équipés de missiles JL-2. Les missiles balistiques JL-3 en essais ont une portée évaluée à 10-12 000 km et pourraient de ce fait frapper le sol américain depuis les eaux chinoises. Ces missiles pourront être couplés avec le développement d'un bombardier à long rayon d'action et les unités terrestres de l'APL-L, dont le MIRV intercontinental DF-41 (présenté lors du défilé du 1<sup>er</sup> octobre 2019 à Pékin, avec les JL-2) est en cours d'essais et remplacerait à terme les anciens modèles en étant associé aux DF-31/31A. Il n'est en effet pas fortuit que le *Livre blanc* de juillet 2019 évoque les trois armées Air-Lanceurs-Marine pour la dissuasion stratégique car cet ensemble d'entités et d'équipements constitueront la **triade nucléaire** air-terre-mer chinoise, soit une dissuasion stratégique moderne de niveau mondial.

Enfin, la Chine dispose aussi de **deux forces de Soutien stratégique et de Soutien logistique** interarmées, directement subordonnées à la CMC.

Créée le 31 décembre 2015, sur le modèle du commandement stratégique américain (STRATCOM), la force de Soutien stratégique compte 175 000 hommes. Dans une logique multidomaine coordonnée visant à contrer les fonctionnements en silo, elle relève directement

---

<sup>60</sup> *Asie21*, fév 2020, p. 19

de la CMC et intègre les missions auparavant dispersées de guerre psychologique et de l'information ainsi que les nouvelles fonctions stratégiques de l'espace et du cyber, au grand dam de la marine et de l'armée de l'air qui voulaient en avoir la maîtrise. Pékin considère que **l'avenir de la guerre** se trouve dans les domaines de l'espace et du cyber, Xi Jinping voulant faire de la Chine une « cyber superpuissance », qui représentent des enjeux de souveraineté au même titre que les autres domaines air-terre-mer. L'espace et le cyber font ainsi partie intégrante du « rêve de grande renaissance de la nation chinoise » et doivent participer à l'accession de la Chine au rang de « grande puissance technologique » mondiale d'ici 2049. Le nouveau *Livre blanc sur la défense nationale* de juillet 2019 décrit ainsi ces deux domaines cyber et spatial comme « critiques » au niveau de la compétition stratégique mondiale et des « domaines clés » pour la sécurité nationale. Cette vision cherche à mieux appréhender les défis technologiques posés à sa défense et s'intègre dans l'exigence de commandement conjoint des forces en fournissant en temps de guerre des informations opérationnelles aux autres armes. Les déploiements plus nombreux et plus lointains (cf. partie 5.4) exigent aussi des capacités de communications satellitaires renforcées.

La force de Soutien stratégique est constituée de deux départements des forces spatiales et des systèmes en réseau. Ce dernier regroupe en fait, sous les ordres du général Zheng Junjie, les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> département du renseignement de l'APL dans un souci de meilleure coordination opérationnelle, soit environ 130 000 agents, et conduit les opérations cyber d'espionnage et d'attaques, les actions psychologiques (dont la base 311) et le renseignement électronique. Ses stations de surveillance spatiales ont été renforcées en Namibie, au Pakistan et en Argentine, selon les Etats-Unis. Il serait la première étape vers la création d'une cyberforce centralisée sur le modèle du *Cyber command* américain mais de manière plus centralisée afin de limiter les redondances. Dans le *Livre blanc de la défense* chinois de 2015, le cyberspace est identifié comme un des quatre domaines de « sécurité critique » (avec la haute mer, l'espace et le nucléaire) de par la dépendance croissante de la Chine à l'économie de l'information et de la communication. La maîtrise de cette dernière, dite « **info-dominance** », est perçue comme cruciale afin de remporter une guerre moderne. Dans le prolongement de la doctrine *Integrated Network Electronic Warfare* (INEW), le nouveau concept de « confrontation informatisé » (*xinxi duikang*) doit renforcer la cyber-dissuasion considérée comme une réponse efficace et relativement peu coûteuse. Celle-ci doit non seulement permettre au pays de contrer une cyber-agression mais aussi de pouvoir riposter efficacement. En cas de conflit, les capacités cyber doivent aussi servir à mieux appréhender les intentions ennemies et désorganiser ses réseaux. Une importance particulière est donnée aux cyber-armes et aux missiles antisatellites, qui ne sont pas soumis à la doctrine du *no first use*, et font l'objet d'investissements continus. La Chine poursuit une politique agressive en matière de **cyberguerre**. La cyberstratégie chinoise consiste en une utilisation du cyberspace évitant une confrontation directe, tout en maintenant un moyen de pression et d'influence, ainsi qu'en un développement de sa cyberdéfense comme une des conditions d'accession à la puissance mondiale. Cette politique fait d'ailleurs régulièrement l'objet d'accusations de la part des États-Unis au sujet du piratage des réseaux ou à propos d'espionnage industriel, malgré les dénégations de Pékin. En mars 2019, il a par exemple été révélé que des *hackers* chinois, probablement du groupe *Advanced Persistent Threat-10*, auraient dérobé ces dernières années des rapports d'études secrets, dont un projet de SNLE,

après d'une vingtaine d'universités américaines (dont le MIT) et sud-coréennes (université Sahmyook).

Le département des forces spatiales s'appuie de son côté sur un budget national opaque mais estimé à 10 milliards de dollars, en forte hausse quoique cinq fois moins élevé que son équivalent américain. La Chine se classe désormais comme **une des trois puissances spatiales militaires de premier rang**, avec les USA et la Russie, la France et le Royaume-Uni étant respectivement des puissances de second et troisième rang. La doctrine spatiale chinoise repose sur trois axes principaux : un développement national, l'autonomisation militaire et, plus récemment, la compétition entre grandes puissances. Si le *Livre blanc* spatial chinois de 2016 ne fait pas référence à l'APL et fort peu à la sécurité nationale, il ne fait pas de doute qu'ils soient liés en particulier au niveau des télécommunications et du renseignement. Pékin annonce ne pas vouloir d'une « militarisation de l'espace » tout en le qualifiant dès 2015 de « domaine d'opérations militaires ». Ce même domaine serait bien en réalité à ses yeux un *game changer* face aux USA et à leurs alliés, **un des moyens de remporter une « guerre informatisée »**, notamment en frappant les capacités C4ISR de l'adversaire.

Selon la DIA américaine, Beijing dispose pour la cyberguerre de 30 satellites de communications à usage dual (un petit nombre strictement pour les communications militaires), quatre satellites-relais *Tianlan* et la gamme complète des satellites de renseignement (2<sup>e</sup> capacité mondiale), le tout appuyé par la géo-navigation *Beidou* qui atteint 28 satellites et une couverture mondiale en 2020 (le dernier *Beidou-3* a été lancé à cet effet en juin 2020). Par ailleurs, un progrès capacitaire spatial majeur a été réalisé avec le lancement du 1<sup>er</sup> drone spatial réutilisable en septembre 2020 par une *Longue Marche-2F* équivalent du *X-37B* américain. Le 29 janvier 2021, la Chine a aussi placé sur orbite basse un nouveau trio de satellites militaires *Yaogan 31*, probablement pour la surveillance des mouvements océaniques étrangers. Le développement concomitant de capacités antisatellites (destruction, brouillage et cyberattaque), aussi bien en orbite basse, moyenne ou géostationnaire, pourrait conduire selon certains experts à une nouvelle forme de « déni d'accès » spatial. Pékin pousse par ailleurs ses entreprises à acquérir des technologies occidentales dans le secteur clé du renseignement géospatial (GEOINT), en particulier *Changguang* ou *Chengdu GuoXing Aerospace Technology Co*, nommée *ADA Space* en Europe, qui serait déjà la première à embarquer une carte d'intelligence artificielle afin de traiter en orbite les images récupérées. La Chine a envoyé des messages technologiques mais aussi géopolitiques forts en devenant, en janvier 2019, le premier pays à réussir un alunissage officiel sur la face cachée de la Lune avec la mission *Chang'e-4* et, en juin 2019, le troisième à lancer une fusée depuis une plateforme mobile en mer Jaune. En accord avec ses *Livres blancs sur les activités spatiales* de 2016 et 2022, Pékin vise la construction d'une base lunaire d'ici 2030 (éventuellement en coopération avec la Russie suite au mémorandum du 9 mars 2021), une Station spatiale indépendante *Tiangong* (天宫, annoncée terminée fin 2022 mais d'un volume cinq fois inférieur à l'ISS) et l'accession au premier rang des puissances spatiales d'ici 2045. La réussite de la mission lunaire *Chang'e-5* revenue en décembre 2020 a suscité des

inquiétudes aux USA. De plus, la *China National Space Administration* a annoncé le 24 avril 2020 que sa 1<sup>ère</sup> mission sur Mars, dénommée *Tianwen-1*, se traduirait par l'envoi d'une sonde sur cette planète d'ici avril-juin 2021 (satellisation autour de la planète rouge déjà réussie en février 2021). Un **nouveau champ de rivalité avec Washington** s'ouvre ici aussi, cette dernière ayant réussi l'atterrissage de son 5<sup>e</sup> rover, la sonde *Perseverance*, sur Mars le 18 février 2021. Devant les progrès chinois en cours, il n'est ainsi sans doute pas fortuit que Washington ait annoncé en 2018 la création d'une 6<sup>e</sup> armée, la *Space Force*<sup>61</sup>, ou que l'Inde se soit réjouie fin mars 2019 d'être devenue la 4<sup>e</sup> nation mondiale (avec les USA, la Chine et la Russie) capable par un tir de missile d'abattre un satellite en orbite basse.

Quant à la force de Soutien logistique interarmées, elle a été créée en septembre 2016 au sein de la CMC alors que la force de Soutien stratégique est une composante autonome de l'armée chinoise. Son autorité auprès des services s'est renforcée en 2018 suite au relèvement de son statut organisationnel au niveau du théâtre d'opérations, comme l'est la force de Soutien stratégique depuis sa création. Cette Force est basée à Wuhan et compte cinq autres quartiers généraux de théâtre subordonnés répartis sur tout le territoire. Son enjeu crucial est, par la gestion intégrée, de favoriser la disponibilité et l'**interopérabilité** entre les armées en coordonnant plus efficacement leurs capacités dans les interventions conjointes. Le manque d'expérience du soutien logistique d'opérations lointaines et la corruption de la bureaucratie chinoise sont des freins à cette modernisation aux dires de nombreux experts internationaux.

## 5.4 Déploiements et opérations

Les **principaux déploiements militaires opérationnels chinois** officiels sont actuellement :

- Djibouti : entre 240 et 2 000 soldats permanents selon les évaluations, 3 escadrilles d'hélicoptères en renfort courant 2021 (cf. infra) ;
- Tadjikistan : 300 soldats estimés dans le corridor du Wakhan, à 10 km de la frontière afghane ;
- Golfe d'Aden : 1 flotte d'escorte afin de lutter contre la piraterie maritime ;
- Soudan du Sud : 1 054 soldats, sous mandat de l'ONU (UNMISS) ;
- Mali : 426 soldats, sous mandat de l'ONU (MINUSMA) ;
- Liban, mer Méditerranée : 419 soldats, sous mandat de l'ONU (UNIFIL) ;
- République Démocratique du Congo : 232 soldats, sous mandat de l'ONU (MONUSCO).

Cela n'inclut pas les opérations d'influences multiformes<sup>62</sup> réalisées par la Chine à travers le monde.

<sup>61</sup> L'*US Space Command* a d'ailleurs été réactivé le 18 décembre 2018 sur ordre présidentiel.

<sup>62</sup> CHARON, Paul ; JEANGENE VILMER, Jean-Baptiste. Les opérations d'influence chinoises, un moment machiavélien. *IRSEM*, octobre 2021. Disponible sur : <https://www.irsem.fr/rapport.html>

Le *Livre blanc de la défense* chinois de 2015 marque une rupture officielle dans la posture stratégique de la RPC avec une *Offshore Defense* consacrant **l'émergence d'un acteur global de sécurité** induisant à terme des déploiements militaires planétaires. Les opérations actuelles concernent aussi les évacuations de civils, l'humanitaire ou les escortes contre la piraterie dans le golfe d'Aden. Cependant, la tendance à l'utilisation de l'armée en tant qu'outil parmi d'autres de sa politique étrangère, notamment dans la diplomatie navale et la protection des intérêts outre-mer, se développe en Chine avec moins de retenue qu'auparavant. La marine s'affirme en particulier comme le fer de lance de ces nouvelles projections extérieures. Le corps d'infanterie de marine chinois (*PLAN Marine Corps*) doit ainsi significativement passer de 10 000 à 100 000 soldats, et dès 2020 à 7 brigades représentant environ 30 000 hommes (dont une partie déployée à Djibouti), 6 navires de débarquement Type-071 appuyés d'ici cinq ans par des porte-hélicoptères.

De plus, l'**article 71 de la loi anti-terroriste de décembre 2015** autorise, avec l'aval de la CMC (qui s'est dotée en 2016 d'un Bureau pour la planification des opérations à l'international), les missions hors des frontières de l'APL et de la PAP dont le contre-terrorisme, notion interprétée largement, devient une des missions importantes. Ce texte valide un état préexistant *de facto*, les forces spéciales de la PAP, les « léopards blancs », sécurisant déjà par exemple les ambassades chinoises à Bagdad ou Kaboul. De leur côté, les effectifs des **forces spéciales** de l'APL ont doublé depuis les années 2000 pour atteindre un total évalué à 30 000 soldats. Unités présentes dans les quatre armées chinoises, elles ne constituent pas jusqu'ici une force indépendante dotée d'un commandement séparé, à la différence de leurs homologues occidentales (COS en France depuis 1992). Si elles n'atteignent pas encore le niveau de ces dernières, notamment en termes d'aéromobilité à longue portée, elles progressent et se spécialisent (*Siberian Tiger* en survie dans tous les milieux ou un régiment acculturé au Xinjiang, par exemple) tout en contribuant à des missions de formations ou d'évacuations hors territoire national. La hausse des capacités expéditionnaires chinoises couplée au flou juridique de la loi de décembre 2015 autorisent potentiellement un large éventail de possibilités aux décideurs politiques chinois afin de « protéger les intérêts à l'étranger » (*haiwai liyi*). Entre autres, 850 000 Chinois travaillent dans 16 000 compagnies (dont 4 000 chinoises) le long de la BRI (cf. partie 6.1) et un million de ressortissants chinois sont présents en Afrique.

**C'est en premier lieu sur son territoire national que l'APL se déploie afin de s'exercer.** L'APL manque d'opérationnalité<sup>63</sup>, car la modernisation dans certains secteurs s'est faite trop rapidement et n'a pas été suivie par une formation similaire des hommes et des matériels. La mobilité et la réactivité de l'APL est d'abord évaluée dans des missions humanitaires telles que celles qui ont suivi l'approche d'un typhon sur Shanghai début juillet 2015, d'où plus d'un million de personnes ont dû être évacuées. Dans la perspective de la maîtrise de ses nouveaux équipements, Pékin met aussi régulièrement ses troupes en alerte sur l'ensemble du territoire afin de réaliser des exercices interarmées, particulièrement des opérations de soutien aérien aux

---

<sup>63</sup> Dans le domaine militaire, terme se référant à la disposition au combat d'une armée ou d'un équipement.

forces terrestres et navales. L'accent est mis sur la maîtrise du C4ISR sur un champ de bataille informatisé et le développement d'une défense intégrée et interopérable prenant en compte les nouvelles formes de commandement et de vulnérabilités inhérentes. Un effort particulier est porté sur les opérations de défense intégrée et aux opérations navales en haute mer et au soutien logistique à longue distance. Des manœuvres complexes de grande ampleur se succèdent chaque année visant à évaluer les performances des différentes forces selon les situations (force contre force, longue distance, mobilité, amphibie, combinée). L'armée de l'air mène par exemple des séries d'exercices, les *Four Key Brands*, visant à préparer de manière réaliste les futurs pilotes à des combats dans un environnement complexe afin qu'ils se rapprochent des niveaux technico-opérationnels occidentaux et russes. Les simulations et mises en situation de combat réel impliquent aussi les forces numériques et constituent une expérience opérationnelle cruciale dans la perspective d'un engagement militaire ultérieur. Le nouvel *Outline of Training and Evaluation* de 2018 insiste en particulier sur le renforcement des conditions d'entraînements conjoints en situation réelle contre un adversaire « fort ». En effet, cette capacité est une des caractéristiques distinctives des grandes puissances, et le manque d'expérience opérationnelle de l'APL, qui n'a plus combattu depuis 1979, est un handicap à surmonter. Pékin n'a que peu d'occasions d'évaluer la modernisation de son armée en situation réelle, c'est pourquoi chaque mouvement de l'APL est une indication de l'avancement de ses prédispositions au combat.

Même si la Chine s'oppose à la domination américaine dans le Pacifique, elle reste pragmatique et reconnaît la nécessité de nouer des partenariats dans d'autres domaines. Aussi, l'APL s'est illustrée dans des exercices maritimes mondiaux comme le *Rim of the Pacific Exercise* (RIMPAC<sup>64</sup>), auquel elle a participé pour la première fois en 2014, aux côtés de 23 pays dont les États-Unis qui supervisaient le déroulement des opérations. Elle a cependant été exclue par les Américains de cet exercice biennal en mai 2018 suite à ses actions en mer de Chine méridionale. La Chine a également conclu des partenariats militaires avec une soixantaine de pays et réalise des exercices conjoints récurrents avec le Pakistan (*Shaheen* ou *Aman*) et la Russie (*Vostok*, cf. Focus partie 6.4). **Ces déploiements sont rarement dénués de signification politique**, tel le premier exercice trilatéral Chine-Russie-Iran en mer d'Oman fin décembre 2019, renouvelé en février 2021, ou celui sino-russe en mer du Japon en octobre 2021, tous visant à afficher la solidité des relations entre ces pays face aux USA. Le *Livre blanc de la défense* de juillet 2019 précise aussi que Pékin dispose de 130 bureaux d'attachés ou de représentants militaires dans le monde, que 1 700 militaires chinois ont été envoyés étudier dans plus de 50 pays et, réciproquement, que 10 000 soldats issus de plus de 130 États en ont fait de même en Chine.

Mais c'est surtout **l'accroissement sensible de ses opérations extérieures** qui est le fait saillant de ces dernières années, de Djibouti aux mers de Chine en passant par la Méditerranée et la

---

<sup>64</sup> Exercice militaire naval le plus important au monde réunissant tous les deux ans, sous la houlette des États-Unis, plusieurs marines nationales au large d'Hawaï. Tenu pour la première fois en 1971, le RIMPAC permet de renforcer les partenariats entre les forces participantes et de tester de nouveaux équipements lors des simulations de combat.

Baltique (avec des exercices russo-chinois), ou le Soudan du Sud. Depuis au moins 2016, une implantation militaire chinoise se trouve en outre au Tadjikistan, dont Pékin détient plus de 40 % de la dette extérieure et représente 75 % des IDE, d'où elle surveille la BRI au Pakistan et en Asie centrale et prévient depuis cette dernière et l'Afghanistan toute contagion islamiste vers le Xinjiang. Un camp d'entraînement est aussi présent en Afghanistan officiellement depuis août 2018. Ces déploiements de diverses natures traduisent à la fois les progrès opérationnels accomplis par l'APL et les nouvelles rivalités stratégiques, la présence militaire mondiale étant aussi un outil d'influence diplomatique que les nouvelles Routes de la soie facilitent en multipliant de fait les points d'appuis (cf. partie 6.1). La contradiction est néanmoins parfois patente entre un État qui se fait le chantre de la non-ingérence pour se démarquer des puissances occidentales mais dont les nouvelles ambitions l'amènent à multiplier les opérations extérieures. Pékin alterne des manœuvres menaçantes pour ses voisins avec des actions plus « pacifiques ». Ces différentes positions selon les cas ne sont pas forcément antinomiques mais plutôt complémentaires aux yeux d'autorités chinoises alternant ou conjuguant *soft* et *hard power* au gré de leurs intérêts. Pékin associe ainsi des coopérations bi ou multilatérales (« *buy-in strategy* ») avec des opérations d'intimidation (« *grey zone* ») menaçant de recourir à la force afin d'en retirer le maximum de profit.

En particulier, l'affichage d'un « développement pacifique » avec une APL stabilisatrice est contredit par une attitude plus agressive génératrice de tensions en mer de Chine méridionale (« mer de Chine du Sud » pour la RPC) où se situent selon Pékin des intérêts « fondamentaux » face à une présence américaine jugée illégitime. La RPC revendique en effet depuis 2009 dans cette zone des limites territoriales et maritimes que les anglo-saxons qualifient de *Nine Dash Line* (ou « langue de bœuf »). Le tracé en reste variable, un dixième trait étant évoqué depuis l'été 2014. Selon les experts, cette même ligne couplée aux « droits historiques » chinois revient à revendiquer entre 80 et 90 % de la mer de Chine méridionale tout en ignorant sélectivement les ZEE des autres pays et le droit international actuel. Malgré les engagements de Xi Jinping envers Barack Obama en 2015, elle mène en réalité une « *low intensity coercion* », stratégie d'appropriation par le fait accompli suivant le schéma exploration-exploitation-militarisation, interprétant à son avantage la CNUDM<sup>65</sup> (qu'elle a ratifiée) en poldérisant les îles acquises avant d'en transformer certaines en « forteresses ». Ces dernières deviennent selon l'*United States Indo-Pacific Command* des bases logistiques opérationnelles duales permettant de réapprovisionner plus vite sa marine en carburant et munitions. Elles s'intègrent aussi dans une stratégie *anti-access/area-denial* (A2/AD) par saturation en mer de Chine méridionale menées dans les archipels des Spratleys (*Nansha* en chinois) et des Paracels (*Xisha*), en particulier au large de sa base de sous-marins près de Sanya dans l'île d'Hainan. Cet A2/AD vise selon certains analystes à établir par étapes une nouvelle zone d'identification de défense aérienne et maritime

---

<sup>65</sup> CNUDM : Convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée à Montego Bay en 1982 (ou UNCLOS, *United Nations Convention on the Law of the Sea*). La Chine interprète en sa faveur son article 88 afin d'exclure jusqu'à 350 miles de ses côtes les navires de guerre étrangers mais entre ce faisant en contradiction avec son article 58.

régionale, la transformant *de facto* en eaux territoriales exclusives. Elle consiste ici opérationnellement en des déploiements de missiles antinavires et sol-air avec des moyens de guerre électronique, appuyé par la marine chinoise. Ainsi, un bombardier H-6K a pu atterrir pour la première fois dans les *Woody Islands (Yongxing)* au sein des Paracels en mai 2018, cette île devant devenir selon le secrétaire du PCC de Sansha (province de Hainan) une « base nationale stratégique pour le service et la logistique ». Même en pleine crise du coronavirus, Pékin a d'ailleurs poursuivi des déploiements militaires dans cette zone depuis le printemps 2020, signe de l'importance qu'elle lui accorde. La Chine a en tout cas déjà modifié le rapport de forces local. Pékin fait le « pari » de réduire la liberté d'action des USA et de leurs alliés dans cette zone sans franchir le seuil du conflit ouvert, notamment en utilisant ses garde-côtes et ses milices maritimes organisés autour de Sansha<sup>66</sup>, les contraignant à une intervention militaire directe dont le coût serait trop lourd pour eux.

En effet, la modernisation rapide de sa marine et de son aviation permet justement à la Chine de renforcer sa présence et ses moyens de pression dans la zone, en particulier contre Taiwan, le Vietnam et les Philippines. **Les déploiements fréquents en mer de Chine sont pour Pékin une manière de revendiquer sa souveraineté.** Les patrouilles de garde-côtes en mer de Chine méridionale ou autour des îles japonaises *Senkaku/Diaoyu* en mer de Chine orientale (cf. partie 6) contribuent à alimenter un climat de défiance car ils contrôlent les navires circulant dans ce que la Chine considère être ses propres eaux. De nouvelles tensions potentielles peuvent aussi être favorisées par l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2021 d'une **nouvelle loi chinoise sur la sécurité maritime**. Celle-ci autorise désormais ses garde-côtes à employer « tous les moyens nécessaires », incluant les tirs sans sommation sur des navires étrangers, pour défendre les eaux « sous juridiction » de Pékin, terme volontairement ambigu. Les garde-côtes chinois ont ainsi mené en février 2021 une incursion dans l'archipel japonais des Senkaku (cf. partie 6.3). Néanmoins, l'APL ne s'est engagée jusqu'ici dans aucun véritable combat avec ses voisins car elle ne recherche pas pour le moment la confrontation militaire directe, d'autant qu'elle a pleinement conscience de la supériorité militaire américaine qui ne manquerait pas de s'exercer en cas d'agression directe envers ses alliés japonais, taiwanais et sud-coréen ou de blocage en mers de Chine. Les différends maritimes lui permettent aussi d'évaluer la réaction de ses adversaires et de s'y adapter.

De plus, l'inauguration officielle le 1<sup>er</sup> août 2017 de la **première base militaire permanente à l'étranger de la RPC à Djibouti**, une base de « soutien logistique » selon les autorités chinoises illustre l'évolution de la posture de défense de la Chine. Celle-ci est désormais aussi tournée vers les « déploiements longs » extérieurs que doivent par ailleurs soutenir des *hubs* « logistiques », à usage potentiellement dual « militaro-commercial », tel celui de Gwadar au Pakistan (il est aussi question d'un autre au Cambodge, bien que démenti par Pékin qui est son

---

<sup>66</sup> Sansha City in China's South China Sea Strategy: Building a System of Administrative Control. *U.S Naval War College/China Maritime Studies Institute*, janvier 2021.

1<sup>er</sup> partenaire commercial et fournisseur d'armements). Le *Livre blanc de la défense* de juillet 2019 évoque en tout cas la nécessité de « *développer des installations logistiques à l'étranger* » afin d'améliorer l'efficacité des déploiements extérieurs chinois. L'utilisation officielle du pluriel dans ce texte confirme pour nombre d'experts le développement à venir de nouvelles bases chinoises de « soutien logistique » dans le monde. L'exemple de la base djiboutienne est à cet égard éclairant. Elle est officiellement destinée à protéger ses ressortissants ainsi qu'à soutenir les opérations de lutte contre la piraterie maritime et de maintien de la paix en Afrique. Si ces raisons existent bien et servent à légitimer cette installation, il est malgré tout clair au vu des observations satellitaires<sup>67</sup> confirmées en mai 2020<sup>68</sup> qu'en comptant entre 240 et 2 000 soldats prépositionnés (jusqu'à 10 000 hommes potentiels d'ici 2026), elle donne à Pékin une nouvelle capacité d'intervention militaire sur place renforçant l'attrait de son alliance pour les pays de la région. D'autant plus que le port djiboutien en eau profonde de Doraleh permettra à terme d'accueillir ses porte-avions et sous-marins, ce que confirme l'extension du site constatée ces derniers mois (quais d'accostage, hélicoptère, terrain d'entraînement) ou le premier accueil fin mars 2022 d'un pétrolier ravitailleur hauturier de la marine chinoise. Cette initiative démontre aussi une volonté d'imprimer sa marque dans une région qui constitue une interface stratégique et commerciale essentielle entre Europe, Afrique et Asie. Au-delà de l'amélioration recherchée de l'expérience opérationnelle de ses forces, la RPC veut s'affirmer en tant que puissance militaire de premier rang aux côtés des États-Unis ou de la France, déjà présents sur place.

Enfin, l'APL intervient dans des **missions humanitaires, de maintien de la paix (OMP) ou anti-terroriste**, selon le concept issu de son *Livre blanc de la défense* de 2008 d'« opérations militaires autres que la guerre ». La RPC sera sur 2019-2021 la 2<sup>e</sup> nation mondiale contributrice à l'ONU en termes financiers, et la 11<sup>e</sup> pour la fourniture de soldats. En septembre 2020, Pékin a publié son premier *Livre blanc*<sup>69</sup> concernant ses déploiements dans le cadre des Nations Unies. Depuis 2008, l'APL-M lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et au large de la Somalie. Ce déploiement permanent vise aussi à renforcer l'expérience et les capacités opérationnelles de sa marine. Elle a depuis lors escorté 6 400 navires chinois ou étrangers. Elle a aussi par exemple évacué ses ressortissants en Libye en 2011 avec l'aide européenne (ce qui fût un affront pour Pékin) après le début de l'insurrection contre le régime Kadhafi ou au Yémen fin mars 2015 pendant la crise des Houthis. La Chine accroît ses envois de casques bleus pour participer à des opérations sous l'égide de l'ONU, principalement en Afrique où la Chine met en avant sa

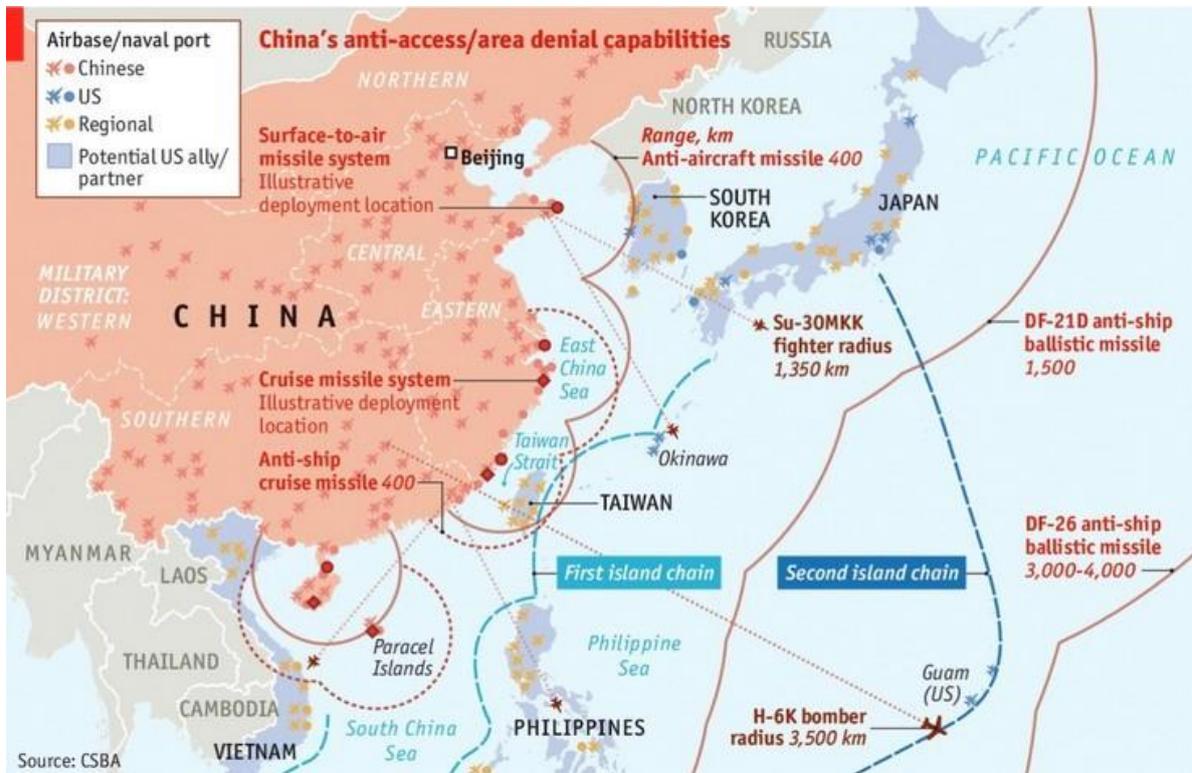
---

<sup>67</sup> Satellite imagery offers clues to China's intentions in Djibouti. *Defense News*, 8 novembre 2017. Disponible sur : <https://www.defensenews.com/global/mideast-africa/2017/11/08/satellite-imagery-offers-clues-to-chinas-intentions-in-djibouti/>

<sup>68</sup> Chinese Navy expanding base in Africa, satellite images confirm. *War is boring*, 11 mai 2020. Disponible sur : <https://warisboring.com/chinese-navy-expanding-base-in-africa-satellite-images-confirm/>

<sup>69</sup> China's Armed Forces: 30 Years of UN Peacekeeping Operations. *China's State Council Information Office*, 18 septembre 2020. Disponible sur : [http://www.xinhuanet.com/english/2020-09/18/c\\_139376725.htm#:~:text=Over%20the%20past%2030%20years,world%20peace%20and%20common%20development.](http://www.xinhuanet.com/english/2020-09/18/c_139376725.htm#:~:text=Over%20the%20past%2030%20years,world%20peace%20and%20common%20development.)

puissance « bienveillante » mais où ses 2 500 hommes sont surtout déployés là où les intérêts chinois l'exigent, au Soudan du Sud, au Mali et au Congo (RDC), entre autres.



7. Source : China's anti-access/area denial capabilities, CSBA, Department of Defense, 2018

## 6 | LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE CHINOISE

### 6.1 Un pays aux ambitions géopolitiques mondiales réaffirmées

À la différence de l'ancien dirigeant Deng Xiaoping qui recommandait un « profil bas » sans assumer de *leadership* international, la « **pensée diplomatique de Xi Jinping** » (*xíjìnpíng wàijiāo sīxiǎng*), « richesse spirituelle la plus précieuse de la diplomatie chinoise dans la nouvelle ère » selon Yang Jiechi<sup>70</sup>, s'oriente dorénavant vers l'affirmation offensive d'une Chine consciente de sa nouvelle force. Cette posture n'est d'ailleurs pas exempte d'une forme de « revanchisme » face à l'Occident. Si ce terme a été surtout popularisé à partir de 2020 lors de la crise Covid-19, la « **Wolf-warrior diplomacy** » (*zhànláng wàijiāo*) chinoise signale depuis déjà plusieurs années une posture diplomatique plus agressive bien qu'elle puisse parfois s'avérer contre-productive. Cette appellation est cependant à la fois revendiquée en Chine, comme la nécessaire défense « héroïque » des intérêts du pays, mais aussi considérée comme une nouvelle version de la rhétorique occidentale sur la « menace chinoise ». En tout cas, l'évolution sémantique traduit aussi la prise de responsabilité mondiale d'un pays ne cachant plus son ambition d'accéder au rang de superpuissance économique et militaire. D'autant plus après une année 2020 considérée à Pékin comme ayant accéléré sa montée en puissance globale malgré une dégradation de son image dans le monde. La « **Global Security initiative** » de Xi Jinping lors du *Boao Forum for Asia* le 21 avril 2022 s'inscrit dans cette volonté de rééquilibrer un ordre international « américain », avant de devenir en 2049 la 1<sup>ère</sup> puissance mondiale.

La Chine souhaite que son statut de grande puissance soit reconnu, ce qui flatte par ailleurs le nationalisme de sa population, comme on peut déjà le voir à l'ONU où elle a profité durant l'ère Trump du désengagement américain dans les organisations internationales pour pratiquer, selon l'expression de l'ex-SGDSN Louis Gautier<sup>71</sup>, un « **multilatéralisme selon ses vues** ». Celui-ci lui permet surtout d'obtenir des rapports de forces favorables, des postes clés<sup>72</sup> et des votes dans le sens de ses intérêts à l'instar de la fin d'un programme lié aux droits de l'Homme en avril 2018. Au-delà de ses discours officiels, comme encore celui de Xi Jinping en janvier 2021, qui vantent la multipolarité (*duoji*) et le multilatéralisme (*duobian*), Pékin vise à imposer ses vues, et à terme ses normes (la « *sagesse chinoise dans les normes internationales* »), au sein du « *système international* » (*guojixitong*) afin d'exercer une influence grandissante sur la « *gouvernance globale* » (*quanqiu zhili*). La RPC prétend désormais à une rivalité non seulement géostratégique mais aussi économique et idéologique, gouvernance autoritaire contre démocratie libérale, face à l'Occident. Elle tente en parallèle d'étendre son *soft power* à l'échelle

<sup>70</sup> Depuis juillet 2020, il existe aussi à Pékin un Centre de recherche sur la « pensée diplomatique de Xi Jinping ».

<sup>71</sup> GAUTIER, Louis. L'Empire du milieu au cœur du monde. *RDN*, juin 2018, p. 9-17.

<sup>72</sup> Par exemple, le diplomate Huang Xia a été nommé en mars 2019 envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des grands lacs, une première dans la haute hiérarchie onusienne.

planétaire mais, par ses démonstrations de force en mer de Chine, laisse entrevoir dans le même temps ce que Jean-Pierre Cabestan qualifie de « schizophrénie diplomatique »<sup>73</sup>.

### Not all partnerships are created equal

Hierarchy of China's diplomatic partnerships, in order of closeness



TYPE OF PARTNERSHIP	DESCRIPTION	COUNTRIES
<b>1. Strategic Partnership of Coordination 战略协作伙伴关系</b>		
Comprehensive Strategic Partnership of Coordination for a New Era (新时代全面战略协作伙伴关系)	China's highest level of foreign partnership; cooperation on all issues, including international affairs, military and technological development.	Russia
<b>2. Strategic Cooperative Partnership 战略合作伙伴关系</b>		
2.1 All-Weather Strategic Cooperative Partnership (全天候战略合作伙伴关系)	Wide-ranging coordination and cooperation – both political and economic – with strategically important countries. Pakistan tops the list, ranked as an “all-weather” partner.	Pakistan
2.2 Comprehensive Strategic Cooperative Partnership (全面战略合作伙伴关系)		11 countries, all in Southeast Asia and Africa
2.3 Strategic Cooperative Partnership (战略合作伙伴关系)		Six countries, mostly in South Asia (including India)
<b>3. Strategic Partnership 战略伙伴关系</b>		
3.1 All-round Strategic Partnership (全方位战略伙伴关系)	Strategic partners are countries China considers strategically important for political, economic or geopolitical reasons. They warrant a higher level of engagement from Beijing, though relations are not without friction.	Germany
3.2 Permanent Comprehensive Strategic Partnership (永久全面战略伙伴关系)		Kazakhstan
3.3 Comprehensive Strategic Partnership (全面战略伙伴关系)		40 countries, including eight EU member states and the UK
3.4 Friendly Strategic Partnership (友好战略伙伴关系)		Austria
3.5 Strategic Partnership (战略伙伴关系)		16 countries, including Canada and the Czech Republic
3.6 Innovative Strategic Partnership (创新战略伙伴关系)		Switzerland
<b>4. Cooperative Partnership 合作伙伴关系</b>		
4.1 All-round Cooperative Partnership (全方位合作伙伴关系)	Cooperative partnerships focus mainly on economic cooperation. Even if relations are friendly, cooperation is limited to specific issue areas.	Singapore
4.2 Comprehensive Friendly Cooperative Partnership (全面友好合作伙伴关系)		Romania, Maldives
4.3 Comprehensive Cooperative Partnership (全面合作伙伴关系)		Six countries, including South Korea and the Netherlands
4.4 Friendly Cooperative Partnership (友好合作伙伴关系)		Japan
4.5 New-Type Cooperative Partnership (新型合作伙伴关系)		Finland
<b>5. Partnership 伙伴关系</b>		
Innovative Comprehensive Partnership (创新全面伙伴关系)	Other partnerships tend to signify that, though relations may not be close, there is a wish to improve them.	Israel

Note: as China's only treaty ally, North Korea is not included in this partnership framework.

Sources: Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, MERICS

© MERICS

8. Source : MERICS , 24 août 2021

<sup>73</sup> CABESTAN, Jean-Pierre. La Chine en 2013. Dans *Mondes émergents : Asie 2014-2015*. Paris : La Documentation française, 2014, p. 27.

Un des principaux axes de cette politique étrangère chinoise de retour assumé à la puissance est son projet lancé par Xi Jinping en 2013 (*Belt and Road Initiative*, BRI, ex-OBOR, le changement de nom symbolisant l'élargissement des espaces concernés), en cours de « connectivité globale » au travers des nouvelles Routes de la soie, et pérennisé par son inscription dans la Constitution du PCC en 2017. Ce réseau mondial maritime et terrestre voire numérique est constitué d'infrastructures interconnectées parfois à usage dual militaro-commercial (dont Djibouti, Gwadar, Hambatota). Il vise à stabiliser son voisinage et à mieux relier la Chine au pétrole du Moyen-Orient, à l'Afrique et à l'UE son premier partenaire commercial avec 700 milliards de dollars d'échanges. Tout en favorisant l'internationalisation du Yuan, la BRI doit aussi contribuer à relancer une croissance essoufflée en facilitant l'écoulement des surcapacités financières et industrielles chinoises. Il s'agit en fait de la mise en cohérence par une vision d'ensemble et des moyens démultipliés de projets souvent préexistants. Le Livre blanc chinois sur l'Arctique de 2018, qui présente le pays comme un « *near-Arctic state* », et le 14e plan quinquennal 2021-2025 prévoient même de créer une Route de la soie polaire articulée à la BRI. Pékin aurait déjà investi plus de 25 milliards de dollars dans ses nouvelles Routes de la soie pour la construction ou l'acquisition d'infrastructures stratégiques facilitant à la fois ses flux commerciaux et les déploiements militaires afin de sécuriser ses voies d'approvisionnements vitales pour sa stabilité intérieure. Cette route, surveillée par le Guoanbu mais aussi par des sociétés militaires privées (SMP, dont *China Security and Protection Group*) chinoises, doit à terme concerner plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements ciblés concernant officiellement « 130 pays et organisations internationales » représentant 62 % du PIB mondial. L'importance de la BRI pour maintenir la croissance économique et développer l'influence globale chinoise est renforcée aux yeux de Pékin par le conflit commercial avec Washington (cf. partie 6.2).

Or, la BRI illustre l'ambivalence de la politique étrangère chinoise et a en fait une **dimension géopolitique prépondérante**, étant un des volets interdépendants de la projection « hybride<sup>74</sup> » de puissance chinoise visant la remise en cause de l'équilibre des puissances mondiales au bénéfice de la Chine. Ces nouvelles Routes de la soie sont en effet aussi un vecteur d'influence pour la RPC qui conditionne ses investissements à la « bonne volonté » des États concernés, souvent des pays émergents. Cette arme économique vise à infléchir la nouvelle gouvernance de la planète<sup>75</sup> vers une « **sino-mondialisation** » dont Pékin aurait la maîtrise. Il s'agit pour elle d'effacer les « humiliations » occidentales subies depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et de reprendre la première place mondiale en 2049 pour le centenaire de la création de la RPC. Washington perçoit d'ailleurs bien ce projet ainsi en ne participant pas, comme le Japon, à la BRI ou à l'AIIB (cf. Focus partie 2) et l'USCC a par exemple recommandé en novembre 2018 au service de renseignement américain une étude d'impact. La *Brookings Institution* a aussi analysé en avril 2019 l'intérêt chinois pour le port israélien d'Haïfa, lieu de ravitaillement prioritaire de l'*US Navy* en mer Méditerranée<sup>76</sup>, dont la gestion du port a été confiée à une société d'Etat chinoise (inauguration le 1<sup>er</sup> septembre 2021) malgré les pressions américaines (dernièrement lors de la rencontre entre le directeur de la CIA et le 1<sup>er</sup> ministre israélien à Washington en août 2021).

<sup>74</sup> The Indo-Pacific, a passage to Europe? *EU Institute for Security Studies*, mars 2018. Disponible sur : <http://urlz.fr/7Cfx>

<sup>75</sup> China's Belt & Road and the World: Competing Forms of Globalization. *IFRI*, 24 avril 2019.

<sup>76</sup> China's Belt and Road: The new geopolitics of global infrastructure development. *Brookings*, avril 2019.

Pékin cherche désormais à acquérir le port de Rijeka en Croatie. Selon le directeur académique et de la recherche de l'institut FMES Pierre Razoux, ce n'est pas un hasard si le renforcement militaire anglo-américain au port omanais de Duqm se situe à mi-chemin entre Djibouti et Gwadar.

Le nombre de pays participant au second forum de la BRI en Chine les 25-27 avril 2019 est ainsi un indicateur important pour Pékin car reflétant l'étendue de son influence. La présence d'une trentaine de chefs d'État, sorte de « cautions » de la viabilité du projet, est importante mais au même niveau que lors du précédent forum en 2017. Des progressions significatives sont toutefois à relever avec l'Asie centrale, l'Asie du Sud-est (9 des 10 dirigeants membres de l'ASEAN) et l'Afrique (passée de 2 à 5 dirigeants présents). Par contre, des absences de chefs d'États soulignent les réticences grandissantes en Asie du Sud (Inde, Sri Lanka), Asie de l'Est (Corée du Sud) ainsi qu'en UE (la France a envoyé M. Le Drian, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne) ou en Amérique du Sud (Brésil, Argentine) et au Moyen-Orient où seuls les Émirats ont envoyé une délégation de haut-niveau. La plupart de ces pays sont intéressés par les investissements chinois mais s'interrogent sur leurs conséquences. Le pouvoir d'attraction de la BRI est malgré tout incontestable. L'Italie a rejoint le projet en mars 2019, premier pays du G7 à le faire, et s'est attirée les foudres de Washington et de Bruxelles dénonçant un nouveau « cheval de Troie » chinois, ainsi que l'Argentine en février 2022.

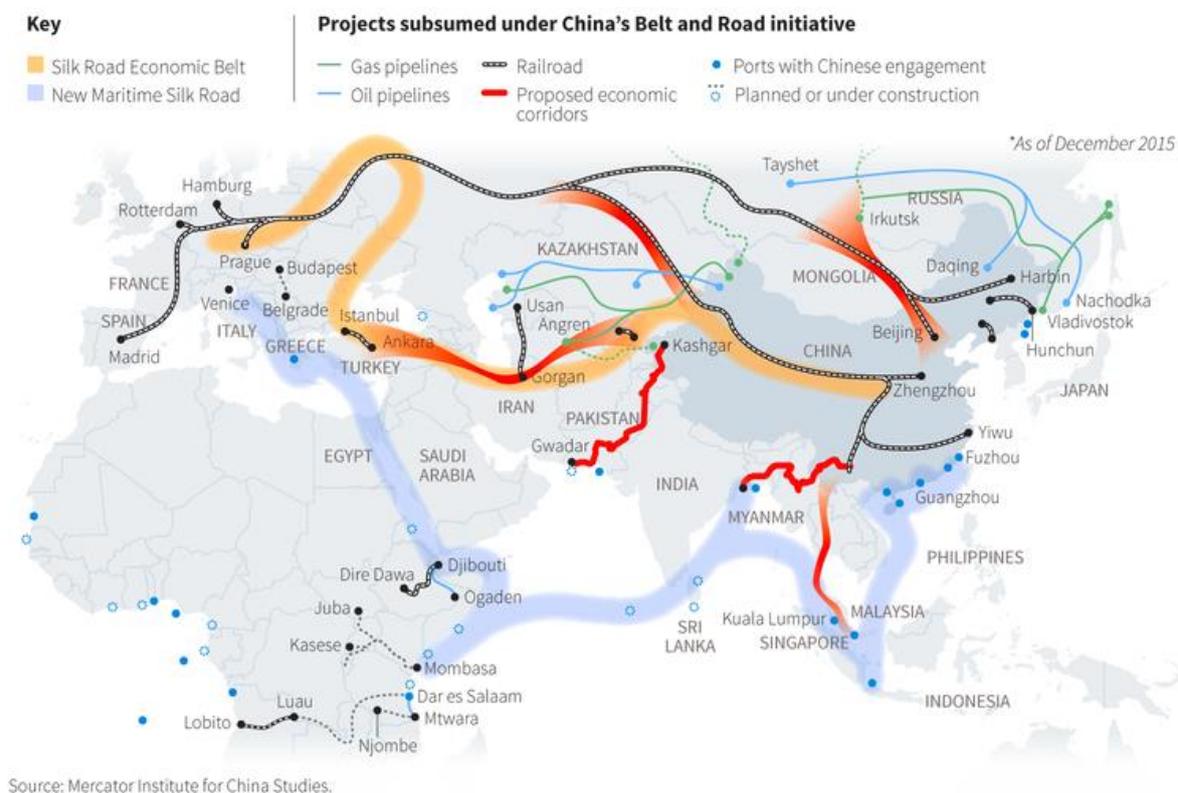
Le principal reproche fait aux Routes de la soie chinoises est effectivement qu'elles peuvent entraîner certains pays participants dans un cercle vicieux de surendettement et consécutivement d'une « vassalisation » de fait par la Chine. Se rajoute à cela la création en avril 2019 d'une Agence de l'aide directe, dirigée par Wang Xiatao (n° 2 de la Commission de la réforme et du développement), sur le même modèle que l'*USAID* américaine, qui illustre la volonté de Pékin de rationaliser sa stratégie d'aide au service de son projet géopolitique global. Ainsi, le troisième *Livre blanc chinois sur l'aide au développement*<sup>77</sup> de janvier 2021, dont la Chine est le premier pays émergent donateur, stipule que cette aide est aussi orientée afin de soutenir deux projets phares de la « pensée diplomatique de Xi Jinping », soit la BRI et la *global community of shared future* sous influence chinoise. Cette **diplomatie asymétrique du « piège de la dette »**<sup>78</sup> fournit en effet des leviers d'influence non-négligeables à la RPC. Le *China-Pakistan Economic Corridor* (CPEC) au Pakistan, la prise de contrôle du port en eau profonde d'Hambotota au Sri Lanka fin 2017 pour 99 ans, en échange de l'effacement d'un milliard de dollars de dettes (qui n'a pas empêché la « faillite » de ce pays en mai 2022), ainsi que les fortes pressions exercées sur le Kirghizistan fin 2020 en sont des exemples. **Le surendettement a un coût géopolitique avec la Chine.** Cette politique trouve cependant ses limites, comme en atteste en 2018 la dénonciation de contrats par le nouveau premier ministre malaisien Mahathir qui évoque un « néo-colonialisme » déguisé et veut rééquilibrer ses relations en faveur des USA et de l'Inde.

<sup>77</sup> China's International Development Cooperation in the New Era. *China's State Council*, 10 janvier 2021.

<sup>78</sup> Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective. *CGD*, mars 2018.

D'autres États évoluent aussi vers une politique d'équilibre (Thaïlande, Philippines, Birmanie). Nombre de pays sont en fait méfiants de la « *China Incorporated* », c'est-à-dire d'entreprises théoriquement privées mais auxquelles l'État chinois dicte des objectifs politico-économiques dans les pays où elles s'implantent. Le précédent vice-président américain, Mike Pence, a critiqué sciemment en octobre 2018 lors du sommet de l'*Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC) des « Routes de la soie à sens unique ».

Sans pour autant renoncer à ses objectifs, Pékin cherche à désamorcer ces réactions dommageables pour son image internationale et fait déjà évoluer son *modus operandi* comme l'a affirmé Xi Jinping le 26 avril 2019 lors du 2<sup>nd</sup> forum de la BRI. Et ce d'autant plus si son ralentissement économique actuel se confirme et devant des investissements se révélant trop souvent décevants financièrement. Un nouvel accord plus avantageux pour la Malaisie a ainsi été signé le 11 avril 2019. Le 10 mars 2020, l'ambassadeur chinois au Pakistan a indiqué que son pays ne s'opposait pas à des financements tiers du CPEC, allant dans le sens d'un rééquilibrage voulu par le nouveau dirigeant d'Islamabad, Imran Khan. Globalement, Pékin cherche à résoudre le « **dilemme de l'émergence** » (*jueqi kunjing*), théorisé par Yan Xuetong de l'Institut des relations internationales de l'université Tsinghua, en préservant sa cohésion interne et en conservant autant que faire se peut des relations correctes avec la plupart des États voisins asiatiques, tout en évitant une confrontation directe avec les USA.



9. Source : Mapping the Belt and Road initiative, *Mercator Institute for China Studies*, 2018.

## 6.2 Rivalité stratégique et interdépendance économique avec les USA

**L'ascension politique et économique de la Chine dans le monde ne peut en effet qu'inquiéter les États-Unis**, au point que certains experts évoquent désormais une véritable « obsession » américaine devant l'émergence *de facto* d'une nouvelle bipolarité mondiale. Le temps paraît lointain où le PIB chinois pesait en 1979 vingt fois moins que celui des Américains, contre plus de la moitié aujourd'hui<sup>79</sup>. La volonté chinoise de devenir la 1<sup>ère</sup> puissance économique mondiale en 2030 inquiète Washington, même si le PIB/habitant américain resterait alors bien supérieur. L'*US National Defense Strategy 2018* identifie la Chine comme le danger stratégique le plus menaçant à l'horizon 2025-2030, le *paceing threat*, bien plus que la Russie (compétiteur surtout militaire) ou l'UE économiquement forte mais assez « impuissante »

<sup>79</sup> Selon les prévisions actuelles, la Chine pourrait devenir la première puissance économique mondiale en termes de PIB nominal (calculé avec les taux de change officiels) vers 2030, les États-Unis perdant alors une place qu'ils occupent depuis 1872.

géostratégiquement. Traduisant **l'acuité de la menace chinoise envers leur prééminence mondiale perçue par les élites américaines**, les États-Unis cherchent désormais à contrer frontalement l'ascension protéiforme chinoise en utilisant les leviers interdépendants politique, militaire et économique.

L'élection du démocrate Joe Biden en novembre 2020 ne change rien à cet état de fait, si ce n'est sur la forme, tant la rivalité entre les deux États est désormais structurelle et fait l'objet d'un consensus transpartisan aux États-Unis. D'ailleurs, le nouveau président américain a précisé dès novembre 2020 que **la Chine est « le principal concurrent »** de son pays (la Russie étant « la plus grande menace actuelle ») et, lors de son discours à la conférence virtuelle de Munich sur la sécurité en février 2021, qu'il fallait se préparer à une intense « *concurrence stratégique à long terme* » avec Pékin<sup>80</sup>, dans la continuité du rapport<sup>81</sup> de mai 2020 de l'administration Trump. Son secrétaire d'État Anthony Blinken a confirmé en mars 2021 que les relations sino-américaines étaient « le plus grand test géopolitique » de ce siècle (il avait aussi évoqué en janvier 2021 un « génocide » au Xinjiang). Les premiers entretiens Biden-Xi Jinping du 11 février 2021 ou entre les duos Blinken-Sullivan<sup>82</sup>/Wang Yi-Yang Jiechi (cf. partie 4.1) en Alaska les 18-19 mars 2021 ont surtout servi aux deux camps à acter leurs désaccords et à mieux se jauger. Lors de ce dernier, la Chine a affiché pour la première fois sa « *Wolf-warrior diplomacy* » lors d'un sommet de ce niveau. La stratégie de Washington devrait toutefois évoluer vers un recours accru au multilatéralisme et à la concertation avec ses alliés, comme c'est déjà le cas avec le Japon et la Corée du Sud où s'est rendu A. Blinken en mars 2021. Ce dernier a sciemment déclaré lors de ce voyage que les États-Unis riposteraient à toute « coercition et agression » chinoise. En Chine, l'ambivalence (souvent volontaire) prévaut à ce sujet. Lors de son discours au forum virtuel de Davos en janvier 2021, Xi Jinping a encore mis en garde contre une « nouvelle Guerre froide » sino-américaine. D'un autre côté, une conception plus « guerrière » des rapports entre ces deux États apparaît dans le guide du Comité du Parti du ministère des Affaires étrangères publié en août 2020. L'« esprit combattant » prôné par le *leader* chinois depuis 2019 se traduit ici par la description d'**une Chine menant une « guerre diplomatique, juridique et d'opinion publique pour contrer les actes hégémoniques des États-Unis** dans les domaines de l'économie, du commerce, de la science et de la technologie ».

Le conflit commercial déclenché en 2018 par l'ex-président Trump pour rééquilibrer les échanges (peu efficace, encore déficitaires de plus de 300 milliards de dollars tant en 2020 que 2021), les sanctions iraniennes concernant aussi la Chine à partir du 2 mai 2019, les critiques sur la situation à Hong Kong ainsi qu' au Xinjiang (considérées par Pékin comme des

---

<sup>80</sup> Cf. aussi les « Orientations stratégiques provisoires en matière de sécurité nationale » du 3 mars 2021.

<sup>81</sup> White House. *United States Strategic Approach to the People's Republic of China*. White House, 19 mai 2020. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2020/05/U.S.-Strategic-Approach-to-The-Peoples-Republic-of-China-Report-5.24v1.pdf>

<sup>82</sup> Jake Sullivan est le conseiller pour la Sécurité nationale de l'administration Biden depuis janvier 2021.

« ingérences ») ou envers la responsabilité chinoise dans la pandémie mondiale de Covid-19 sont les derniers volets en date d'une même **stratégie de containment**.

A partir de 2011, le « pivot asiatique » du président américain Obama, que son ancien vice-président Joe Biden veut relancer en l'adaptant, visait à réaffirmer la place centrale des États-Unis en Asie-Pacifique et a de ce fait **heurté de front l'ambition chinoise de domination de la zone**. Mathieu Duchâtel, du SIPRI, décrit alors déjà « un grave problème de méfiance stratégique mutuelle qui accentue leur dilemme de sécurité »<sup>83</sup>. Cette situation a rapidement conduit à un durcissement des rapports bilatéraux<sup>84</sup>. Lorsque Pékin annonce unilatéralement en novembre 2013 l'instauration d'une ADIZ<sup>85</sup> en mer de Chine orientale, des bombardiers B-52 la survolent aussitôt. En plus de l'*Air-Sea Battle*<sup>86</sup>, les États-Unis critiquent les récentes constructions chinoises d'îlots artificiels (cf. partie 5.4) en mer de Chine méridionale, irritant ainsi Pékin qui cherche à stopper la surveillance américaine de sa façade maritime. De ce fait, les États-Unis ont symboliquement décliné l'invitation au 70<sup>e</sup> anniversaire de l'APL-M fin avril 2019 à Qingdao, en considérant qu'il s'agissait avant tout d'une démonstration de force chinoise, et deux destroyers américains ont alors traversé le détroit de Taiwan.

La politique étrangère chinoise d'« affirmation réactive » amplifie un mouvement amorcé depuis 2010. Sa diplomatie chercherait ainsi à établir un nouveau rapport de force sino-américain en Asie en montrant qu'elle souhaite être traitée d'égal à égal, avant de prendre l'avantage à terme, selon le concept de *New Type of Great Power Relation* (NTGPR). En guise de réponse, le volet militaire du « pivot » américain vers l'Asie a été officialisé en janvier 2012 et confirmé par la *Quadrennial Defense Review* de 2014. Il consiste par exemple à redéployer 60 % de l'*US Navy* dans la région en 2020. Cette logique n'a pas été remise en cause par le président Trump entre 2017 et 2021, au-delà des discours sur l'« *America First* », avec l'**Indo-Pacific Strategy** de décembre 2017 (inscrite dans l'*US National Defense Strategy 2018*, NSS). Ce document décrit la région comme un « théâtre prioritaire » dans la compétition avec la Chine, ce qui a été confirmé tant par l'*Indo-Pacific strategy report* de juin 2019 que par la loi ARIA (*Asia Reassurance Initiative Act*) du 31 décembre 2018 fixant le cadre de l'action publique américaine dans la région sur les plans sécuritaire, économique et des valeurs démocratiques. Lors du *Shangri-La Dialogue* de Singapour en mai-juin 2019, le chef du Pentagone a précisé qu'il disposait pour ce faire du déploiement sur zone de 370 000 soldats, 2 000 avions et 200 navires ou sous-marins. La *Global Posture Review* transitoire (et classifiée) de la fin 2021 et la

---

<sup>83</sup> DUCHATEL, Mathieu. La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping. *Hérodote*, n° 150, 3<sup>e</sup> trimestre 2013, p. 182.

<sup>84</sup> Ce, malgré la volonté de tenir des réunions d'apaisement entre les présidents Obama et Jinping, comme en juin 2013, et pour la 1<sup>ère</sup> visite d'État du dirigeant chinois aux USA fin septembre 2015. Ces deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU n'ont pas non plus de désaccord fondamental sur les questions de non-prolifération nucléaire et de contre-terrorisme.

<sup>85</sup> *Air Defense Identification Zone*, induisant un déni d'accès et une interdiction de zone (*Anti-Access/Area Denial*, A2/AD).

<sup>86</sup> Concept aéronaval développé en 2010-2011 visant sur le plan tactique à contrer un A2/AD, sur le plan stratégique à renforcer la dissuasion militaire américaine en Asie-Pacifique et à surveiller les avancées chinoises en mers de Chine.

**nouvelle *Indo-Pacific Strategy***<sup>87</sup> américaine publiée en février 2022 confirme le caractère prioritaire de la « menace » chinoise en Asie et encourage à renforcer/moderniser les installations militaires régionales, notamment à Guam, en Corée du Sud et en Australie.

L'adoption doctrinale par Washington du terme « Indo-Pacifique », concept décrivant un *continuum* sécuritaire entre les océans Indien et Pacifique énoncé par l'ex-premier ministre japonais Shinzo Abe dès 2007, est d'ailleurs significative de la volonté américaine de mieux contrer la Chine en Asie en soulignant aussi le rôle essentiel attendu de l'Inde où s'est rendu le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, fin mars 2021. La rhétorique américaine d'un Indo-Pacifique « libre et ouvert » menacé par l'expansion chinoise n'est ainsi pas fortuite.

Comme dans les domaines politique et économique, **la stratégie militaire du président Biden s'avère pour l'heure aussi offensive que celle de son prédécesseur**, utilisant l'*US Navy* comme un outil de dissuasion stratégique contre la Chine et renforçant les coopérations avec ses alliés régionaux, en particulier avec le Japon (base de la *7th US Fleet* et 54 000 soldats présents), la Corée du Sud (28 500 hommes) et Taiwan. Le dirigeant américain a ainsi symboliquement réuni pour la première fois au niveau des chefs d'Etats le *Quadrilateral Security Dialogue* (**QUAD**<sup>88</sup>) lors d'un sommet virtuel le 12 mars 2021 (en présentiel à Washington en septembre 2021 et à Tokyo en mai 2022). La création le 15 septembre 2021 du nouveau partenariat de sécurité renforcé **AUKUS** (*Australia-United Kingdom-United States*) dans les domaines de l'IA, du cyber et en particulier des sous-marins s'inscrit dans cette politique américaine. Si nombre d'Etats de l'ASEAN restent attentistes voire parfois inquiets devant l'AUKUS (dont la Malaisie et l'Indonésie), il est à noter que les alliés traditionnels des USA (Japon, Corée du Sud, Philippines), mais aussi l'Inde ou le Viet Nam bien qu'avec plus de prudence, s'y sont montrés favorables. Ces pays perçoivent en effet l'AUKUS comme un signal confirmant l'engagement américain et le renforcement de sa dissuasion dans la région face à la Chine. Pékin voit d'un mauvais œil l'éventuelle formation contre elle d'une sorte d'« OTAN asiatique » (*Yazhou ban Beiyue*) menée par Washington et a critiqué une initiative qui, selon elle, « déstabilise la paix » et accroît la course aux armements régionale. En application de leur stratégie de *Free and open Indo-Pacific*, les États-Unis ont aussi intensifié leurs *Freedom of navigation operations* (FONOP) afin de préserver la liberté de navigation dans les mers de Chine et démontrer celle de leurs mouvements militaires en ignorant à dessein les prétentions chinoises. Pékin ne manque toutefois pas de souligner le paradoxe selon lequel Washington lui demande de respecter une CNUDM qu'elle n'a elle-même pas signée. Des tensions et/ou des incidents récurrents ont lieu, comme en février 2021 avec le passage de deux *US Carrier Strike Groups* en mer de Chine méridionale, au risque d'une escalade imprévue. Les deux pays estiment ainsi jouer leur

---

<sup>87</sup> White House. *Indo-Pacific Strategy*, février 2022. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>

<sup>88</sup> Le QUAD, « mort-né » en 2007 puis relancé en novembre 2017 du fait de l'activisme chinois en mers de Chine, voire dans l'océan Indien, inclut les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie.

crédibilité stratégique et se testent mutuellement, cyberattaques <sup>89</sup> comprises, **la Chine cherchant à affaiblir la garantie de sécurité et de ce fait l'influence américaine dans la région.** Dans ce contexte, le Pentagone a présenté en mars 2021 devant le Congrès américain la *Pacific Deterrence Initiative*, afin de réassurer ses alliés et de dissuader la Chine, prévoyant d'ici 2027 plus de 27,3 milliards de dollars de dépenses militaires pour renforcer la présence et les capacités militaires américaines dans la région Indo-Pacifique.

La compétition entre les deux premières puissances mondiales pour les *leaderships* économique et technologique, pièces essentielles d'une domination globale, n'en est qu'accentuée et amène la Chine à intensifier ses efforts de R&D afin de réduire voire de supprimer sa dépendance aux technologies étrangères, notamment américaines. Significativement, le 14<sup>e</sup> plan quinquennal chinois (2021-2025) prévoit 7 % de croissance annuelle de la R&D. Le renforcement du *Committee on Foreign Investment in the United States* (CFIUS) a en effet déjà provoqué un effondrement des investissements directs chinois aux États-Unis, passés de 46 milliards de dollars en 2016 à 2 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2019. Les fournisseurs américains de technologies, en particulier concernant l'intelligence artificielle, doivent aussi désormais demander une autorisation avant toute livraison à une centaine d'entreprises chinoises identifiées sur une *entity list* (dont depuis janvier 2021 *Chinese National Offshore Oil Corporation* et *Skyrizon*). La loi du 14 janvier 2021, entrée en vigueur en mars 2021, autorise ainsi en supplément l'*US Department of Commerce* à bloquer les importations de technologies provenant d'« adversaires étrangers » (Chine, Russie, Iran, Corée du Nord et Cuba) pouvant menacer la sécurité nationale américaine. Le président Biden cherche aussi depuis février 2021 à mieux sécuriser les chaînes d'approvisionnements de produits stratégiques entre les États-Unis et ses alliés, dont le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et Taiwan (ces deux derniers produisent près de 50 % des semi-conducteurs mondiaux), en excluant la Chine. L'annonce en 2021 par l'administration Biden du « plus vaste investissement » scientifique et technologique depuis des décennies, soit 250 milliards de dollars, n'est ainsi pas fortuit et vise à maintenir la prééminence technologique américaine. **Le rattrapage technologique est en effet voulu par Pékin comme un outil de renforcement de sa puissance** ainsi que de contestation de la suprématie américaine, ce qui est bien perçu comme tel par Washington qui cherche à le freiner.

En particulier, en plus des câbles sous-marins d'Hengtong Group, l'affaire Huawei confirme aux yeux de Washington le *continuum* chinois entre expansion économique et renseignement extérieur. Dans ce dernier cas, il s'agit de freiner les investissements et de restreindre l'accès chinois dans le domaine des hautes technologies afin de ralentir la progression de ses capacités d'innovation pour maintenir la supériorité américaine en ce domaine. L'inscription de Huawei sur la liste des entreprises étrangères sous embargo par le département de la Justice fait qu'elle n'a effectivement plus accès aux technologies américaines depuis le 15 septembre 2020. Cette

---

<sup>89</sup> Les *hackers* et le renseignement militaire chinois, en particulier l'unité 61398, sont soupçonnés d'avoir ainsi récupéré les plans du *Joint Strike Fighter* en 2009 et d'avoir visé une agence fédérale américaine en décembre 2014, entre autres. La Chine est aussi soupçonnée d'avoir menée la cyberattaque contre Microsoft dévoilée début mars 2021. Les États-Unis seraient de leur côté le premier pays d'origine des cyberattaques en Chine.

entreprise était devenue le premier fournisseur mondial des infrastructures Internet et est *leader* dans la future télécommunication de niveau 5G qui est aussi un enjeu géopolitique. Washington considère que l'installation de la 5G par Huawei implique un risque d'espionnage par les *backdoors* de leurs équipements. Cela à cause en particulier de **l'article 7 de la loi chinoise sur le renseignement national de juin 2017** qui stipule que toutes les sociétés et les individus chinois doivent coopérer avec les services de renseignements afin de protéger la « sécurité nationale », terme à la signification large et évolutive. Il est vrai que Huawei a été créée par un ancien officier supérieur de l'APL et actuel membre du PCC, Ren Zhengfei toujours en poste, qu'elle est largement subventionnée par l'État chinois et que sa gouvernance réelle est encore opaque. Washington a en tout cas interdit à ses administrations d'acheter du matériel Huawei ou ZTE.

Ces actions liées ne sont pas dénuées de calculs. Les USA alertent leurs alliés de l'OTAN, comme lors du sommet de Madrid fin juin 2022 qui a validé le nouveau concept stratégique décrivant la Chine comme « portant atteinte à la sécurité de l'Alliance », des *Five Eyes* et d'Asie afin **d'obtenir une « coalition des inquiétudes<sup>90</sup> » contre la Chine** tout en écartant un concurrent technologique de premier ordre. Ce qui est déjà le cas en Australie, au Japon, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, mais pas dans l'UE qui a tout de même annoncé en janvier 2020 l'application de « règles strictes » (mais non contraignantes) dans ce dossier, comme la France en février 2020. Dans la déclaration finale du sommet de l'OTAN à Londres<sup>91</sup> en décembre 2019, comme à celui de Bruxelles en juin 2021 et le même mois au sommet du G7 au Royaume-Uni, les alliés ont ainsi présenté la Chine à la fois comme une opportunité mais aussi un « défi » en matière sécuritaire, ce qui a été peu apprécié par les autorités chinoises. Plus largement, au travers du conflit commercial global, il s'agit d'obtenir de Pékin le respect effectif et vérifiable des règles de l'OMC (réciprocité, propriété intellectuelle, transferts de technologies forcés, limitation des subventions étatiques du *Made in China 2025*), ce qui pourrait frapper de plein fouet le modèle de développement chinois et déstabiliser ce pays. Cela et la *China Initiative* du Département de la justice américain lancée en novembre 2018 contre l'espionnage industriel, avec les nouvelles sanctions envers Huawei, illustrent la montée des tensions entre les deux géants devenant une rivalité stratégique ouverte.

De plus, les USA considèrent que la BRI concurrence le volet économique du rééquilibrage stratégique américain vers l'Asie. En janvier 2017, la sortie du *Trans Pacific Partnership* voulue par le président Trump au bénéfice d'accords bilatéraux, comme avec Séoul, a pourtant affaibli la position américaine en donnant l'impression d'un désengagement régional que l'administration Biden s'efforce désormais de corriger avec son initiative *Indo-Pacific Economic Framework* du 23 mai 2022. L'internationalisation progressive du Yuan, dont les

---

<sup>90</sup> La relation dont dépend le monde. *Conflicts*, janvier-mars 2018, p. 42.

<sup>91</sup> London Declaration issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in London 3-4 December 2019. Disponible sur :

[https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_171584.htm?selectedLocale=en](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_171584.htm?selectedLocale=en)

Américains dénoncent la sous-évaluation volontaire, amorce en complément un défi pour le « roi dollar » en Asie.

Sur le plan idéologique, la rivalité est de l'ordre de ce que l'historien Philipp Bobbitt qualifie de « confrontation constitutionnelle », soit le fait que la réussite d'un modèle concurrent très différent remet en cause la validité de son propre système de fonctionnement. La Chine a ainsi critiqué à dessein la démocratie américaine suite aux manifestations violentes pro-Trump au Capitole de Washington le 6 janvier 2021. Une guerre directe<sup>92</sup> entre les deux puissances nucléaires paraît néanmoins improbable tant les dégâts potentiels seraient dévastateurs. Il ne peut toutefois être exclu que le « **piège de Thucydide**<sup>93</sup> » se referme un jour sur les deux pays si un nouvel équilibre mondial n'est pas négocié et/ou accepté entre eux, quitte à ce que ce soit le *Grand Bargain* de Charles Glaser<sup>94</sup>. Fait rare chez les officiels chinois, le général Xu Qiliang, n° 2 de la CMC (cf. partie 5.2), a ainsi évoqué publiquement en mars 2021 ce « piège de Thucydide » pour justifier l'accélération du renforcement des capacités militaires de l'APL. Aucun des deux États n'a renoncé à utiliser son *hard power* mais la compétition se situe surtout sur les fronts économique, politique et idéologique. Selon Barthélémy Courmont, inversant l'expression de Clausewitz, il s'agit pour l'instant de la « continuation de la guerre par d'autres moyens<sup>95</sup> ». En Chine, le *soft power* alimente la stratégie diplomatique officielle depuis 2007, que ce soit par l'utilisation ciblée d'investissements financiers, d'actions humanitaires ou l'implantation à l'échelle mondiale de centaines d'instituts culturels Confucius, équivalents des Alliances françaises. Les *mask* et *vaccine diplomacy*<sup>96</sup> menées par la Chine depuis la crise de la covid-19 en 2020, notamment auprès de l'UE et de l'Afrique, en sont les dernières manifestations. L'expert Emmanuel Lincot préfère ainsi évoquer un *sharp power* chinois. En tout cas, les résultats sont jusqu'ici limités, Pékin étant classée 27<sup>e</sup> sur 30 en 2019 dans l'indice *Soft Power 30* de l'*USC Center on Public Diplomacy* (pour comparaison, la France est classée 1<sup>re</sup>, les USA 5<sup>e</sup> et le Japon 8<sup>e</sup> mondial).

**Les deux pays sont toutefois aussi interdépendants que concurrents**, ce qui complexifie leurs relations. L'importance des relations économiques entre les deux États rivaux les rend incontournables l'un pour l'autre et un éventuel « découplage » n'en est encore qu'à ses balbutiements. Les États-Unis sont le 2<sup>e</sup> client de la Chine et cette dernière son 1<sup>er</sup> fournisseur ainsi que le 1<sup>er</sup> détenteur mondial de la dette américaine, soit autour de 1 000 milliards de dollars. Les moyens de pressions potentiels en découlant sont en réalité à double tranchant car *in fine*

---

<sup>92</sup> Les deux pays se sont déjà affrontés militairement lors de la guerre de Corée en 1950-1953 et, plus indirectement, lors de la guerre du Vietnam en 1964-1975, des conseillers militaires chinois appuyant le Viêt-Minh.

<sup>93</sup> Expression de Graham Allison faisant référence à la Guerre du Péloponnèse (431-404 av. J.-C) décrite par Thucydide. Elle s'applique plus généralement aux conflits militaires qui ont souvent fini par éclater tout au long de l'Histoire entre une puissance dominante devant faire face à l'émergence d'un nouveau rival ébranlant sa position.

<sup>94</sup> GLASER, Charles. A U.S-China Grand Bargain? *International Security*, vol. 39, n°4, printemps 2015, p. 49-90.

<sup>95</sup> COURMONT, Barthélémy. Pékin-Washington : partenaires ou adversaires ? *Diplomatie*, Les grands dossiers, n° 20, avril-mai 2014, p. 48-49.

<sup>96</sup> WONG, Brian. China's mask diplomacy. *The Diplomat*, 25 mars 2020.

aucun des deux rivaux n'aurait réellement intérêt à l'effondrement de l'autre. Consciente de cela, la Chine cherche cependant depuis quelques années à diversifier ses placements financiers extérieurs, ce que les menaces de rétorsions en cas de transactions avec l'Iran, dont la Chine est le 1<sup>er</sup> importateur de pétrole, et le conflit commercial déclenchée par le président Trump en mars 2018 n'ont fait qu'accroître. Le 10 mai 2019, les USA ont en guise de pression annoncé imposer 25 % de droits de douanes sur 200 milliards de dollars supplémentaires d'importations chinoises, Pékin évoquant en retour des représailles. Selon l'experte Valérie Niquet, la Chine a en fait besoin de conserver son accès à un marché américain primordial pour elle et n'a pas intérêt à ce que le conflit dégénère. La viabilité de la « trêve » commerciale annoncée le 15 janvier 2020 sera déterminée par le respect par la Chine de ses engagements : augmenter de 200 milliards de dollars d'ici 2022 ses importations de biens et services américains, réviser sa législation sur la propriété intellectuelle et ne plus manipuler la parité du Yuan. Une commission américaine vérifiera trimestriellement l'avancée des actions chinoises en ce sens et les résultats réellement obtenus. Par contre, l'attitude de l'administration américaine participe aussi paradoxalement à conduire la Chine (comme la Russie) à se « dédollariser » autant que faire se peut, affaiblissant du même coup le pilier financier de la puissance américaine. Cet accord « de phase 1 » ne règle toutefois pas la situation des autres fronts sensibles sur lesquels les autorités chinoises disent ne pas vouloir « capituler » (subventions, politique industrielle ou rôle des entreprises d'État chinoises, entre autres) lors de prochaines négociations entre Liu He et le secrétaire du Trésor des États-Unis.

Il est aussi à noter que, grâce au pétrole de schiste, les USA sont devenus le 1<sup>er</sup> producteur mondial de pétrole et, pour la première fois depuis 70 ans, seront un exportateur net en 2021 alors que la Chine est importateur net depuis 1993. Selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié en 2019, les États-Unis fourniront 70 % de la croissance mondiale des capacités de production de pétrole d'ici 2025. Sachant que la Chine et l'Inde représenteront 44 % de la hausse de la demande mondiale d'ici-là, les moyens de pression américains potentiels envers leur dépendance énergétique apparaissent conséquents, d'autant plus si les embargos envers le Venezuela et l'Iran se prolongent.

Enfin, la compétition se situe également dans les institutions régionales (principalement l'APEC et l'*Association of Southeast Asian Nations*), comme au sommet ASEAN de Bangkok en novembre 2019, au sein desquelles les deux pays se livrent une lutte d'influence feutrée mais bien réelle. Dans tous ces domaines, les Américains conservent pour l'heure une avance certaine sur la Chine mais se considèrent menacés. Des inquiétudes se font aussi jour concernant les conséquences éventuelles liées à **l'émergence d'une première puissance mondiale non-démocratique**. Cependant, rien ne garantit que la Chine surclassera les États-Unis en entrant dans un monde « post-américain »<sup>97</sup>. Pékin estime que le temps joue en sa faveur, or l'Oncle Sam a prouvé à de maintes reprises sa capacité de résilience. Comme l'a déclaré Barack Obama

---

<sup>97</sup> L'expression « *post-american world* » est du spécialiste américain en relations internationales Fareed Zakaria.

dès juillet 2009, il est ainsi fort plausible que « *les relations entre les États-Unis et la Chine façonneront le XXI<sup>e</sup> siècle* ».

### 6.3 Une priorité chinoise : la région Asie-Pacifique

De par l'importance des enjeux économiques, énergétiques et sécuritaires qu'elle induit, cette région est pour la Chine une priorité confirmée dans son *Livre blanc sur la défense nationale* de juillet 2019. La stratégie régionale chinoise reste ambiguë et opportuniste, associant **séduction et intimidation** en se montrant disposée à alterner selon les cas les « trois guerres » (*sanzhong zhanfa*) : légale, psychologique et de l'opinion publique. Xi Jinping prône en effet un « monde harmonieux » (*hexie shijie*) mais celui-ci doit coïncider avec une prédominance chinoise. Cette vision s'appuie sur le concept chinois de « communauté de destin », à nouveau cité dans le même *Livre blanc* de juillet 2019, mettant en exergue des intérêts asiatiques communs face aux États-Unis. L'« ascension pacifique » de la RPC consisterait en réalité à créer un rapport de forces stable qui lui soit favorable en Asie et lui permette ainsi de s'imposer sans le recours à la guerre. Cette tactique se complète d'une politique de coopération économique servant de monnaie d'échange pour les pays acceptant au moins tacitement les prétentions de Pékin, à l'instar des négociations en cours avec l'ASEAN en vue d'un « Code de conduite » en mer de Chine méridionale d'ici 2021. L'accord de libre-échange *Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)* signé par Pékin en novembre 2020 et entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022, le plus important au monde (30 % de la population et de l'économie mondiale), en est un exemple emblématique en attirant quatorze autres États asiatiques, dont le Japon et la Corée du Sud, mais pas l'Inde qui a refusé. Nombre d'experts ont décrit cet accord comme étant également une victoire géopolitique chinoise. L'influence économique de Pékin est censée servir de levier à son influence politique, les deux réunies renforçant notamment la dépendance d'États « parias » isolés (Corée du Nord, Pakistan ou Birmanie), palliant pour Pékin un manque d'alliés régionaux<sup>98</sup>. Si la Chine présente officiellement sa posture stratégique, issue d'une mentalité obsidionale, comme surtout défensive, elle est souvent **perçue en Asie comme agressive**, méthodique et visant à atteindre ses objectifs par étapes/pressions successives (tactique dite des « tranches de salami » ou *salami slicing*) afin d'ébranler une architecture de sécurité qu'elle perçoit comme un « ordre américain ». Il est vrai que le *Livre blanc sur la défense nationale* de juillet 2019 réaffirme en durcissant le ton que les îles de la mer de Chine méridionale sont une part « *inaliénable du territoire chinois* », politique du fait accompli qui exacerbe les tensions régionales. Néanmoins, si la plupart des pays asiatiques soutiennent un « *Free and Open Indo-Pacific* », aucun d'entre eux ne souhaitent cependant une confrontation directe avec Pékin.

---

<sup>98</sup> La Corée du Nord est le seul pays au monde officiellement lié par un traité d'alliance avec la Chine, depuis 1961.

Malgré d'indéniables succès tel l'accord de sécurité avec les îles Salomon officialisé le 19 avril 2022, cette stratégie peut parfois se révéler contre-productive car favorisant surtout les acquisitions d'armements et les rapprochements diplomatiques face à elle, au bénéfice des USA. Certains pays tels le **Viêt-Nam** dans les Spratleys ou l'**Indonésie** (dont Pékin est pourtant le 1<sup>er</sup> partenaire commercial et le 1<sup>er</sup> investisseur) dans les îles Natuna, ne se laissent en effet pas intimider et ne sont pas en reste pour occuper militairement et exploiter des parties de cette région disputée. Il est à noter que, suite à la visite « martiale » du président Joko Widodo en janvier 2020 réaffirmant la souveraineté de Jakarta sur les îles Natuna, les navires paramilitaires et civils chinois ont quitté la zone. Cette réaction chinoise a souvent été interprétée comme une volonté d'apaisement afin de ne pas hypothéquer une coopération prometteuse pour des gains locaux finalement médiocres. De plus, l'Indonésie a multiplié les achats d'armements ces dernières années, dont 42 Rafale et 36 F-15 annoncés en février 2022. Les **Philippines** ont de leur côté saisi la Cour permanente d'arbitrage de La Haye qui a désavoué publiquement en juillet 2016 les prétentions chinoises en mer de Chine méridionale, sans effets notoires sur Pékin cependant. En juillet 2021, le nouveau secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères a d'ailleurs confirmé que les articles IV et V du traité de défense mutuelle signé en 1951 s'appliquait aussi à cette zone en cas d'agression armée, c'est à dire chinoise. Néanmoins le président Duterte, prédécesseur de F. Marcos Jr élu en mai 2022, s'était rapproché de Pékin depuis fin 2016 car, comme la plupart des voisins de la Chine, il se trouve dans une position ambivalente **face à un pays « menaçant » sur le plan stratégique mais devenu économiquement incontournable**. Cependant, face à la progression chinoise en mer de Chine méridionale, le dirigeant philippin a réclamé en septembre 2020 devant l'Assemblée générale de l'ONU le respect de l'arbitrage de 2016. De plus, le *Visiting Forces Agreement* avec l'armée américaine n'a finalement pas été suspendue, le président Duterte annonçant même le 12 février 2021 une renégociation à ce sujet. En mars 2021, le déploiement de 220 navires des milices maritimes paramilitaires chinoises dans l'archipel des Spratleys (Nansha pour Pékin qui en revendique la possession) a accru la tension avec Manille qui a renforcé sur place ses patrouilles maritimes.

Le cas de l'**Australie** illustre bien ce dilemme régional. Malgré ses propres craintes envers les progrès de l'influence chinoise dans les îles océaniques et les réticences de son proche allié américain, Canberra a confirmé en juin 2015 sa participation à l'AIIIB chinoise (cf. Focus partie 2). L'Australie accueille néanmoins, entre autres, une présence militaire américaine qui se renforce autour de Darwin et a exclu en août 2018 Huawei et ZTE de son marché 5G, entraînant des mesures de rétorsions contre-productives de la part du 1<sup>er</sup> partenaire commercial qu'est pour elle la Chine. Les services de renseignement de Canberra attribuent par ailleurs au ministère chinois de la Sécurité d'État (*Guoanbu*) les cyberattaques contre le parlement et les trois principaux partis politiques australiens avant les élections générales de mai 2019. En avril 2020, Canberra a soutenu le déploiement naval de Washington dans les îles Paracels, ainsi que sa demande d'une enquête internationale concernant la propagation de l'épidémie Covid-19 depuis son apparition à Wuhan fin 2019. Pékin a alors rejeté celle-ci et frappé l'Australie de représailles

commerciales. Canberra a aussi significativement accepté de participer à l'exercice militaire « Malabar » en novembre 2020, puis fin août 2021 au large de Guam, avec le Japon, l'Inde et les USA, position interprétée en Chine comme une matérialisation opérationnelle du QUAD. C'est en effet la première fois depuis 2007 que les marines de ces quatre Etats mènent ensemble un tel exercice, envoyant par là un signal à la Chine. La participation de Canberra au nouveau partenariat de sécurité avec les USA et le Royaume-Uni (AUKUS, cf. *supra*) officialisée le 15 septembre 2021, entraînant la rupture du contrat *Shortfin Barracuda* avec la France au bénéfice des deux partenaires anglo-saxons, confirme cette tendance. Tout cela « empoisonne les relations bilatérales » selon la diplomatie chinoise, et confirme l'**actuelle dégradation des relations sino-australiennes** que le nouveau gouvernement Albanese élu fin mai 2022 ne va pas fondamentalement infléchir malgré un discours plus apaisant.

Dans la relation avec le **Japon**, les deux pays instrumentalisent périodiquement un passé historique exacerbant leurs différends actuels<sup>99</sup>. Les rapports restent marqués par la guerre sino-japonaise de 1937 à 1945 dont Pékin, au-delà du réel traumatisme alors subi, se sert aujourd'hui afin de limiter la réémergence stratégique japonaise. Pour la première fois depuis 125 ans, la Chine se considère en position de force militaire (même navale en termes de tonnage et de puissance de feu<sup>100</sup>) et économique face à un Japon qui peine à accepter cette situation, voire la considère comme une menace. Le projet *Asia-Africa Growth Corridor* lancé en mai 2017 avec l'Inde est par exemple une tentative de contrebalancer la BRI chinoise, sans grand succès à ce jour. Malgré le rapprochement économique (la Chine est le 1<sup>er</sup> fournisseur et le 2<sup>e</sup> client du Japon, ce dernier le 1<sup>er</sup> investisseur étranger en Chine) et un commun accord sur le maintien du *statu quo* en Corée du Nord, les motifs de discorde ne manquent pas. Le contentieux territorial sur les îles Senkaku (*Diaoyu* pour les Chinois), réclamée officiellement par Pékin depuis 1971, en est un des principaux. 90 % du commerce et 60 % des importations énergétiques japonaises transitant par les mers de Chine, Tokyo ne peut admettre des revendications chinoises qui menaceraient ses lignes vitales de communication et d'approvisionnement. Les incidents se sont multipliés depuis 2010, provoquant de 2012 à novembre 2014 l'arrêt des rencontres bilatérales de haut niveau et des mesures de rétorsions chinoises limitant les exportations de terres rares vers Tokyo. En septembre 2018, le ministre japonais de la Défense d'alors a mis en garde la Chine devant l'accroissement sensible de ses incursions aériennes et navales en mer de Chine orientale, qui s'est pourtant confirmé en 2019 (hausse de 10 % selon le ministère de la Défense japonais) et 2020. Elles ont lieu en particulier dans les détroits stratégiques de Miyako, voisin des îles Senkaku et de la base américaine d'Okinawa, et de Tsushima entre Corée et Japon. Face à ce « danger » chinois, la **volonté consécutive de renforcement des capacités de défense de l'archipel** appuyée sur des hausses régulières de son budget de défense (47,5 milliards de dollars prévus sur l'exercice 2021/2022 après un nouveau rajout en novembre 2021) est

<sup>99</sup> Certains Premiers ministres conservateurs japonais, dont l'actuel (Shinzo Abe), ont par exemple pris l'habitude de visiter le sanctuaire Yasukuni à Tokyo, qui honore entre autres des criminels de guerre japonais, provoquant l'ire des États voisins.

<sup>100</sup> YOSHIHARA, Toshi. *Dragon Against the Sun: Chinese Views of Japanese Seapower*. CSBA, mai 2020.

symbolisée par la réinterprétation en cours de l'article 9 de la Constitution pacifiste japonaise<sup>101</sup> et au retour officiel à une capacité aéronavale en décembre 2018<sup>102</sup> avec la prochaine conversion en porte-aéronefs de l'*Izumo* et du *Kaga* équipés de chasseurs américains F35-B (comme lors d'essais conjoints en octobre 2021). Ce qui pourrait contribuer à contrecarrer les déploiements de l'APL-M en mer de Chine orientale. Le Japon renforce aussi son dispositif militaire (C4ISR, défenses antiaérienne, antinavire et antimissile) dans l'archipel des Ryukyu le reliant à Taiwan, gênant de la sorte l'accès chinois au Pacifique occidental. Le *Livre blanc* chinois sur la défense nationale de juillet 2019 dénonce encore Tokyo comme le principal allié de Washington en Asie. L'alliance nippo-américaine a en effet été confirmée en 2015 et lors de l'entretien Biden-Suga (premier ministre depuis septembre 2020 mais remplacé dès octobre 2021 par Kishida Fumio) du 28 janvier 2021 au cours duquel Washington a rappelé à dessein que Tokyo bénéficiait du parapluie nucléaire américain et que leur Traité de sécurité mutuelle incluait les îles Senkaku. En mars 2021, le ministre de la Défense japonais, Nobuo Kishi, a confirmé à son homologue américain que le Japon pourrait soutenir les USA en cas d'agression militaire chinoise contre Taiwan. De plus, l'attitude de Pékin en mer de Chine est critiquée dans les derniers *Livres blancs de la défense* japonais, dont celui de juillet 2021 dans lequel sont dénoncées les actions coercitives chinoises « sans relâche ». En janvier 2021, le Japon a réitéré son opposition aux revendications chinoises en mer de Chine méridionale en les qualifiant de « sans fondement » et, en janvier 2022, a signé un pacte de défense avec l'Australie. Cependant, pour la première fois depuis dix ans, le président chinois a été présent au Japon en juin 2019 à l'occasion du G20 à Osaka, où il a eu un entretien bilatéral avec le précédent premier ministre Shinzo Abe, et Tokyo cherche jusqu'ici à préserver une relation équilibrée avec Pékin. Ainsi, les avis des experts divergent sur l'évolution des rapports sino-japonais. Certains les voient évoluer lentement vers une coopération plus poussée au détriment des États-Unis, l'installation en juin 2017 d'une *hotline* permanente afin d'éviter les dérapages lors d'incidents maritimes en étant peut-être un fragile début. D'autres évoquent le maintien pour longtemps encore d'une cohabitation froide, bien que fructueuse sur le plan économique. Le ralentissement économique chinois et les tensions avec les États-Unis ou à Hong-Kong peuvent amener actuellement Pékin à vouloir stabiliser ses relations avec Tokyo, et d'autres pays de la région, afin de conserver des marges de manœuvre face à Washington. En tout état de cause, malgré des tentatives périodiques de réchauffement diplomatique, la méfiance réciproque continue cependant à prédominer en toile de fond des relations entre les deux pays.

L'**Inde** perçoit elle aussi la Chine comme expansionniste, mais se trouve dans une dynamique de puissance toute autre. Le pays est en effet en pleine croissance (6 à 7 % en 2018 et 2019), même si la crise Covid-19 l'a durement touchée en 2020, et voit ses capacités économiques et

---

<sup>101</sup> L'article 9 stipule que le Japon « renonce à jamais à la guerre [...] ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux ». La population japonaise y est encore majoritairement favorable.

<sup>102</sup> National Defense Program Guidelines for FY 2019 and Beyond. *Japan Ministry of Defense*, 18 décembre 2018, p. 21.

militaires se consolider graduellement. Dotée en complément d'une population en voie de rattraper celle de la Chine, New Delhi perçoit cette dernière plutôt comme une rivale dans la course à l'accession au rang de grande puissance régionale, puis mondiale. D'aucuns s'interrogent ainsi sur les réactions potentielles d'une Chine se voyant dépasser démographiquement et, peut-être, économiquement par l'Inde dans les prochaines décennies. À l'heure actuelle, Pékin est à la fois dans la logique de contenir l'ascension indienne en l'entourant d'un réseau d'États-clients alliés (Pakistan, Bangladesh, rivalités et crises périodiques au Sri Lanka et aux Maldives) mais aussi de l'attirer vers elle économiquement afin de l'éloigner des USA. Les déclarations de bonnes intentions comme à Wuhan en avril 2018 ne doivent pas masquer le fait que l'Inde accélère le développement de ses capacités militaires, en particulier navales afin de combler en partie l'écart avec la Chine. L'Inde est désormais le 1<sup>er</sup> importateur mondial d'armements devant l'Arabie saoudite en 2017-2021, sa rivalité teintée d'inquiétude face au dragon chinois n'étant pas étrangère à cela. Avec ce dernier, Delhi livre une véritable « **course aux bases**<sup>103</sup> » militaires à travers l'océan Indien (construction indienne en cours en 2022 sur l'île d'Agaléga gérée par le gouvernement mauricien, à 1 000 km au sud de l'Inde). Malgré des moyens inégaux, le PIB et le budget de défense chinois étant respectivement 5 et 4 fois supérieur, l'Inde tente de contrer l'installation dans « son » océan Indien, par lequel transite 90 % de ses échanges en volume, d'un « **collier de perles**<sup>104</sup> » risquant de limiter son autonomie stratégique et d'éclipser sa propre influence régionale. Delhi perçoit ainsi les nouvelles Routes de la soie chinoises comme un « cauchemar stratégique » menaçant de l'encercler commercialement et militairement et refuse les investissements chinois dans ses ports.

Malgré des liens tant économiques que politiques plus étroits depuis les années 2000, la question du fort déficit commercial indien (63 milliards de dollars), la volonté de New Delhi de limiter les investissements chinois dans les secteurs stratégiques et des litiges frontaliers persistants au Cachemire<sup>105</sup> ou dans l'Arunachal Pradesh (Tibet du sud pour les Chinois) assombrissent aussi régulièrement les relations bilatérales. Lors de leurs rencontres en 2015, 2018 et octobre 2019, malgré des avancées sur le contre-terrorisme, le premier ministre indien Narendra Modi et Xi Jinping ont dû constater que le sujet frontalier restait un problème non-résolu. Suite à l'attentat du 14 février 2019 au Cachemire indien perpétré par le groupe islamiste *Jaish-e-Mohammed* (JeM) et les accrochages militaires indo-pakistanaïens consécutifs, les relations sino-indiennes se sont tendues. Delhi reproche à Pékin son refus des sanctions internationales contre le dirigeant du JeM, Masood Azhar<sup>106</sup>, et d'avoir obtenu que le texte adopté à l'ONU ne mentionne pas son

---

<sup>103</sup> The Indian Ocean Base Race Continues Apace. *Offiziere.ch*, 21 juin 2018. Disponible sur : <https://offiziere.ch/?p=33839>

<sup>104</sup> L'expression « *string of pearls* » provient du cabinet de conseil Booz Allen Hamilton et n'est pas reconnue par la Chine. Elle a en fait été utilisée pour la 1<sup>ère</sup> fois en 2005 dans un rapport du département d'État américain intitulé « *Energy Futures in Asia* ».

<sup>105</sup> À ce sujet, une guerre perdue par l'Inde en 1962 et de nouvelles crises diplomatiques en 2013, 2017 (plateau du Doklam) et dans la région du Ladakh en mai 2020 ont éclaté entre les deux pays. Un accord de retrait militaire partiel et réciproque de cette dernière a été conclu en février 2021.

<sup>106</sup> La France a décidé pour sa part le 15 mars 2019 de geler les avoirs de Masood Azhar.

allié pakistanais. Cependant, la Chine a finalement levé son opposition aux sanctions contre Masood Azhar le 1<sup>er</sup> mai 2019 afin de détendre la situation et de signifier par-là au Pakistan son impatience devant les complaisances de ses services secrets militaires (ISI) envers le JeM. À ce jour, **l'Inde veut démontrer sa fermeté mais sans provoquer Pékin**. Elle ne s'engage pas officiellement dans un « front » anti-chinois mené par les États-Unis, à qui elle refuse une alliance militaire *stricto sensu*, consciente que la résurgence du QUAD pour un « *Free and open Indo-Pacific* » conforte déjà la vision obsidionale chinoise. Constatant l'asymétrie des rapports actuels et la proximité stratégique et économique accrue Chine-Pakistan-Afghanistan sur son flanc ouest, l'Inde achète des armements russes, français et israéliens afin de se renforcer tout en diversifiant ses fournisseurs afin de ne pas dépendre à l'avenir exclusivement des USA dont elle est devenue un « *major defense partner* »<sup>107</sup>. Cette coopération stratégique avec ces derniers et le Japon est perçue en retour par Pékin comme une tentative d'encerclement et de **containment** géostratégique.

Dans la **péninsule coréenne**, la Chine assume en revanche un rôle de médiateur cherchant à concilier ses intérêts stratégiques, en garantissant la survie du remuant allié nucléarisé nord-coréen qu'elle considère comme un État-tampon stratégique, tout en visant à attirer vers elle un partenaire économique sud-coréen important bien qu'allié militairement à Washington. En effet, la présence en Corée du Sud de 28 500 soldats américains en vertu du *Mutual Defense Treaty* de 1953 et le déploiement du bouclier antimissiles *Terminal High Altitude Area Defense* (THAAD) irritent la Chine qui considère ce dernier comme une atteinte à l'équilibre stratégique régional car pouvant affaiblir sa dissuasion nucléaire. La sortie officielle du traité FNI<sup>108</sup> par les USA le 2 août 2019 est aussi vue à Pékin, dont près de 80 % de l'arsenal conventionnel et nucléaire se situent dans les limites de ce traité auquel elle n'est pas soumise, comme un moyen américain pour maintenir leur supériorité militaire régionale en accélérant la modernisation et le déploiement de leurs capacités balistiques de portée intermédiaire face aux vecteurs chinois DF-21 (DF-ZF avec planeur hypersonique). La Chine est intéressée par un accord de dénucléarisation de la péninsule, car incluant selon elle le départ des forces américaines, mais redoute une Corée réunifiée et alliée aux USA à sa frontière. Sa relation avec Pyongyang est néanmoins complexe, le chercheur Antoine Bondaz évoquant des « **otages mutuels**<sup>109</sup> ».

En effet, si la Corée du Nord est sous « perfusion » chinoise, qui lui fournit 90 % de l'énergie et 80 % des biens de consommation (la crise Covid-19 a aggravé la situation économique nord-coréenne en fermant la frontière), elle n'en mène pas moins périodiquement une politique agressive (nouveaux tests de missiles en mars et septembre 2021, puis balistique en mars 2022)

---

<sup>107</sup> En janvier 2015, les deux pays ont présenté une *US-India Joint Strategic Vision for the Asia-Pacific and Indian Ocean Region* et ont paraphé les accords militaires *Logistics Exchange Memorandum of Agreement* (LEMOA) en 2016, *Communications Compatibility and Security Agreement* (COMCASA) en septembre 2018 et *Basic Exchange Cooperation Agreement* (BECA), permettant l'échange de renseignements satellitaires, le 27 octobre 2020.

<sup>108</sup> Traité sur les Forces Nucléaires à portée Intermédiaire (FNI) ou *Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty* (INF), signé en 1987 et proscrivant les missiles de croisière ou balistiques américains et russes lancés depuis le sol et ayant une portée comprise entre 500 et 5 500 km.

<sup>109</sup> BONDAZ, Antoine. « Chine-Corée du Nord : des otages mutuels ». *Diplomatie*, n° 71, novembre-décembre 2014.

qui contrecarre les intérêts de la RPC en ressoudant les liens entre Washington et ses alliés japonais et sud-coréens. Les bonnes relations affichées avec l'actuel président sud-coréen Moon Jae-in ne doivent pas faire oublier une coopération limitée, sans avancée notable à ce jour sur la dénucléarisation de la péninsule (un rapport de l'AIEA en septembre 2020 indique que le programme nucléaire militaire nord-coréen tend plutôt à se développer) et la fidélité indéfectible de Séoul à la garantie de sécurité américaine. Le dragon chinois cherche néanmoins à profiter des dissensions Séoul-Washington, l'ex-président Trump voulant augmenter la contribution annuelle sud-coréenne à la présence militaire américaine de 860 millions à 5 milliards de dollars (un accord avec une hausse plus « raisonnable » de 13,9 % a été annoncé à cet égard en mars 2021). En 2019, l'annonce d'une hausse du budget de défense sud-coréen de 7,7 % par an sur cinq ans, soit 241,9 milliards de dollars (47,6 M\$ annoncés pour 2022 pour une armée à « forte intensité technologique »), vise ainsi à améliorer ses navires d'assaut amphibie *Dokdo* et sa *kill-chain* ainsi que sa défense anti-missile *Cheolmae II* afin de disposer d'une dissuasion moderne et crédible complémentaire des *United States Forces Korea* face à la RPC et à la Corée du Nord. Concernant cette dernière, la Chine a joué un rôle central en amont des peu concluants sommets Trump-Kim de juin 2018 et février 2019 en recevant à chaque fois le « grand soleil du 21<sup>e</sup> siècle » nord-coréen. Pékin a ainsi rappelé qu'elle était ici incontournable, la Corée du Nord restant malgré tout son obligé, et qu'elle pouvait prétendre dans ce dossier à une négociation « d'égal à égal » avec Washington.

Quant à la question sensible de **Taiwan**, elle repose d'abord sur le consensus de 1992 d'« une Chine, des interprétations différentes » (*yi zhong, ge biao*), non-exemptes d'arrière-pensées réciproques et sources de tensions potentielles. Il est aussi à rappeler que les deux pays se considèrent depuis 1949 comme des « républiques de Chine », mais seule la RPC est aujourd'hui reconnue à l'ONU. L'élection en 2016 de l'indépendantiste Tsai Ing-wen a refroidi les relations inter-détroit, Pékin considérant l'île comme une « province renégate » faisant partie intégrante d'elle<sup>110</sup>, ce qui est rappelé aussi bien dans la loi « anti-sécession » de 2005 que dans le *Livre blanc* chinois de mai 2015. L'incident du 7 avril 2019 entre l'APL-M et la frégate française *Vendémiaire* dans le détroit de Taiwan est lié à cette conception chinoise et constitue aussi selon certains experts un signal d'agacement envers le renforcement (pourtant relatif) de la présence militaire française en Asie (cf. *infra*). Pékin cherche à obtenir à long terme un rattachement pacifique graduel afin d'éviter une confrontation militaire avec des États-Unis favorables à la situation actuelle qui leur donne un moyen de gêner la Chine. Washington protège l'île officiellement depuis le *Taiwan Relations Act* de 1979, qui n'inclut cependant pas le cas où Taiwan déclarerait unilatéralement son indépendance, *casus belli* pour la RPC. La relation américano-taiwanaise a encore été renforcée par le *Taipei Act 2019* entré en vigueur le 26 mars 2020. Malgré l'affaiblissement relatif de la position diplomatique taiwanaise face à l'irrédentisme chinois, faisant du pays un « non-État reconnu » (par exemple le Nicaragua ne

---

<sup>110</sup> Lors de la prise du pouvoir par Mao Zedong en 1949, ses adversaires nationalistes se sont repliés dans l'île chinoise de Taiwan, ce qui a donné naissance à « deux Chine » revendiquant chacune leur légitimité sur l'ensemble des terres chinoises.

reconnait plus Taipei depuis décembre 2021), les Taiwanais restent majoritairement opposés à un retour dans le giron d'une Chine qui considère la démocratisation-émancipation de l'île comme **un mauvais exemple**, un « poison » selon les autorités chinoises, notamment pour le Tibet et Hong Kong (cf. partie 4.3). La conscience identitaire taiwanaise se renforce, ce qui n'empêche nullement une augmentation sensible des relations économiques entre les deux pays, Pékin cherchant ici aussi à renforcer la dépendance économique de l'île à son endroit. Les déclarations régulières de Xi Jinping, à visées aussi intérieures, confirment sa vision d'une Chine « réunifiée » sur le modèle de Hong Kong. Pour ce faire, l'usage de la force n'est pas exclu, ce que confirme le *Livre blanc* de juillet 2019, pression dissuasive afin de décourager toutes velléités d'indépendance. La supériorité économique et militaire chinoise désormais écrasante (budget réel de défense 20 fois supérieur) ne laisse en effet que bien peu d'espoirs aux Taiwanais en cas de confrontation sans aide américaine.

Taiwan est de plus perçue par la RPC comme une partie du « verrou » stratégique américain contenant l'avancée de la Chine vers le Pacifique. Tout cela rajouté au déploiement de bombardiers stratégiques chinois *Xian H-6* sur la base de Xingning à 450 km des côtes taiwanaises, ou aux fréquentes incursions aériennes chinoises, a contribué à une commande fin février 2019 par Taiwan comprenant 66 chasseurs F-16V américains (version la plus avancée des F-16) supplémentaires, portant le total à 208 et faisant de l'aviation taiwanaise la plus importante détentrice asiatique de ce type d'appareils. La demande de F-35B a par contre pour l'heure été repoussée. En octobre-novembre 2020, Washington a autorisé cinq nouvelles ventes d'armements à Taiwan pour l'aider à se renforcer face à la Chine, pour un total de 18 milliards de dollars depuis 2016. En février 2022, la Chine a en conséquence annoncé des sanctions contre Raytheon et Lockheed Martin. De plus, face à la « menace chinoise », le budget de défense taiwanais ne cesse de se renforcer (+ 10 % à 17 milliards de dollars pour 2022 et enveloppe supplémentaire de 8,6 milliards de dollars sur 5 ans votée en novembre 2021).

La réélection à la présidence de l'indépendantiste Tsai Ing-wen le 11 janvier 2020, en partie favorisée involontairement par la répression chinoise à Hong-Kong confirmant les craintes taiwanaises d'un rattachement, a été saluée par les USA et est vécue comme un échec à Pékin. Le 20 mai 2020, le discours d'investiture de Tsai Ing-wen, ouvert à la « coexistence » et récusant le concept d'« un pays, deux systèmes », n'a rien changé à la ligne de conduite chinoise déjà réaffirmée dans le *Livre blanc sur la défense nationale* de juillet 2019. Celle-ci considère toujours la « réunification » comme historiquement inévitable et indispensable au « rêve chinois » de « renaissance complète », tout en accusant Washington de soutenir ce « séparatisme » afin d'affaiblir la Chine. Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a même déclaré le 13 janvier 2020 que les indépendantistes taiwanais « seront voués à laisser une odeur répugnante pendant 10 000 ans » car divisant un même pays. En mars 2021, le *Mercator Institute for China Studies* relève que **la pression chinoise n'a cessé de s'accroître depuis 2016**, les exercices militaires d'intimidation et les transits annuels de porte-avions dans cette zone étant respectivement passés de 3 à 21 et de 1 à 3 (avec un pic en octobre 2021, anniversaires à la fois de la fondation de la RPC et des 110 ans de la révolution chinoise de 1911). Taipei a en retour dévoilé en avril 2020 la possession de nouveaux missiles *Yunfeng*, à

vocation offensive, et des radars de pointe. La nouvelle *Revue de Défense* quadriennale taiwanaise, officialisée le 25 mars 2021, confirme le renforcement des capacités militaires nationales face au risque perçu d'une « invasion » de la Chine (qui a d'ailleurs envoyé le lendemain 20 avions militaires dans l'ADIZ taiwanaise).

Fin janvier 2021, la nouvelle administration Biden a confirmé son soutien « solide comme un roc » à Taiwan, notamment suite à des manœuvres militaires aériennes chinoises au moment même où un groupe aéronaval américain entrait en mer de Chine méridionale. Pékin a réprécisé à cette occasion qu'une indépendance de Taiwan équivaldrait à une « déclaration de guerre ». Contrairement à la politique américaine d'« ambiguïté stratégique » au sujet de Taiwan, le président Biden a explicitement et publiquement affirmé le 21 octobre 2021 l'engagement américain à défendre l'île en cas d'agression militaire chinoise. Position réitérée le 23 mai 2022 et, malgré les nuances apportées ensuite par le Département d'Etat, qui a donné lieu à une « passe d'armes » entre le chef d'état-major américain et le ministre chinois de la Défense Wei Fenghe (pour qui l'armée chinoise « n'hésitera pas à déclencher une guerre » pour empêcher une indépendance taiwanaise) lors du Shangri-La Dialogue à Singapour les 10-12 juin 2022. Ce qui différencie cette situation stratégique de celle de l'Ukraine, au moment où nombre d'experts s'interrogent sur les « leçons » que tirera Pékin envers Taiwan de la réaction américaine à l'intervention militaire russe débutée le 24 février 2022. La RPC affiche en effet sa détermination constante à « *contrecarrer toutes les activités séparatistes visant à l'indépendance de Taiwan* », ce qui est rappelé par Li Keqiang à chaque ouverture de l'ANP comme encore en mars 2022, même si Xi Jinping a encore évoqué une « réunification pacifique » le 9 octobre 2021. Ainsi, devant une **situation d'« indépendance impossible et d'unification improbable »** selon le chercheur Stéphane Corcuff, le *statu quo* et les tensions inhérentes dans le détroit de Formose semblent pour l'instant appelés à perdurer.

#### 6.4 Une coopération ambiguë avec l'Europe

Les relations Chine-UE connaissent un certain refroidissement ces dernières années que la nouvelle stratégie de la Commission européenne publiée le 12 mars 2019<sup>111</sup> ne fait que confirmer. Cette dernière recommande en effet aux États membres de l'UE de mieux s'organiser face à une RPC n'étant plus seulement un rival économique et un partenaire stratégique mais étant aussi devenue un « **rival systémique** » (ce que le ministre Wang Yi a réfuté en janvier 2021). La « Boussole stratégique » de l'UE adoptée le 24 mars 2022 va dans le même sens. Nombre d'analystes se demandent s'il s'agit là d'un constat pertinent mais sans conséquences

---

<sup>111</sup> EU-China, a strategic outlook. *European Commission*, 12 mars 2019. Disponible sur : <https://urlz.fr/9uqgd>

ou du début de la fin d'une forme de « naïveté » européenne face au manque de réciprocité commerciale chinoise<sup>112</sup>, aux transferts technologiques imposés et, au-delà, à un modèle de gouvernance rival mêlant développement économique et parti unique. Les sommets Chine-UE d'avril 2019 et septembre 2020, malgré l'unité affichée des pays membres européens, n'ont permis pour l'heure que de timides avancées sur ces sujets tout comme celui tenu le 1<sup>er</sup> avril 2022 qui n'a pas non plus entraîné un infléchissement de la position à dominante pro-russe de Pékin en Ukraine. Le raidissement européen se traduit néanmoins avec entre autres l'adoption par le Parlement en février 2019 d'un nouveau règlement commun, effectif en octobre 2020, devant éviter toute prise de contrôle étrangère d'entreprises utilisant des technologies-clés, visant la Chine sans la nommer. Ce nouvel environnement restrictif pourrait gêner la stratégie chinoise d'acquisition ciblée de technologies sensibles devant favoriser la montée en gamme de son économie et de son industrie d'armement (cf. partie 3.2). Bien que cela résulte aussi de la volonté de Pékin de mieux les contrôler, les investissements chinois dans l'UE ont d'ailleurs déjà commencé à baisser, de 40 % en 2018 après un pic en 2016. Les Européens sont soucieux de dialoguer avec la Chine sur des sujets allant du développement durable aux droits de l'Homme, prenant par exemple le 22 mars 2021 des sanctions contre des officiels chinois au sujet du traitement des Ouïghours (cf. partie 4.3), une première depuis 1989 à laquelle Pékin a rétorqué par des mesures similaires. Le 16 avril 2021, le Conseil de l'UE a aussi entériné une « Stratégie de l'UE pour la coopération dans l'Indo-Pacifique » afin d'y renforcer son influence et d'envoyer un « signal » à la Chine. Enfin, en octobre 2021, le Parlement européen a adopté une résolution qualifiant Taiwan de « partenaire clé » et a envoyé sur place sa première délégation officielle en novembre 2021, au grand dam de Pékin. Ce sont néanmoins **les intérêts économiques sino-européens qui prévalent**. Un accord Chine-UE sur les investissements a malgré tout été conclu fin décembre 2020 (*Comprehensive Agreement on Investments*), dont la ratification, ou pas, et l'application concrète détermineront en partie l'évolution des relations sino-européennes. La Commission européenne a aussi présenté en décembre 2021 son projet « *Global Gateway* » (jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements d'ici 2027) censé contrecarrer les Routes de la soie chinoises. Quant au conflit commercial sino-américain, il peut être à la fois une opportunité, en permettant à l'UE d'obtenir plus de réciprocité commerciale chinoise et d'augmenter ses exportations aux USA, mais aussi un risque de pressions accrues afin d'intégrer la BRI. Face à ce projet global offensif, l'UE apparaît divisée et mal préparée, ce qui nuit à sa crédibilité.

La Chine perçoit l'UE comme un pôle de stabilité, avec lequel elle n'a pas de contentieux stratégique majeur, et son 1<sup>er</sup> partenaire commercial donc un débouché économique crucial. La position chinoise est toutefois ambivalente. Dans une vision officiellement multipolaire, Xi Jinping a rappelé en mars 2019 lors de sa visite d'État en Europe souhaiter une UE intégrée et prospère, pôle avec la Chine d'une triade géostratégique mondiale équilibrant les États-Unis.

---

<sup>112</sup> Par exemple, les marchés publics chinois sont fermés alors que 90 % des européens sont ouverts aux firmes étrangères.

Cependant, Pékin n'hésite pas à contourner Bruxelles quand cela favorise ses intérêts, bien aidée en cela par la complexité décisionnelle de l'Union et l'absence d'interlocuteur unique tant les États membres défendent des intérêts parfois contradictoires. Ce manque de cohésion globale en Europe permet à la Chine de nouer des partenariats bilatéraux souvent en position de force auprès de pays en difficulté comme le Portugal ou en Europe de l'Est avec l'initiative « 17+1 » (désormais avec la Grèce où les Chinois contrôlent une partie du port du Pirée). Néanmoins, la situation évolue en Europe centrale et de l'Est du fait des pressions américaines et d'une méfiance accrue malgré la visite dans la région du ministre de la Défense Wei Fenghe en mars 2021 (en particulier en Hongrie et Grèce mais aussi hors-UE en Serbie). Les États baltes n'ont ainsi pas participé au dernier sommet « 17+1 » en date en février 2021, la Lituanie s'en retirant même en mai 2021 et annonçant en juillet 2021 la création d'une représentation diplomatique taiwanaise, ce qui a entraîné le rappel de l'ambassadeur chinois en août suivant ainsi que des représailles commerciales. De plus, des États comme la Finlande ou ceux du « groupe de Visegrad » (sauf la Hongrie) se raidissent désormais devant l'influence chinoise (cf. Stratégie de sécurité slovaque en décembre 2020 ou exclusion de Huawei de la 5G en Pologne, entre autres). Pékin investit massivement dans ces régions qu'elle considère comme des « maillons faibles » de l'UE à exploiter. De plus, la RPC voit avec intérêt les développements d'une « autonomie stratégique » (*Stratégie globale* de juin 2016) et d'une politique de défense européenne autonome, certes embryonnaire. La Chine les interprète comme les signes d'un éloignement transatlantique, qu'elle ne peut qu'encourager, mais a conscience que cette émergence d'une « Europe géopolitique » se fait certes en réaction à l'unilatéralisme américain mais aussi à sa propre montée en puissance. Nombre d'experts décrivent cette politique comme la version chinoise du classique « **diviser pour mieux régner** » qui a encore été illustrée en 2020 par la gestion chinoise à géométrie variable de la crise du coronavirus au sein de l'UE. Selon l'expression du président du Conseil européen, Charles Michel, lors du sommet virtuel Chine-UE en septembre 2020, l'UE « *a besoin d'être un acteur et non pas un terrain de jeu* ». Effectivement, sans réaction réelle et crédible, le risque global pour l'UE est de se voir progressivement déclassée sur une scène internationale bipolaire dominée par les deux géants américain et chinois.

- Les principaux partenaires de Pékin, qui concentrent 45 % de ses investissements européens, restent les trois plus grandes économies de ce continent ayant une capacité de décision et d'influence décisive : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

**La France** a une approche teintée à la fois d'ambition et d'appréhension avec la Chine. Économiquement, les exportations françaises tentent de pénétrer le marché chinois, bien que ne représentant que 1,4 % des importations chinoises contre 5 % pour Berlin. Dans ce domaine, Paris connaît des réussites grâce à l'aéronautique et à son secteur du luxe mais conserve un déficit commercial préoccupant. D'autre part, Paris encourage les investissements chinois sur son territoire, créant ainsi de solides partenariats sectoriels dans les domaines où la France excelle, comme le nucléaire ou l'automobile. Cependant, outre les interrogations montantes sur

la finalité de certains investissements chinois, ces derniers sont en France moins nombreux qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni et les relations économiques franco-chinoises deviennent progressivement asymétriques. Sur le plan stratégique et diplomatique, la France est une puissance respectée par la Chine même si elle a plus de mal à peser auprès d'elle. Depuis la reconnaissance de la RPC par Charles de Gaulle en 1964, les relations franco-chinoises ont été fluctuantes, mais les points de friction sont souvent écartés. La France est un « partenaire stratégique global » de la Chine depuis 2004. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (le seul pays de l'UE après le *Brexit* du 31 janvier 2020), puissance nucléaire et présente militairement<sup>113</sup> dans le voisinage de la Chine, Paris est amené à coopérer avec Pékin sur nombre de sujets, notamment en Afrique ou dans les domaines nucléaire et spatial. La France a dans ce dernier une position privilégiée avec le renforcement le 25 mars 2019 de la coopération entre le CNES et la *China National Space Administration* (CNSA). Lors de la visite d'État de Xi Jinping à Paris en mars 2019, le président Macron a soutenu au-delà de la relation bilatérale un « réveil européen » et a tenté d'afficher une position commune de l'UE devant le partenaire chinois avec la chancelière Merkel et le président de la Commission d'alors, J-C Juncker. Le dirigeant français a réitéré ses demandes d'une plus grande « réciprocité » commerciale chinoise lors de son déplacement sur place en novembre 2019. Pékin est de son côté intéressée par l'influence de la France dans l'UE, analysée comme d'autant plus majeure après le *Brexit*, et cherche à attirer Paris dans la BRI afin de créer un effet d'entraînement en Europe, vainement pour l'heure. Sur des dossiers internationaux d'importance comme l'accord nucléaire iranien ou l'accord de Paris sur le climat, la France paraît après l'ère Trump aussi proches des positions chinoises qu'américaines, mais des désaccords persistent notamment en ce qui concerne les tensions territoriales en mer de Chine, la guerre en Ukraine et les droits de l'Homme.

Paris relève toutefois dans sa *Revue stratégique de défense* d'octobre 2017 **un retour à la « compétition militaire » avec la Chine**, que traduit sa *Stratégie de défense en Indopacifique*<sup>114</sup> de juillet 2019. Cette évolution est confirmée par l'*Actualisation stratégique* de janvier 2021 qui évoque un « point de rupture dans le développement de la puissance chinoise » qui entend désormais « peser plus directement sur les enjeux mondiaux ». La ministre des Armées, Florence Parly, a ainsi déclaré lors d'auditions parlementaires en février et mars 2021 que les ambitions chinoises « ne sont plus voilées », son objectif étant bien de devenir la première puissance mondiale avant son centenaire en 2049, et que ce pays n'hésitait plus à « bafouer certaines règles internationales ». La dépendance française, et européenne, aux terres rares chinoises (cf. partie 3.2) ainsi que les interrogations sur les investissements chinois massifs dans les DROM-COM français en Indo-Pacifique ont aussi été mis en exergue. La France ne cherche cependant pas à « défier » Pékin et lui vend toujours de l'armement<sup>115</sup> (elle reste son 2<sup>e</sup>

---

<sup>113</sup> Les Forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) et de Polynésie française (FAPF) comptent environ 2 500 hommes. La France protège sa ZEE ainsi que la sécurité de ses importations, dont les deux tiers passent par la mer de Chine méridionale.

<sup>114</sup> DGRIS. *La Stratégie de défense française en Indopacifique*, juillet 2019. Disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/dgris/action-internationale/enjeux-regionaux/la-strategie-de-defense-francaise-en-indopacifique>

<sup>115</sup> L'embargo européen sur certaines armes envers la Chine limite cependant les possibilités.

fournisseur en 2017-2021). Néanmoins, des tensions diplomatiques sont apparues en 2020 lors de la crise du coronavirus du fait de l'action de l'ambassadeur chinois en France, Lu Shaye, plus « agressive » qu'à l'accoutumée en dénigrant la gestion française de l'épidémie comparée à celle de Pékin. Ce diplomate a été convoqué par le ministère des Affaires étrangères français en avril 2020, puis fin mars 2021 concernant Taiwan. Au sujet du Xinjiang, le président Macron a par ailleurs dénoncé en septembre 2020 les « pratiques inacceptables » de la RPC sur place. En outre, Paris opère ces dernières années un net rapprochement avec les grandes démocraties régionales qui partagent ses vues sur la sécurité internationale, nouant des partenariats stratégiques avec certaines d'entre elles qui sont aussi clientes de ses armes, dont l'Inde<sup>116</sup> (Rafale, Scorpène) et l'Indonésie (vente de 42 Rafale en février 2022), malgré la « déception » australienne. Le 12 mai 2020, la Chine a ainsi demandé en vain à la France de renoncer à la modernisation de frégates taiwanaises. Paris accroît parallèlement sa présence navale et aérienne dans la région. Le déploiement d'avril à juin 2019 du groupe aéronaval français mené par le porte-avions Charles de Gaulle dans l'océan Indien (exercice *Varuna* avec l'Inde) puis à Singapour, et celui du SNA Emeraude en mer de Chine méridionale dévoilé en janvier 2021, se veulent ainsi des messages politico-militaires forts. La France envisage de surcroît des déploiements en mer de Chine avec l'Allemagne et le Royaume-Uni. Tout cela est lié à l'inquiétude française croissante devant l'appétit grandissant de Pékin de l'océan Indien au Pacifique Sud, incluant aussi l'installation de la Chine à Djibouti, d'aucuns expliquant en partie l'activisme militaire français récent comme une réaffirmation de sa place régionale. Le précédent CEMA français François Lecointre a mis en garde en 2018 contre un « expansionnisme chinois » potentiellement agressif, le CEMM Pierre Vandier évoquant en novembre 2020 un comportement « très conquérant en termes d'eaux territoriales ». Le président Macron a évoqué sur place en mai 2018 une « hégémonie construite pas à pas dans cette région ». Et ce notamment envers la Nouvelle-Calédonie, même après le référendum de décembre 2021 maintenant ses liens avec la France, de par sa position stratégique perçue par Pékin tel un chaînon de l'axe indo-pacifique « américain » l'encerclant, et ses ressources dont le nickel qui représente 90 % des exportations calédoniennes et se trouve d'ores et déjà exporté à 52 % vers la Chine.

**Le Royaume-Uni** est aussi un partenaire important pour la Chine en Europe. Les IDE chinois affluent à la *City (London Stock Exchange)*, 1<sup>ère</sup> place financière européenne, qui a été choisie en 2014 comme base de départ européenne pour l'internationalisation du Yuan. Les Britanniques ont aussi été le premier pays occidental membre du G7 à adhérer à l'AIIIB en 2015. La réalisation effective du *Brexit* le 31 janvier 2020 pourrait néanmoins contrarier l'« âge d'or » des relations bilatérales annoncé par Xi Jinping en 2015 et affaiblir la position de Londres par rapport à Pékin car celle-ci la traduit surtout en termes de perte d'influence britannique au sein de l'UE. De plus, les stratèges de Sa Majesté sont **face au dilemme** de ne pas trop offusquer la

---

<sup>116</sup> La France et l'Inde ont signé le 10 mars 2018 un accord de coopération militaire prévoyant un accès réciproque à certaines de leurs bases navales (dont Djibouti et La Réunion) autour de l'océan Indien et, en mars 2019, un autre concernant la surveillance maritime par satellite.

Chine tout en « suivant » les USA en Asie. La RPC a en effet déjà considéré comme des « provocations » le passage du *HMS Albion* près des Paracels en août 2018 ou l'annonce la même année de la création ou du renforcement d'une base militaire à Singapour, dans le sultanat de Brunei ou en Australie. Le premier déploiement en Indo-Pacifique durant l'été et l'automne 2021 du nouveau *Carrier Strike Group* britannique mené par le porte-avions *Queen Elisabeth*, interopérable avec l'*US Navy*, ainsi que la volonté affichée de Londres de se rapprocher des Etats régionaux du *Commonwealth* (en particulier l'Inde et l'Australie), dont une partie est membre des FPDA<sup>117</sup>, et au-delà (Japon), n'ont pas été mieux reçus à Pékin. Ce sont là des exemples des difficultés britanniques à venir afin de se positionner demain en « équilibriste » face aux inévitables pressions chinoises dans la négociation d'un traité de libre-échange post-*Brexit*. Pour l'heure, Londres n'a laissé paraître aucune inflexion de sa politique en mer de Chine ou sur la situation à Hong-Kong. Devant les pressions de ses alliés des *Five Eyes* (cf. partie 4.3), en particulier des USA mettant en jeu la « relation spéciale » entre les deux États sur les plans militaire et du renseignement, le gouvernement Johnson a de plus décidé en juillet 2020 une exclusion de Huawei de son futur réseau 5G d'ici 2027, avec interdiction d'achats de nouveaux équipements à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021. La stratégie britannique dans l'Indo-Pacifique préconisée en novembre 2020 dans le rapport *A Very British Tilt, Towards a new UK strategy in the Indo-Pacific Region* soutient la volonté du pays de contrer la Chine en appuyant les USA afin de « gérer Pékin à long terme ». Le directeur du MI6 britannique a ainsi déclaré en 2021 que la Chine était l'adversaire le plus préoccupant, devant la Russie. L'*Integrated Review of Security, Defense, Development and Foreign Policy*, publiée le 16 mars 2021, et la participation en septembre 2021 à l'AUKUS, que Pékin perçoit comme un alignement stratégique sur Washington en Indo-Pacifique, confirment le durcissement des relations anglo-chinoises. Des interrogations subsistent néanmoins sur l'adéquation entre les moyens et les ambitions britanniques dans cette zone. En tout cas, que ce soit à Hong Kong, où les autorités chinoises dénoncent des actions « néocoloniales » de Londres, au Xinjiang (Dominic Raab, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, a dénoncé en janvier 2021 la « barbarie » chinoise), au travers de l'AUKUS ou face à Huawei, l'attitude actuelle du lion britannique ne peut que déplaire à Pékin.

**L'Allemagne** est dans une situation singulière avec la Chine, étant un des rares Etats européens à avoir des relations commerciales équilibrées avec un pays devenue son premier partenaire commercial devant la France et un investisseur de premier plan, passant de 600 millions à 12 milliards d'euros entre 2015 et 2017. Berlin représente plus de 50 % des investissements directs de l'UE en Chine et 30 % des échanges commerciaux entre l'Europe et la RPC. Cet état de fait a parfois entraîné des dissensions avec Paris au sujet du niveau de fermeté à opposer à Pékin. Cependant, comme au sein des autorités de l'UE, l'Allemagne constate que la hausse des échanges n'a pas entraîné l'ouverture politique et économique chinoise espérée. La méfiance allemande s'est accrue envers les investissements chinois dans des secteurs impliquant des

---

<sup>117</sup> FPDA : *Five Power Defence Arrangements*, signés en 1971 entre le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Malaisie.

transferts de technologies stratégiques, comme en atteste les nouveaux décrets pris en décembre 2018 et mai 2020 qui renforcent encore le contrôle de ces investissements étrangers. De plus, les seuls faits que Berlin ait publiquement critiqué les pressions chinoises sur Taiwan, étudié les éventuelles options lui permettant d'écarter Huawei de son marché 5G et qu'elle se soit jointe en août 2020 à la France et au Royaume-Uni pour exprimer sa préoccupation sur la situation en mer de Chine méridionale, sont symboliques d'un changement d'attitude notable envers le dragon chinois. La publication en septembre 2020 de nouvelles *Lignes directrices pour la région Indo-Pacifique* et l'envoi d'une frégate en Asie-Pacifique à l'été 2021 semblent confirmer cette évolution, ce qui n'a pas empêché Berlin de fortement soutenir le *Comprehensive Agreement on Investments* avec Pékin en décembre 2020 (même s'il est pour l'heure bloqué).

## 6.5 Le rapprochement Chine-Russie, alliance durable ou partenariat conjoncturel ?

« Frères ennemis » ou, selon les époques, concurrents au sein du bloc communiste entre les années 1950 et 1980, la Chine et la Russie sont désormais liées par un partenariat stratégique datant de 1996, mais qui n'est pas une alliance militaire officielle. Si Vladimir Poutine a indiqué en octobre 2020 qu'il était « *en théorie tout à fait possible de l'imaginer* », après avoir évoqué en 2019 une alliance stratégique, il s'agit surtout pour lui d'afficher un bloc sino-russe afin d'inquiéter les États occidentaux. Depuis juin 2019, un terme commun de « *partenariat stratégique global Chine-Russie de coordination pour une nouvelle ère* » s'applique, faisant de Moscou le principal partenaire de Pékin. Le dernier *Livre blanc* chinois de la défense de juillet 2019 présente la Russie comme un partenaire stratégique fiable favorisant, à la différence des États-Unis, la stabilité stratégique mondiale. Cette relation bilatérale a ainsi récemment pris une dimension nouvelle et marque un rééquilibrage de la politique étrangère russe entre les ensembles euroatlantique et asiatique<sup>118</sup>, sans toutefois suffire à masquer des intérêts parfois divergents et des attitudes réciproquement ambiguës sur nombre de dossiers sensibles.

Une semaine après son arrivée au pouvoir en mars 2013, Xi Jinping réservait en effet au président russe Vladimir Poutine sa première visite d'État à l'étranger, consolidant ainsi, du moins en apparence, une convergence d'intérêts. Ce rapprochement d'abord stratégique et idéologique s'oppose à **un impérialisme américain identifié, devant l'islamisme, comme la principale menace commune**, et s'accorde sur le contrôle de leurs étrangers proches respectifs. Les deux pays freinent ainsi régulièrement de nouvelles sanctions contre l'Iran, ont créé en Asie centrale l'organisation de sécurité régionale OCS et s'opposent à l'installation de systèmes de défense antibalistiques en Europe et en Asie du Nord-Est. Enfin, ils réalisent de concert des exercices militaires navals, depuis 2005 en Méditerranée et en mer de Chine orientale en 2015 ainsi que pour la première fois en mer Baltique en juillet 2017 au large de

---

<sup>118</sup> A China-Russia Condominium over Eurasia. *IJSS*, janvier 2019.

Kaliningrad, et aériens en Asie du nord-est dont le dernier en date en décembre 2020. L'exercice terrestre commun *Vostok* en septembre 2018, d'une ampleur inégalée depuis la fin de la Guerre froide pour la Russie, ou l'annonce en octobre 2019 d'une aide russe permettant à Pékin de se doter d'un système d'alerte avancée contre les missiles balistiques intercontinentaux sont des messages stratégiques à destination des pays de l'OTAN, en particulier des États-Unis. La vente par Moscou de son système de défense sol-air le plus moderne, le S-400 Triumph livré en 2019, donnerait à la Chine une capacité militaire dans ce domaine au moins équivalente à celles du Japon ou de Taïwan et pouvant là aussi gêner les USA. Elle est une des conséquences du rapprochement économique bilatéral car il s'agissait en fait d'une condition chinoise *sine qua non* à la conclusion d'un contrat gazier sino-russe de 400 milliards de dollars signé en mai 2014.

Toutefois, ce même contrat a été signé pour 30 ans à des conditions financières avantageant la Chine. Cette dernière a profité du besoin russe d'écouler sa production et d'accéder à de nouvelles technologies industrielles suite aux sanctions consécutives à la crise ukrainienne du printemps 2014. Conditions chinoises souvent draconiennes que l'on retrouve aussi bien dans les contrats d'extraction arctique de Yamal-LNG, lancée en en 2017, ou d'utilisation du gazoduc *Power of Siberia* à partir de 2019. De plus, Pékin s'est de manière ambiguë abstenue d'opposer son *veto* au Conseil de sécurité lors du vote sur le caractère illégal de l'annexion de la Crimée et est restée absente de Syrie malgré les demandes de Moscou, ce qui a été diversement apprécié en Russie. Cette dernière conserve néanmoins des marges de manœuvre comme en atteste la vente du même S-400 Triumph à l'Inde en octobre 2018, ce qui n'est pas au goût de Chinois qui ne reçoivent que 21 % des exportations d'armes russes (dont la récente commande de 24 chasseurs multirôles Su-35 Flanker-E) contre 28 % pour l'Inde en 2017-2021, même si un « rattrapage » partiel se manifeste depuis quelques années. En plus de la préservation des intérêts de sa BITD, Moscou établit par là un facteur de rééquilibrage stratégique partiel entre les deux géants asiatiques. L'intégration de l'Inde comme membre officiel de l'OCS depuis 2017 est par ailleurs un moyen pour Moscou de diluer le poids de la Chine dans cette organisation, dont le dernier sommet a eu lieu au Tadjikistan en septembre 2021. En outre, Pékin s'inquiète du nouvel activisme russe en Afrique qu'elle perçoit comme déstabilisateur (cf. chap. 6§5). Enfin, les investissements chinois doivent désormais être validés par les autorités russes afin que leur appareil productif et leurs ressources ne soient pas contrôlés à terme par Pékin. Le paradoxe n'est qu'apparent entre **deux États réalistes, mettant parfois leurs poids en commun afin d'être mieux entendus sur la scène internationale mais ne renonçant pas à leurs intérêts propres**, tant ils sont conscients que les partenaires américain et européen restent à ce jour commercialement primordiaux (la Chine exporte 10 fois plus vers les USA que vers la Russie). L'expert Zhao Huasheng évoque ainsi plutôt un « partenariat stratégique flexible » sino-russe. Se rajoutent les craintes russes concernant l'éventuelle « colonisation » chinoise d'une Sibérie riche en matières premières (pétrole, gaz,

fer), une influence battue en brèche en Asie centrale<sup>119</sup>, des relations économiques encore plus déséquilibrées (l'économie chinoise est 8 fois supérieure et 80 % des exportations russes vers la Chine sont des hydrocarbures) et des transferts de technologies parfois subis que les annonces périodiques de fructueux contrats sino-russes ne suffisent pas à éteindre<sup>120</sup>.

Au vu des tensions militaro-commerciales croissantes entre ces deux partenaires et l'ensemble USA-UE, ainsi que des intérêts en jeu notamment économiques (Moscou est le 1<sup>er</sup> fournisseur d'hydrocarbures de Pékin, la Chine est le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de la Russie devant l'Allemagne), il paraît probable que la plupart de ces difficultés s'aplanissent dans les prochaines années. À la différence des chefs d'États occidentaux, Xi Jinping était entre autres présent à Moscou lors de la grande parade militaire célébrant la fin de la Seconde Guerre mondiale le 9 mai 2015, ainsi qu'à Saint-Pétersbourg en juin 2019, et Vladimir Poutine au 2<sup>e</sup> forum des Routes de la soie en Chine fin avril 2019. Les deux dirigeants ont encore rappelé l'importance stratégique de la relation sino-russe lors de leur entretien du 15 décembre 2021, peu après l'échange Poutine-Biden sur l'Ukraine, et leur « vision commune » de la sécurité internationale (critiquant notamment l'OTAN et l'AUKUS) basée sur leur alliance « sans limites » le 4 février 2022 à Pékin pour l'ouverture des Jeux Olympiques. Après avoir refusé de condamner l'offensive militaire russe en Ukraine à partir du 24 février 2022, la Chine s'est aussi abstenue le 2 mars 2022 lors du vote à l'ONU exigeant le retrait des forces du *Kremlin*, à la différence de la plupart des pays occidentaux, et Wang Yi a rappelé à dessein « l'amitié éternelle » sino-russe le 7 mars 2022. Les USA ont regretté le 14 mars 2022 un « alignement » de la Chine sur la Russie en Ukraine et l'entretien Biden-Xi Jinping du 18 mars suivant n'a en rien changé la situation. Le ministre des Affaires étrangères russes, Sergueï Lavrov, a ainsi été reçu en Chine (comme en Inde) fin mars-début avril 2022. Xi Jinping a réitéré son soutien à la « souveraineté et la sécurité » de la Russie lors d'un entretien avec V. Poutine le 15 juin 2022, tout comme lors du sommet des BRICS à la fin du même mois, démentant un isolement international russe. Tout en veillant à préserver ses intérêts économiques, Pékin aide *de facto* la Russie à contourner les sanctions internationales en accroissant depuis mars 2022 ses importations d'hydrocarbures et de blé russes car elle ne veut pas d'une « victoire finale américaine » dans cette guerre. Il n'est par ailleurs pas exclu que la Chine espère aussi que la crise ukrainienne détourne ne serait-ce qu'en partie Washington de l'Indo-Pacifique, vainement pour l'heure. Pourtant, ceci n'efface en rien la **méfiance réciproque** et les inquiétudes russes devant ce qui est à la fois une opportunité et un éventuel marché de dupes, cette relation devenant asymétrique entre un « *junior partner* » et une Chine potentiellement dominatrice en Asie et qui aurait en fait rapidement bien moins besoin de la Russie que l'inverse.

---

<sup>119</sup> Par exemple, le Tadjikistan doit 2,9 milliards de dollars à la Chine, soit près de 40 % de son PIB, et accueille depuis au moins 2016 une implantation militaire chinoise. Néanmoins, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2014, Moscou est redevenue en 2021 le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de l'Ouzbékistan juste devant Pékin.

<sup>120</sup> Chinese Octopus: How China Is Taking Over the Post-Soviet Space. *Russian International Affairs Council*, 18 juin 2019. Disponible sur :

<https://russiancouncil.ru/en/analytcs-and-comments/columns/asian-kaleidoscope/chinese-octopus-how-china-is-taking-over-the-post-soviet-space/>

## 6.6 Entre opportunités économiques et tentations politiques : la Chine en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine

La Chine accorde une importance particulière à ces régions, qui font partie de sa stratégie globale de rayonnement à l'international et dans lesquelles la rivalité avec les États-Unis s'exprime surtout par le biais du *soft power*. Elle est dépendante des ressources naturelles de ces zones géographiques, les importations chinoises de pétrole provenant par exemple à 74 % du Moyen-Orient et de l'Afrique<sup>121</sup>, et souhaite en sécuriser l'accès tout en y écoulant sa production domestique, d'où une nette accélération de sa présence à partir des années 1990. La politique chinoise se caractérise ici encore plus qu'ailleurs par **l'interaction entre diplomatie, pénétration commerciale et coopération militaire**.

En **Afrique**, la RPC est devenue le 1<sup>er</sup> fournisseur commercial du continent en 2009 et ses parts de marchés sont passées de 3 à 18 % depuis 2001 (la France de 11 à 5,5 %), même si ce continent ne représente que 4 % du commerce chinois total. Pékin affiche une posture se démarquant des Européens et des Américains en déclarant rechercher des relations strictement économiques et dont les ressorts ne seraient pas la domination mais la coopération d'égal à égal, comme l'a rappelé le ministre Wang Yi lors de son déplacement au Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) à Dakar fin novembre 2021. Néanmoins, lors de ce dernier et devant la forte hausse des dettes publiques africaines suite à la crise Covid-19, la Chine a nettement ralenti le rythme de ses investissements dans ce continent (153 milliards de dollars de prêts cumulés entre 2001 et 2019). Suscitant désormais aussi les inquiétudes africaines, la Chine continue pour l'heure à privilégier des négociations bilatérales en position de force pour les rééchelonnements, par exemple avec le Sénégal, incluant par ailleurs une dimension diplomatique (Pékin « fidélisant » ainsi les votes africains à l'ONU, entre autres).

Au **Moyen-Orient**, elle s'est engouffrée dans la brèche du repli occidental post-11 septembre pour s'implanter dans la région. Les Printemps arabes en 2011 n'ont pas remis en cause une présence qui s'est même renforcée depuis lors, comme en Egypte à laquelle la lie désormais un « partenariat stratégique complet » et qui participe à la BRI. Pour la première fois, la Chine a publié en 2016 un *China's Arab Policy Paper*. La Chine développe ses intérêts dans cette région, en particulier avec l'Iran (2<sup>e</sup> réserve mondiale de gaz et 4<sup>e</sup> de pétrole) qui est dans l'optique des Routes de la soie le prolongement naturel du CPEC pakistanais et dont Pékin est selon le SIPRI le second fournisseur d'armements sur la période 1981-2019. La Chine a par ailleurs condamné le retrait américain de l'accord nucléaire avec Téhéran ainsi que leur « *aventurisme* » menant

---

<sup>121</sup> China's Power Projection in the Western Indian Ocean, *Jamestown Foundation*, 20 avril 2017. Disponible sur : <https://urlz.fr/9NdB>

au décès du chef militaire Qassem Soleimani à Bagdad en janvier 2020, sans actions concrètes cependant. De plus, si Pékin se satisfait des accords d'Abraham<sup>122</sup> et de la fin de la crise au sein du Conseil de coopération du Golfe en 2020, elle ne peut que constater son peu d'influence sur ces dossiers. Cela montre les limites actuelles d'une Chine qui, au-delà de la rhétorique, est **encore loin de pouvoir supplanter stratégiquement Washington dans cette région**. Toutefois, même si les Saoudiens restent des alliés proches des États-Unis et que le rapprochement Iran-Chine limite les possibilités stratégiques, les relations économiques sont fructueuses avec Riyad dont Pékin est le 1<sup>er</sup> importateur de pétrole. Conformément à l'esprit de Deng Xiaoping<sup>123</sup>, la Chine se montre pragmatique et n'hésite pas « oublier » les sujets de tensions (le prosélytisme wahhabite saoudien par exemple), à commercer avec des États idéologiquement et/ou stratégiquement antagonistes (elle est aussi le 3<sup>e</sup> partenaire commercial d'Israël) ou à investir dans des « États voyous » (Soudan, Iran). Le dragon chinois sait aussi que 70 % de ses importations de pétrole proviendront du Moyen-Orient d'ici 2035, créant d'ailleurs une interdépendance avec cette région. L'Arabie Saoudite est par exemple déjà le 2<sup>e</sup> fournisseur mondial de pétrole à une Chine qui représente en 2020 le tiers des exportations saoudiennes de ce type. La Chine suscite de surcroît dans ces régions un intérêt réel au sein des élites dirigeantes. D'abord du fait de sa réussite économique et du maintien d'un régime autoritaire, mais aussi de par le « consensus de Pékin », un modèle de relations bilatérales basé officiellement sur le développement et l'attachement à la non-ingérence dans les affaires intérieures des États concernés, à la différence des Américains ou des Européens.

Au-delà de cette diplomatie des affaires, Pékin utilise l'influence de son *soft power* en versant des aides au développement considérables : en 2014, la Chine a versé 2 milliards de dollars à la Banque africaine de développement, tendance renforcée avec l'AIIB. Lors du premier sommet Chine/CELAC<sup>124</sup> en 2015, la Chine a aussi annoncé des investissements massifs notamment au Venezuela, ce qui explique en partie son inquiétude devant la crise actuelle. Pékin développe en parallèle une **diplomatie culturelle** qui s'illustre par la multiplication des instituts Confucius. Tout cela contribue au resserrement des liens stratégiques avec les pays partenaires à qui sont aussi offerts des soutiens dans les instances internationales, comme l'Iran ou le Soudan.

L'instabilité dans des régions comme le Yémen ou l'Irak peut mettre en danger les intérêts économiques et les 5,5 millions d'expatriés chinois dans le monde, **incitant la Chine à s'impliquer politiquement et/ou militairement**. Elle renforce ainsi ses contingents en casques bleus, comme au Soudan du Sud (qui lui fournit du pétrole), ou en faisant intervenir sa marine et en livrant des armements aux factions politiques locales qui appuient ses positions (cf. partie 3.3). De plus, l'armée chinoise a organisé en juin 2018 le premier forum sino-africain sur la défense et la sécurité à Pékin (le second s'est déroulé en juillet 2019), illustrant la nouvelle place

---

<sup>122</sup> Les accords dits d'Abraham sont deux traités de paix séparés entre Israël, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn.

<sup>123</sup> Deng Xiaoping déclarait : « peu importe qu'un chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape la souris ».

<sup>124</sup> Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, regroupant 33 pays, organisation régionale créée en 2010 à l'initiative du Venezuela pour contrer l'Organisation des États américains soutenue par les États-Unis.

chinoise au sein de l'architecture africaine de sécurité interagissant avec les relations économiques. Au Moyen-Orient également, Pékin est tentée d'endosser des responsabilités qu'elle considère comme liées au statut de grande puissance dans une région comptant 550 000 expatriés chinois. Elle a rejoint les négociations P5+1 sur le nucléaire iranien et a signé le *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) en 2015 dont l'administration Trump s'est retiré en mai 2018 (cf. partie 6.2) avant que Joe Biden ne cherche à renouer le dialogue depuis 2021. Elle a aussi émis la volonté d'être intégrée au Quartet pour la paix au Proche-Orient, chargé de faire avancer le processus de paix entre Israël et Palestine.

Toutefois, la présence de la Chine en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine<sup>125</sup> n'apparaît plus aussi mutuellement avantageuse qu'annoncé et ses tentatives d'influence politique renforcent les **critiques plus larges la remettant en cause**. Les relations dites « gagnant-gagnant » promises par Pékin sont en fait surtout constituées d'importation de matières premières<sup>126</sup> en échange de la vente de produits manufacturés souvent plus abordables que ceux des firmes occidentales. La construction des infrastructures, officiellement destinées à désenclaver les territoires, permet surtout de faciliter la récupération des matières premières par la Chine, ce qui nourrit les accusations de « prédation » économique. Par exemple, l'exportation du pétrole exploité au Soudan du Sud est assurée par la ligne Addis-Abeba/Djibouti, financée et construite par Pékin pour 2,5 milliards de dollars. Ces régions représentent souvent des carrefours stratégiques, à l'image du Moyen-Orient, partie intégrante des nouvelles Routes de la soie, et l'Amérique latine où un projet de ligne transcontinentale reliant les côtes atlantique et pacifique, du Brésil au Pérou, est en discussion. Comme en Angola ou en Algérie, dont elle devenue depuis six ans le principal fournisseur, Pékin ne réalise que peu d'investissements créateurs d'emplois, la main d'œuvre utilisée étant majoritairement chinoise, et refuse les transferts de technologies. Les échanges commerciaux restent asymétriques et renforcent pour ces pays qui s'endettent considérablement (cf. partie 6.1) la dépendance aux matières premières et aux produits manufacturés asiatiques. Les contrats opaques favorisent la corruption et l'oligarchie en place. Les infrastructures réalisées sont dites de mauvaise qualité et impactent l'environnement. Enfin, l'arrivée d'une importante diaspora chinoise, passée de 100 000 à un million en Afrique depuis 2001, entrave l'activité des producteurs locaux. Le Congo-Brazzaville a dû faire appel au FMI en 2018 afin d'éviter une banqueroute, par exemple. Un sentiment antichinois se fait jour, comme en Zambie dont la Chine a pris le contrôle de l'aéroport international et du réseau électrique en septembre 2018 suite à des difficultés de remboursement.

A rebours de l'image internationale qu'elle veut donner d'elle-même, il n'est ainsi plus rare de voir la Chine accusée par des pays africains, sud-américains (dont le Brésil de Jair Bolsonaro) ou asiatiques de pratiques commerciales déloyales, voire de néo-colonialisme.

---

<sup>125</sup> Selon l'OCDE, la Chine aurait déjà investi 250 milliards de dollars en Amérique latine et vise 500 milliards de dollars d'échanges commerciaux d'ici 2025 (contre 12 milliards en 2000). Elle a ouvert une trentaine d'instituts Confucius sur place.

<sup>126</sup> 80 % des importations chinoises d'Afrique sont constituées de matières premières, dont hydrocarbures et uranium.